

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES

SUR

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*

2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*

3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*

4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*

5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazaigette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromsky, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renouit, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, (France); Bedri Péyari, Kamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr. Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piéard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Ladislaus Fényes (Hongrie); W. Douchan A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genève; Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descendres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Sotkup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzei, S. N. Borodine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Maximilian Harden



Maximilian Harden est né et élevé à Berlin. Etudes privées. Débutait par des critiques littéraires et théâtrales, puis par des satires sociales. En octobre 1892 il fondait l'hebdomadaire „Die Zukunft“ (Collaborateurs. Ernst Häckel, Heinrich von Sybel, Lujo Brentano, Franz von Liszt, Balfour, Behring, Adolph Wagner, Fritz von Holstein, Reinhold Begus, Friedrich Paulsen, Schweninger,

D'Albert, Weingartner, Schnitzler, Hofmannsthal, Thomas Mann, Arno Holz, Ludwig etc.) Le gouvernement de Guillaume ne cessait de sévir contre le publiciste incommode. Fourmillure de poursuites et d'accusations. Trois fois condamné et emprisonné pour lèse-majesté. Harden faisait aussi des conférences publiques sur les problèmes brûlants de la politique, Es les poursuites augmentaient. Guerre de trente ans, implacable, contre le Imperator et Rex. La vraie guerre, celle de fer et de feu, éclata. L'hebdomadaire était cent fois confisqué par la dictature militaire, une fois supprimé pour cinq mois, plus tard pour toute la durée de la guerre. Mais Harden tenait toujours. Ce n'est qu'en juillet 1922 que les monarcho-militaristes ont réussi à le désarmer pour quelques temps. Un attentat par trois assassins payés lui infligeait huit blessures au crâne et le força à interrompre le cours de son périodique — réparé dès 1919 — pour rétablir sa santé. Cette seconde interruption n'a pas encore pris fin.

Les principaux ouvrages de Harden sont. „Littérature et théâtre“, „Apostata“ (deux volumes à 20 éditions) „Têtes“ (4 grands volumes entre 44 et 17 éd.) „Guerre et paix“ (2 volumes à 12 éd.) „Allemagne, France, Angleterre“. Et surtout les 120 volumes de la „Zukunft“ parus jusqu'aujourd'hui.

De la Bosnie, pays balkanique occupé par les Habsbourg magyarisants, sortait, selon la prophétie de Schuwaloff, l'étincelle qui a mis le feu à l'Europe et même incendié tous les territoires de notre pauvre planète. Ce petit incident date de 1914. Mais, avant et après, combien de crises, albanaises, bulgares, moldo-valaques, macédoniennes, serbes, turques, menaçaient la paix du monde, combien de fois l'abécès de l'Europe (c'est l'expression de Bismarck) éclatait entre l'Adria et la Marmara! Et qui nous garantit que demain ne se répète ce qui était hier?

En vain l'on chercherait, là comme ailleurs, des minorités contentes de leur sort (presque toujours tragique en soi), et les doigts des deux mains ne suffisent pas pour mar-

155

quer les problèmes — religieux, racistes, nationaux, voire sociaux, troublant le repos de la péninsule de l'Haemus. N'avons-nous pas entendu rugir des nationalismes dont les fièvres voisinaient avec le cannibalisme du temps des cavernes? Est-ce bien digne de l'homo sapiens de boucher l'oreille à l'écho de cruautés, d'atrocités d'infâme permanence? L'attente oisive, immobile et immobilisable par les crimes infligés à autrui, peut devenir, elle-même, crime impardonnable.

La guerre, grand cri des Balkans, n'a pas refusé ses fruits aux Balkaniques. Ayant (comme vient de le répéter à Hammond, Indiana, le président Coolidge) fait triompher la démocratie, ayant frappé au centre de sa vie l'autocratie, elle a délivré notre sud-est des trois dynasties qui avaient toujours guetté l'heure propice pour s'assurer la domination des pays balkaniques. Les maisons des Habsbourg-Lorraine, des Holstein-Gottorp (continuant à se nommer, par droit d'usurpation, Romanow), et des fils d'Osman se sont écroulées. Dès lors, le chemin du salut était ouvert.

Mais, hélas, on n'a pas, jusqu'aujourd'hui, su en profiter. Ces masses affranchies sont bien loin encore d'une démocratie sincère. Une des causes, je crois l'apercevoir dans le fait que ces masses ont pensé à la nationalité avec une intensité beaucoup plus forte qu'à la liberté. Et pourtant, quelle difficulté de distinguer dans des agglomérations tant de fois bâtardisées, produits fortuits de grandes et petites migrations des peuples, avec une clarté sûre l'origine des individus et des groupes sociaux! Les mille et une «statistiques définitives» de la Macédoine en savent quelque chose.

La liberté est une valeur réelle, l'assurance de la dignité humaine. La liberté de croire, de penser, de se mouvoir et d'agir — voici le premier but. Le second: l'union économique. Le troisième... Mais je crains que nous aurons bien le temps d'envisager les conditions vitales et les chances globales de l'United Balkan States (U. B. S.). Vain espoir que l'allumette-bougie puisse accélérer le pas silencieux et voilé du fruit mûrissant.

«Fédération Balkanique»: enseigne vénérable. Nous en avons connu quelques unes. Celle, par exemple, de Tcharykow, voulant réduire le Sultan-Khalife à l'état de premier vassal du Gospodar-Pape de Toutes les Russies, et celle de Ferdinand de Cobourg-Tchary briguant le grand rôle d'un Basileus Siméon. L'objet, à présent, est plus grand, l'intérêt moins personnel, et, en conséquence, l'effort pourrait être plus sérieux. Mais l'union politique des Balkans peut-elle vraiment sembler plus proche qu'au jour funeste où celui qui s'appelait Tsar des Bulgares usait de ses ciseaux pour couper les fils de la première couture?

Trois dynasties sont encore debout. Ni les Karageorgevitch, réconfortés par l'hommage des Croates couleur Raditch, ni les Hohenzollern, transplantés et pour ainsi dire internationalisés par les charmes et parfums de la fine fleur, l'éternelle «belle reine» de Roumanie, ni Boris soutenu par les mains ensanglantées de Tsankoff et Co., ni les uns et ni les autres ne se résigneront à sacrifier à la grande cause des morceaux, des parcelles, de leurs droits royaux. Et la Grèce, incertaine entre la république (généraloeratique) et la monarchie n'a pas cessé de voir en le Bulgare l'ennemi séculaire, ni de se croire enfantée par les héros et héritière des vertus de Solon, Thémistocle, Périclès, donc supérieure à toute cette «horde slave d'esclaves».

Et les peuples, sentent-ils au moins eux-mêmes la grandeur de la cause? Je ne suis pas compétent pour la réponse...

Qu'ils manifestent enfin leur volonté! Vous qui avez des amis dans les grands pays et êtes appuyés par des noms célèbres: faites parler les muets. Rassemblez les représentants des cinq pays balkaniques en un parlement balkanique. Parlement illégal, mais, pour ainsi dire, naturel. Qu'il vote, sans séjourner sur le tombeau stérile du passé, des résolutions visant l'avenir. Qu'il demande, pour le territoire des cinq Etats: 1^o droits égaux pour tous leurs citoyens, à quelle nationalité qu'ils appartiennent; 2^o liberté de migration et d'établissement à l'endroit de leur choix; 3^o liberté religieuse et scolaire, c'est-à-dire: le droit de former des paroisses et des écoles privées selon le besoin; 4^o coéducation obligatoire pour garçons et filles pendant au moins cinq ans, pour élever des femmes qui sauront être des citoyennes et user des droits civiques; 5^o unification des divers systèmes et tarifs douaniers et suppression des frontières politiques créées par des intérêts obsolètes de dynastie, de stratégie, ou bien commandées par d'aveugles égoïsmes nationaux; 6^o une libre Cour d'Appel

interbalkanique à laquelle chaque citoyen ou groupe puisse s'adresser et qui, jusqu'au moment où elle aura le droit d'arbitrage, soit obligée d'enregistrer, d'annoncer, d'afficher largement tout ce qui lui paraît un tort infligé à un individu ou à une minorité. Un vote unanime, ou vastement majoritaire sur ces six points: ce serait déjà un grand pas en avant. Et aucun obstacle ne barre la route à une décision de cette sorte.

N'oublions pas que les maux, les tourments des Balkans sont, au fond, ceux de l'Europe entière. Ayant inventé, ou trouvé le mot, bien vite ailé, de la «balkanisation européenne» (trouvaille dont je ne suis pas trop fier), j'ai peut-être le droit de rappeler que nous tous souffrons plus ou moins des mêmes défauts, causés par une chirurgie d'amateurs. Minorités maltraitées ou chicanées, progrès économiques empêchés par trop de frontières et de tributs douaniers, par un protectionnisme suranné, par le manque de vraie liberté qui ne laisse pas glisser l'idée de la démocratie dans le marécage facétieux des crapauds: ces tâches souillent notre continent depuis les traités de Versailles, Saint-Germain, Trianon, Neuilly, qui, d'après la volonté de Woodrow Wilson, n'étaient pas une fin, mais un commencement. Le devoir d'en faire résulter la pacification durable incombe à la Ligue des Nations, qui ne peut pas méconnaître que l'Europe devra s'unir, ou devenir le musée et l'atelier de raccomodage pour les United States of America.

De cette pensée, les Balkaniques peuvent puiser une consolation. Car, si nous avons toujours la force de supporter les maux d'autrui, cette force s'affaiblit vite sous le poids des nôtres. Se former en avant-garde dans le combat spirituel contre les entraves physiques et psychiques dont languit toute l'humanité blanche: ce sera l'honneur imprescriptible des Balkans.

Maximilian Harden

Kurt Grossmann



Kurt Grossmann est né le 21 mai 1897 à Berlin. Après son retour de la captivité anglaise, il se voua au mouvement d'assistance aux victimes de la guerre. En 1923, il se rend à Dantzig et y fonde la Ligue Allemande des Droits de l'Homme et se consacre surtout à des efforts pour l'entente germano-polonaise, relativement Dantzig-polonaise. Il prit part à de nombreuses Conférences et publia dans différentes feuilles toute une série d'articles sur des questions humanitaires. Le 1er juillet 1926 il fut invité à Berlin comme secrétaire de la Ligue Allemande des Droits de l'Homme et a depuis lors témoigné un intérêt particulier pour les problèmes balkaniques. Il a aussi violemment critiqué, dans des journaux et dans des réunions publiques, la justice et l'application des peines en Allemagne.

Je réponds d'autant plus volontiers aux cinq questions que vous m'adressez qu'il m'est par là fourni l'occasion de déclarer en lieu compétent quelle importance est due, aujourd'hui comme toujours, aux problèmes balkaniques et combien il est étrange que l'opinion publique européenne y voue si peu d'intérêt.

Et ceci s'entend tant du point de vue politique qu'humanitaire. Peu de gens connaissent les souffrances indicibles que les minorités opprimées dans les Balkans endurent depuis tout un nombre d'années et combien les résultats de guerre des années 1914-1918 furent peu ceux d'une démocratie.

Et par ceci, c'est la réponse négative à votre première question que j'exprime. Car la solution de la question macédonienne a été une solution tout-à-fait politique, et là comme ailleurs le droit d'autodétermination du peuple a été foulé aux pieds. Je ne crois pas que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités soient respectés ou garantis. Tant qu'il sera possible de remplir toutes les semaines 40 à 50 pages de correspondance sur les violences des gouvernements balkaniques en Bulgarie, en Yougoslavie, en Grèce etc., on ne pourra point supposer que les droits des minorités y soient suffisamment respectés. Tout récemment encore la Ligue Allemande des Droits de l'Homme a dû adresser une protestation au gouvernement bulgare dans laquelle elle s'indignait tout particulièrement contre le fait que l'on avait réussi à saboter même l'action de secours aux familles des prisonniers politiques. Le Mémoire «Le torrent de sang en Bulgarie» publié par la Ligue des Droits de l'Homme, et qui a provoqué une tempête d'indignation dans l'opinion publique, prouve combien extraordinairement inférieur est le degré de culture représenté par les gouvernements balkaniques actuels. Si par culture nous voulons entendre l'exclusion des inhumanités, des brutalités, des tragédies sanglantes, nous pouvons bien affirmer qu'en présence des nouvelles trop peu connues en Allemagne aussi — parce que la presse, par des raisons qu'il faudrait un jour plus minutieusement examiner, croit ne pas pouvoir présenter ces choses à ses lecteurs — il n'existe pas un brin de culture chez ces gouvernements balkaniques.

Il fait mettre une fin aux souffrances des minorités. Quel en est le chemin? — il n'est pas très simple de répondre à cette question. Le principe des nationalités joue encore dans le monde un trop grand rôle. Chaque nation est empressée à assurer et défendre sa souveraineté. Chaque nation parle d'ingérence dans ses affaires intérieures lorsque par exemple des voix d'humanité s'élèvent pour protester contre des brutalités s'exerçant dans un pays quelconque. C'est certainement la «mentalité» — pour employer ce terme si repoussant — des gouvernements actuels qui est cause de la situation actuelle dans les Balkans; mais je n'ose pas affirmer qu'un gouvernement plus de gauche apporterait pour les minorités la solution qu'elles méritent. Un chemin est possible: écarter les frontières. Les frontières tirées aujourd'hui dans les Balkans sont aussi arbitraires qu'ailleurs. Si nous prenons une carte des langues dans les Balkans, nous verrons que les différentes nationalités sont enchevêtrées de telle sorte qu'une démarcation par des frontières constituerait un non-sens. Puis, il y a aujourd'hui encore des monarchies dans les Balkans, et, comme condition urgente et essentielle de la solution du problème balkanique, il faut préconiser la «républicanisation» de tous les Balkans. On doit essayer de bien faire comprendre aux peuples balkaniques, que leur prospérité dépend non pas du fait d'avoir plusieurs Etats qui se trouvent en antagonismes réciproques, mais de l'union en un seul Etat: en la République Balkanique.

Cette République Balkanique doit-elle être fédérative ou centraliste? — c'est ce que je ne puis dire. La question de la construction d'un Etat doit être abandonnée aux peuples eux-mêmes. Il s'agit précisément de construire cet Etat de façon que les Balkans soient enfin entièrement assainis et qu'il soit possible de relever leur culture. Je ne suis pas un partisan absolu d'une Fédération, mais je crois que dans une construction étatique unitaire un peuple composé des nationalités les plus différentes peut prospérer si chaque citoyen peut se sentir citoyen de l'Etat, si les lois sont démocratiques et socialistes, et si chaque citoyen balkanique est convaincu et pénétré de sa responsabilité pour la paix de l'Europe. Aujourd'hui les intérêts des grands se heurtent toujours dans les Balkans. Et tant que ce jeu diplomatique n'est pas empêché par le réveil des peuples balkaniques eux-mêmes, la paix de l'Europe, la paix du monde ne seront pas assurées.

Kurt Grossmann

Dr. Léo Klauber



Dr. Léo Klauber, né le 8 avril 1890 à Forbach (en Lorraine), étudia la médecine à plusieurs Universités et participa comme médecin à la guerre mondiale. Il travailla comme assistant à la clinique de l'Université de Berlin et s'installa ensuite comme médecin à Berlin. Son domaine est principalement l'hygiène sociale. Auteur de plusieurs rapports et écrits sur des questions politiques et médico-sociales. Citons parmi ses oeuvres: «Lutte de classe contre la mort de faim», «Au chevet de mort d'un peuple travailleur», «La misère des médecins» (interdit par le général Seeckt pendant la dictature militaire en Allemagne), «La politique coloniale et la terreur blanche», etc.

Le siècle précédent se trouvait sous le zodiaque de l'unification nationale, c. à d. ethnique et linguistique des peuples même les plus petits. Aujourd'hui la question qui se pose, c'est celle de trouver, par dessus les frontières nationales, et conformément aux nécessités économiques mondiales, des formes pour une collaboration super-nationale des nations encore séparées.

Même les cercles bourgeois, qui ne peuvent plus déclencher nul progrès d'évolution, doivent, en présence des revendications de leurs peuples, parader avec des idées d'une union de plusieurs Etats européens («Pan-europe»). Après le démasquement de ce qui est appelé la «Société des Nations» il a été tout à fait clair que la libre union des peuples en une alliance fraternelle ne peut être accomplie que par la classe des ouvriers et paysans qui aspire à la libération économique.

Comme partout dans le monde bourgeois, de grandes parties des populations balkaniques croient toujours encore devoir défendre dans des luttes politiques leurs intérêts nationaux contre l'«ennemi du pays», et ne font que défendre par là, inconsciemment, les profits et privilèges de leurs propres exploités du pays et de l'étranger. La force primitive somatique et la puissance de tension d'esprit des peuples balkaniques furent tellement ébranlées par les saignées permanentes des guerres et le pillage de la force du travail que, d'après l'opinion de nombreux savants, l'état de santé de la population est devenu profondément misérable.

Les classes travailleuses des Balkans doivent-elles donc éternellement voir comment leur travail, leur énergie, leur sobriété sont exploités et dépravés par les différents commerciaux et belliqueux des puissances capitalistes? — Non! c'est d'en bas que la volonté d'union doit se manifester avec toujours plus de force; par des propres organes, et par dessus les frontières des nations arbitrairement enserrées, et contre la volonté de leurs «leaders», les ouvriers et les paysans doivent entrer en contact entre eux pour «se tenir debout comme peuple libre sur une terre libre», comme l'a dit Goethe, pour se tendre la main, sur l'exemple de l'Est, et constituer l'Union Balkanique des Républiques Unies des ouvriers et paysans.

Dr. Léo Klauber

MÉMOIRE

sur la situation des

Peuples opprimés des Balkans

présenté au

III^e Congrès des Minorités Nationales

siégeant à Genève du 22 au 24 Août 1927

PAR LES COMITÉS BALKANIQUES :

MACÉDONIEN : O. R. I. M. UNIFIÉE

ALBANAIS : de la Libération de Cossovo

de l'Emancipation Nationale

DOBROUDJANAIS : O. R. D.

Du 22 au 24 août dernier, le Congrès des Minorités Nationales de l'Europe a tenu ses séances à Genève. A ce Congrès étaient représentées principalement les minorités nationales de l'Europe Centrale. Les nationalités opprimées des Balkans n'y ont pas eu leurs représentants. Et elles ne pouvaient les y avoir, car l'organisation de ces minorités nationales tenant leur Congrès était telle que la participation des nationalités balkaniques opprimées était exclue.

Vu l'impossibilité d'exposer leur situation et de présenter leurs revendications par de propres délégués, les Macédoniens, les Albanais et les Dobroudjanais ont présenté au Congrès un Mémoire collectif, dont un exemplaire nous a été envoyé. Par suite de la grande importance de ce Mémoire, nous le publions in-extenso dans notre journal.

La Rédaction de la „Fédération Balkanique“

A Monsieur le Président du Congrès
des Minorités Nationales à Genève

La question de la situation des minorités nationales après la guerre a pris le caractère d'un problème international. La guerre générale qui a été déclarée soi-disant pour la libération des peuples opprimés, a fini par la création de nouveaux Etats et l'augmentation du nombre des nationalités opprimées et de celui de leur population. Très peu sont actuellement les Etats en Europe dans lesquels il n'y a pas de minorités nationales. Et le nombre de ces minorités est différent dans les différents Etats. Il y a des Etats en Europe, surtout dans l'Europe centrale et sud-orientale, qui comptent de 7 à 8 entités ethniques comme minorités nationales. Depuis trois ans, ces nationalités sont plus ou moins organisées et tiennent chaque année des déclarations. Les nationalités opprimées des Balkans n'y sont pourtant pas représentées, et, d'après vos statuts organiques, elles paraissent ne pas pouvoir être représentées, surtout certaines d'entre elles. Elles n'ont pas pu participer à votre Organisation, partant à votre Congrès, avec des délégués dûment approuvés et légalisés, car les conditions pour ces minorités nationales des Etats balkaniques sont telles que, par suite du régime existant dans ces pays, ces minorités ne peuvent pas avoir légalement leurs élus. Dans ces Etats, les minorités nationales n'ont pas le droit d'avoir leurs organisations nationales en tant qu'entités nationales.

Vu cet état de choses, nous les représentants des organisations nationales existant illégalement dans les pays balkaniques, comme représentants et porte-parole de ces minorités nationales présentons ce Mémoire à votre Congrès.

Les Etats vainqueurs dans la guerre générale qui, en 1919, ont imposé aux Etats vaincus leurs conditions, c'est-à-dire les traités dits de paix, considérant que d'après ces traités des dizaines de millions d'hommes sont privés du droit à une existence nationale et culturelle, de ce droit naturel à toute nationalité, considérant que parmi ces nationalités privées de toute protection quant à leurs droits ethniques il existera toujours un violent sentiment de révolte et que la paix décrétée risque de disparaître dans un bref délai; considérant surtout que dans beaucoup d'Etats les minorités nationales constituent de fait la majorité de la population — ces Etats vainqueurs décidèrent de faire introduire dans leurs traités de paix des clauses pour la protection des minorités nationales. Ces clauses des traités de paix ont force de loi pour les Etats qui y ont souscrit, et ces derniers ont pris l'obligation d'y adapter leurs institutions et de poursuivre un esprit de justice et de liberté et d'en

donner à chaque habitant de leurs territoires les garanties nécessaires. Les Etats qui ont signé lesdits traités ont proclamé qu'ils donneraient à chaque citoyen minoritaire pleine et entière protection de vie et de liberté, des droits civils et politiques égaux à ceux des autres citoyens appartenant à la « nation dominante », des droits culturels, etc. La protection de ces droits était placée sous la garantie de la Société des Nations, et la Cour Internationale d'Arbitrage a été désignée pour trancher les différends qui en résulteraient.

Mais qu'advient-il dans la réalité?

La Société des Nations se refuse à entrer dans son rôle de contraindre les Etats qui ont pris ces engagements en ce qui concerne les minorités nationales à les appliquer équitablement, et ce refus de la Société des Nations a obligé les minorités nationales de plusieurs Etats de l'Europe de s'organiser pour défendre elles-mêmes leurs intérêts. L'existence même de votre Organisation, qui groupe plusieurs dizaines de millions de personnes des minorités nationales, montre combien les clauses susmentionnées des traités de paix en faveur des minorités nationales ne sont pas appliquées.

Cette année vous tenez votre III^e Congrès où vous voterez certainement des résolutions pour l'application des clauses des traités de paix. Nous qui ne participons pas à votre Organisation et qui, par conséquent, ne pouvons pas avoir nos représentants dans votre Congrès, nous voudrions attirer votre attention sur la situation des nationalités opprimées dans les Etats balkaniques en esquissant en ces courtes lignes la situation insupportable dans laquelle elles se trouvent, et en vous priant de vous en occuper et prendre les Résolutions que cet état de choses comporte.

Le présent Mémoire est signé par quatre organisations nationales qui, faute de pouvoir lutter légalement ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, luttent par la voie révolutionnaire pour la libération de leurs peuples. La situation des autres minorités nationales dans les Balkans est identique ou semblable à celle des nationalités que nous représentons. Nous pouvons vous assurer que la situation des Bessarabiens, des Juifs, des Ukrainiens, des Allemands, des Hongrois, des Croates, des Slovènes, des Bosniaques, des Monténégrins, des Thraciens, des Turcs, etc., y est aussi triste que celle des nationalités représentées ici par nous; très peu sont les nationalités dans les Balkans qui sont traitées un peu moins durement que celles dont nous sommes les porte-parole.

Voici la situation des nationalités que nous représentons :

Les Macédoniens.

La Macédoine est un pays qui a une superficie de 65.000 kilomètres carrés et est délimitée à l'Est par le fleuve Mesta et les montagnes de Rhodopi, au Nord-Est, au Nord et au Nord-Ouest par les montagnes de Rilla, Ossogovo, Tchernagora et Char; à l'Ouest par les montagnes de Korab et Bigla; et au Sud par les montagnes de Pind et Olymp, le fleuve Bistritza et la mer Egée. Sa population est de 2.300.000 habitants. Jusqu'à la guerre balkanique de 1912, la Macédoine faisait partie de l'Etat turc. Mais quoique jusqu'en 1908 la population macédonienne fût privée des libertés politiques — elle a commencé à en jouir après la révolution jeune turque du 24 juillet 1908 — elle jouissait de ses droits culturels même sous le régime sanglant du sultan Abdul Hamid. Toutes les nations qui peuplaient la Macédoine avaient leurs écoles, leurs bibliothèques, leurs institutions culturelles, leurs églises, temples, etc. Après la guerre de 1912/13 — au début, la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro et la Grèce avaient conclu une union contre la Turquie; mais plus tard, au partage du butin, la Serbie, le Monténégro et la Grèce, auxquels adhèrent la Roumanie, et l'adversaire d'hier, la Turquie, firent la guerre à la Bulgarie — au Congrès de Bucarest, en juillet 1913, la Macédoine fut partagée entre la Serbie, la Grèce et la Bulgarie; la moitié du territoire macédonien a été prise par la Serbie, les quatre dixièmes par la Grèce et un dixième par la Bulgarie. Après la guerre générale, certains changements ont eu lieu dans ce partage: le district de Stroumitza a été pris à la Bulgarie et donné à la Yougoslavie.

Actuellement, la situation dans les trois parties de la Macédoine «libérée par les trois Etats chrétiens balkaniques», est la suivante:

En Macédoine sous joug serbe: Tous les gouvernements qui se sont succédés à Belgrade, indifféremment des tendances générales de leur politique intérieure et extérieure, ont poursuivi à l'égard des Macédoniens une et même politique: celle de changer le caractère ethnique de ce pays, de dénationaliser et d'assimiler la population. Pour atteindre ce but, ces gouvernements ont eu et ont recours aux moyens les plus ignobles, et ce devant les yeux mêmes des représentants des grandes puissances européennes. Le peuple macédonien, c'est-à-dire toutes les nationalités de la Macédoine, au nom desquelles nous parlons aujourd'hui: les Bulgares, les Grecs, les Turcs, les Juifs, les Aroumains, les Tziganes, etc., sont privés de tous droits politiques et civils. Tous les gouvernements serbes les ont traités et continuent à les traiter comme des Serbes: les Bulgares sont traités comme de purs Serbes, c'est-à-dire comme des Serbes non seulement de nationalité, mais aussi de religion; les Turcs et les Albanais musulmans, comme des Serbes de culte musulman; les Juifs, comme des Serbes de religion mosaïque; seuls les Grecs et les Aroumains, qui ne sont qu'une toute petite minorité (quelques dizaines de milliers seulement), pour des raisons politiques, par égard à la Roumanie et à la Grèce, sont traités comme les uniques minorités nationales dans ce pays.

Le peuple macédonien est mis hors la loi en cette partie de la Macédoine. Des arrestations, des expulsions, des bastonnades, des tortures, de lourdes peines, très souvent des sentences de mort, des assassinats — ce sont là des phénomènes à l'ordre du jour. On y fait perpétrer même des tueries en masse. En 1923, sur l'ordre du joupan décapiteur Matevitch, et par des mitrailleuses, ont été massacrés 29 paysans du village de Garvan (district de Radoviche). Les casernes non seulement en Macédoine mais aussi dans toute la Yougoslavie, sont bondées de Macédoniens. Dans les prisons de la Yougoslavie pourrissent aujourd'hui 7500 Macédoniens, dont un grand nombre sont condamnés à de lourdes peines, et des centaines et des centaines se trouvent depuis des années en détention préventive. La terreur est d'ailleurs un des moyens que chaque gouvernement serbe emploie en Macédoine, ce non seulement par son armée et sa police et sa gendarmerie, mais aussi par des anciens et actuels tchetnitsis, tels que Pékianetz, Trbitch, Kalamatieff, et des centaines d'autres bourreaux. Pour changer le caractère ethnique du pays, les gouvernements serbes ont installé et continuent à installer, sur les terres des paysans macédoniens, des colons serbes, qui sont non seulement des expropriateurs mais aussi des agents de la politique de dénationalisation et d'impérialisme de Belgrade. Pour le peuple macédonien ces colons sont ce qu'étaient, il y a un siècle, les Kirdjalis dans les Balkans. Des députés serbes du parti démocrate qui, actuellement, participent au

gouvernement ont récemment déclaré: «On gouverne aujourd'hui en Macédoine comme il y a six cents ans».

En ce qui concerne la situation du peuple macédonien sous joug serbe du point de vue culturel, nous présentons ici une petite statistique bien plus éloquente que tout autre exposé; lorsque cette partie de la Macédoine se trouvait sous la domination turque, les Macédoniens de nationalité bulgare y possédaient 641 écoles, dont près de 40 progymnases et 4 gymnases; 1013 instituteurs et institutrices; 37.000 écoliers et écolières; 761 églises et 839 prêtres. Aujourd'hui, rien de tout cela n'existe plus. La nationalité turque avait ses écoles, les Albanais aussi; aujourd'hui, les écoles turques et albanaises sont fermées.

Si nous jetons un coup d'oeil sur la situation économique dans laquelle se trouve la Macédoine sous joug serbe, nous verrons que des villes qui jadis se développaient rapidement et où la population vivait dans une aisance relative, sont aujourd'hui en pleine décadence. Un grand nombre de villes et de villages les environnant sont privés de leurs débouchés naturels: tel est le cas pour Bitolia, Debr, Prilep, Tetovo, Gostivar, Kitchévo, Vélès, Kavardartzi, Chtip, Radoviche, Stroumitza, Doïran, Guevguéli, Koumanovo et même Scopie.

Les gouvernements serbes font tout leur possible pour écraser économiquement aussi la population macédonienne. La plupart des paysans sont sans terres. La réforme agraire que le gouvernement serbe a proclamée il y a sept ans n'est pas appliquée. Et, ce qui plus est, il arrache par la force les terres aux paysans macédoniens et les donne aux colons qu'il installe, ainsi qu'aux anciens et actuels ministres, députés, fonctionnaires, officiers, tchetnitsis. Et il ne s'arrête pas là. Il ravit le travail des producteurs de tabac — un des principaux produits du pays — en faisant acheter par sa direction du monopole le tabac des producteurs au prix de 5 à 12 dinars le kilogr., et la meilleure qualité à 24 dinars, alors que le tabac coûte au producteur au moins 30 dinars. Ce gouvernement agit d'ailleurs de la même façon pour les autres produits agricoles aussi. Le travail des paysans qui constituent les 92% de la population, est ravi par de différentes manières: le vol ordinaire, la contrainte faite au paysan pour lui faire vendre son produit à un prix inférieur au coût de revient, les impôts, taxes et amendes de toutes sortes, et enfin par la vénalité devenue tout à fait ordinaire dans le pays. Et la misère du paysan dépouillé se répercute sur la situation de la population des villes, où de grandes masses, sans travail, meurent littéralement de faim. De nombreuses usines et ateliers sont fermés. Du mois de janvier au mois de mars 1927 ont été fermés plus de 600 boutiques, usines et ateliers. Les artisans et les commerçants se débattent dans une crise inconnue jusqu'ici. Ils n'obtiennent pas de crédits des banques de l'Etat et sont obligés d'emprunter de l'argent à différents usuriers auxquels ils payent des usures de jusqu'à 120%. Même les commerçants macédoniens partisans du gouvernement sont privés des crédits des banques de l'Etat.

La politique des gouvernements serbes en Macédoine est une politique de déni de justice, de terreur, de vol. Ces gouvernements considèrent la Macédoine comme une colonie; ils traitent la population macédonienne comme les grands Etats impérialistes traitent les peuples coloniaux.

La Macédoine sous joug grec se trouve dans la même situation, et les mêmes systèmes et les mêmes méthodes y sont appliqués à l'égard de la population macédonienne. Les gouvernements grecs ont expulsé les Turcs de la Macédoine après les avoir dépossédés de leurs biens. Aux Juifs ils suscitent toutes sortes d'obstacles pour les contraindre à quitter le pays. Ils persécutent les Bulgares aussi, ils les chassent, ils les obligent à quitter leurs foyers, et ce par deux manières: illégalement, en les persécutant, les maltraitant, les arrêtant, les condamnant à de lourdes peines, les exilant dans les îles éloignées, voire même en les tuant. Les cas de Salonique, Cavalla, Drama, Lérine, Boutim et Tarlis, où ont été fusillés 17 paysans macédoniens, ne sont que trop connus pour nous y arrêter longuement. Mais les gouvernements grecs chassent de leurs foyers les Bulgares macédoniens par des moyens «légaux» aussi, en vertu d'un traité criminel et barbare conclu entre les gouvernements bulgare et grec pour l'échange dit «volontaire» des populations. D'après ce traité, les Macédoniens sont chassés de leurs foyers, par dizaines de milliers, nus, dépouillés de tous leurs biens. Et ces malheureux, qui avaient dans leurs villes et villages leurs moyens de subsistance, errent depuis des années en Bulgarie, dans une noire misère, mourant de maladies et parfois même

de faim. Et le gouvernement bulgare, qui se donne l'air de se soucier d'eux, qui a réussi à conclure un emprunt international «pour les réfugiés», exploite le malheur des réfugiés pour sa propre politique.

Il n'y a pas de différence entre l'attitude des gouvernements serbes et grecs à l'égard des Macédoniens. Les Macédoniens en Grèce, pour tant qu'il y en a encore, sont traités comme des coolies. En Macédoine sous joug grec, il y a aussi des bandes, comme celles portant le nom de «Poing Macédonien» — des émissaires du gouvernement, tels que le capitaine Stefan et ses acolytes qui rôdent de village en village, terrorisant la population, commettent des crimes, des meurtres sans nombre. Ici aussi la corruption des fonctionnaires, des gendarmes, des policiers, des officiers, est générale. Ici aussi il y a des colons, et sur une échelle bien plus grande encore. La moitié des Grecs paysans, ouvriers, artisans, petits commerçants, intellectuels, en tout environ 1.400.000, chassés de l'Asie-Mineure, de la Thrace Orientale et de la Bulgarie, sont installés en Macédoine. Les gouvernements grecs profitent de ces réfugiés dans leurs luttes politiques. Naturellement, il fallait bien installer ces réfugiés, mais non pas en ravissant les terres des paysans autochtones de la Macédoine et en chassant ceux-ci de leurs foyers; on devait saisir les grandes propriétés, les biens des églises et des monastères, prendre des gros capitalistes grecs les moyens pour ces installations. Le gouvernement grec devait bien installer les réfugiés, mais cela non aux dépens de la malheureuse population autochtone — non pas aux dépens des Macédoniens grecs, bulgares, turcs, juifs, albanais. Les réfugiés grecs sont des frères, mais les gouvernements grecs les emploient pour les fins de leur politique de dénationalisation et d'assimilation et créent et attisent ainsi des haines entre les différentes nationalités de la Macédoine.

La situation du peuple macédonien sous joug grec a un point de vue culturel est la même qu'en Macédoine sous joug serbe. Quelques statistiques sur la situation culturelle de la nationalité bulgare dans cette partie de la Macédoine en donneront une idée: en 1912, les Macédoniens bulgares y possédaient 340 écoles, dont près de 20 progymnases et 6 gymnases, 750 instituteurs et institutrices, 19.000 écoliers et écolières, 278 églises et 300 prêtres. Rien de tout cela n'existe plus. Les écoles turques et les mosquées ont également disparu.

La Macédoine sous joug bulgare a une situation un peu différente de celle des parties de la Macédoine sous joug serbe et grec. Les Macédoniens turcs et grecs qui auparavant y vivaient en ont été chassés, et les habitants restants de cette partie de la Macédoine, étant de nationalité bulgare, jouissent des droits culturels: ils ont leurs écoles, leurs églises, etc. Mais c'est la seule différence. A tout autre égard, la situation des Macédoniens n'y diffère point de celle des Macédoniens sous joug grec et serbe; en maints égards, elle est pire encore.

Le régime politique qui existe dans cette partie de la Macédoine est l'un des plus tyranniques et barbares du monde. Le régime actuel de toute la Bulgarie est tyrannique, cruel, criminel, mais, dans la partie de la Macédoine sous joug bulgare, il est barbare dans le plein sens du mot. Ce n'est ni plus ni moins qu'un satrapisme que le gouvernement bulgare y exerce: il y exerce son pouvoir de satrape principalement par l'intermédiaire de Macédoniens qui sont groupés dans une organisation nommée ORIM et à la tête de laquelle se trouvent Ivan Mikhaïloff et le général Protoguéroff. En cette Macédoine sous le pouvoir des fascistes bulgares sanguinaires, la population ne jouit d'aucun droit politique ou civil; liberté de presse, de parole, de réunion, d'association, sont choses inconnues dans ce pays. De ces droits ne jouissent qu'un groupe d'hommes protégés par le gouvernement bulgare qui se sont assis sur le dos de la population et qui la traitent d'une manière pire encore que n'étaient traités les esclaves en Asie et en Afrique. On ne permet à cette population même pas de recevoir des journaux et des livres paraissant légalement à Sofia ou ailleurs en Bulgarie. On y persécute toute personne qui ne soutiendrait pas le pouvoir des fascistes bulgares et leurs instruments les Protoguéroff et Mikhaïloff. Au cours des élections, la population n'y a absolument aucune possibilité de faire connaître sa volonté. Pendant les dernières élections parlementaires du 29 mai le gouvernement n'y a point permis de faire enregistrer une liste, quelle qu'elle soit, des partis politiques d'opposition. La seule liste, et pour laquelle les électeurs furent contraints à voter, était celle du gouvernement Liapcheff, imposée par les décapiteurs Protoguéroff et Ivan Mikhaïloff. Et, pour induire en erreur l'opinion publique en Bulgarie, et principalement à l'étranger, cette liste fut intitulée «la liste de tous les citoyens».

Nombreux ont été les forfaits qui ont été perpétrés dans le courant des dernières années: en 1923, après le renversement du gouvernement Stamboliisky, le 9 juin, ont été tués, massacrés, plus de 110 Macédoniens; en septembre de la même année ont été massacrés 100 Macédoniens; et en septembre 1924 ont été massacrés 160 Macédoniens, des militants les plus notoires de la lutte nationale-révolutionnaire sous le régime des sultans; en mai 1925 ont été massacrés 80 paysans, ouvriers, artisans dans l'arrondissement de Nevrokop, et ce rien que parce qu'ils étaient soupçonnés d'être des amis du révolutionnaire macédonien bien connu Todor Panitsa, qui a été lui-même lâchement tué au Burgtheater de Vienne; en août ont été massacrés 28 paysans dans l'arrondissement de Gorna Djoumaya. Les assassinats dans ce malheureux pays sont devenus à l'ordre du jour. Nous ne parlons même pas ici des arrestations, bastonnades, tortures, arbitraires de toute sorte, perpétrés chaque jour sur la population.

En ce qui concerne la situation économique dans laquelle souffrent les Macédoniens bulgares, elle est des plus tragiques. De la misère, de la faim, du chômage, de la cherté des produits de première nécessité, des prix bas de vente des produits les plus importants du pays — tels que ceux du tabac, désignés et imposés par les Compagnies de tabac dont les principaux agents pour dépouiller la population du produit de son travail sont les gens appartenant à la bande des Protoguéroff et Ivan Mikhaïloff — voilà le sort des Macédoniens dans la Macédoine sous joug bulgare.

Les Albanais

Les Albanais de Cossovo sous joug serbe. — Au delà des frontières politiques albanico-yougoslaves s'étend un vaste pays limité par le Sandjak de Novi-Bazar, le Monténégro, la Serbie d'avant les guerres balkaniques et la Macédoine: c'est Cossovo.

Ce pays, qui constituait la partie orientale de l'Illyrie avant et après la domination des Balkans par les Romains, qui fut horriblement dévasté par la Grande Invasion des Barbares et subjugué successivement par les Byzantins, les Serbes et les Turcs, demeure quand même albanais; de ces siècles de dominations étrangères n'y restent que quelques églises, plusieurs mosquées, de vastes cimetières avec des épitaphes grecques, serbes, turques et arabes!

Avec sa physionomie ethnique indestructible jusqu'aujourd'hui, avec les 54 grandes révolutions albanaises, dirigées en grande partie contre la domination ottomane, avec sa solide organisation sociale et politique capable de rendre fictive la souveraineté des Sultans durant des siècles, Cossovo possède une documentation des plus colossales pour refuser catégoriquement toutes les prétentions formulées et propagées par nos adversaires depuis 1854.

Durant plus de cinq siècles de domination fictive de Cossovo par les Turcs (1389-1912), l'histoire a enregistré un grand mouvement albanais en vue de la libération de Cossovo. Cette contrée servit de pivot principal au grand mouvement de la libération du peuple albanais du joug turc (1880-1912) et c'est à Cossovo que la puissance turque a reçu le coup de grâce, deux mois avant la première guerre balkanique, de la main des révolutionnaires albanais.

Cossovo fut arraché à l'Albanie par la Conférence de Londres en 1913 au profit de la Serbie et du Monténégro pour l'unique raison de pouvoir barrer la route du Proche-Orient au pangermanisme et fut englobé dans la Yougoslavie en 1919 pour les raisons suivantes: 1. La France avait besoin de s'assurer une alliée solide pour se garantir mieux contre une Allemagne future vindicative; 2. L'Angleterre sentait la nécessité d'éloigner l'Italie de la Méditerranée en lui donnant du travail dans l'Adriatique et dans les Balkans; 3. L'Italie, installée à Vallona, laissait faire avec l'espoir d'en profiter un beau jour pour s'emparer, à titre de compensation, de l'autre moitié de l'Albanie.

Cette mentalité ultra-criminelle des puissances victorieuses de 1919, tout en ramenant la malheureuse Albanie à la phase critique du fameux traité de Tirana du 27 novembre 1926, a créé à Cossovo un régime de servitude des plus déplorable: des massacres systématiquement exécutés, des centaines de villages détruits, des confiscations de biens, des pillages souvent accompagnés d'assassinats, des émigrations forcées des populations vers différents pays, des colonisations de terres ainsi évacuées par des Wrangéliennes, sont à l'ordre du jour depuis neuf ans.

Toute cette situation tragique, accompagnée d'une documentation irréfutable, a été régulièrement portée à la connaissance des grandes puissances en 1919 et 1920, et à celle de la Société des Nations en 1921, 1924 et 1925.

Voici, en un mot, le résultat obtenu: zéro, absolument zéro.

Tout a été envoyé aux archives et à la bibliothèque de la S. d. N.

Ce qui est pire encore, c'est qu'en 1924 la Yougoslavie, pour mieux achever son oeuvre destructrice à Cossovo, s'assura encore une fois le concours précieux de l'Angleterre et de l'Italie pour imposer à l'Albanie la dictature actuelle d'Ahmed Zogou qui terrorise le pays depuis plus de deux années et qui en a détruit l'indépendance politique et économique.

La situation des Albanais sous le régime sanglant d'Ahmed Zogou est très connue. C'est le despotisme qui règne en Albanie dans toute sa furie. Par la terreur, les violences, l'assassinat, l'appui des impérialismes anglais et italien, Ahmed Zogou maintient en esclavage toute la population. Sa force, ce sont les baïonnettes de ses mercenaires. Sous la domination d'Ahmed Zogou se trouvent non seulement la population de l'Albanie, mais aussi les Albanais de la partie de Cossovo adjugée à l'Albanie. Cette population est exposée à une terreur particulière; les persécutions, les arbitraires, même des meurtres, sont à l'ordre du jour.

La situation des Albanais de la Tchaméria, au nombre de 50.000, et subjugués par la Grèce en 1913, diffère très peu de celle des Albanais vivant en Yougoslavie et en Albanie.

Les Dobroudjanais

La cruelle injustice perpétrée à l'égard de la liberté de la Dobroudja par les traités dits de paix a inauguré une période d'un lourd esclavage, d'une complète dépossession de la population dobroudjanaise de ses droits politiques et culturels, civils et nationaux. Le régime que les gouvernements roumains ont inauguré en Dobroudja apparaît non seulement comme une flagrante violation des traités pour la défense des droits des minorités nationales, mais il est en pleine contradiction avec les principes les plus élémentaires du droit international et une négation de toute justice et humanité. Tous les gouvernements roumains ont appliqué de la manière la plus barbare et avec des méthodes les plus tyranniques leur politique de dénationalisation de la Dobroudja. Par une colonisation forcée qui se fait exclusivement sur le compte de la population autochtone, ce gouvernement s'efforce de changer le caractère ethnique du pays. Jusqu'aujourd'hui encore, la Dobroudja n'est pas régie par les lois générales de la Roumanie. Dans ce pays règne un arbitraire administratif et policier illimité, et ainsi les libertés politiques et les droits civils de la population ont été restreints jusqu'aux toutes dernières limites. Toute activité culturelle et politique de la population, qui est composée principalement de Bulgares et de Turcs constituant la majorité écrasante dans le pays, est taxée par l'omnipotente Sigurantsa d'action menaçant la sécurité de l'Etat roumain. Des organisations purement culturelles et d'éducation, même des organisations sportives, sont dissoutes sous de tels prétextes. Toutes les écoles bulgares et turques dans les villages sont fermées, et leur existence dans les villes n'est tolérée que pour la forme seulement, car les gouvernements roumains leur ont imposé un tel régime et un tel programme qu'elles ont été transformées en des écoles roumaines et leur existence pour l'avenir est rendue impossible. Les églises bulgares dans les villages ont disparu. Dans les villes, un service religieux mixte a été imposé, avec des prêtres roumains et bulgares. Par une loi d'exception, on veut régler la question de la ressortissance roumaine des nationalités en Dobroudja, bien que cette ressortissance leur ait été reconnue par les traités de paix. L'autorité roumaine a réussi à chasser du pays les intellectuels, les instituteurs, les prêtres dobroudjanais et continue à étouffer toute voix de protestation. Le dépouillement des droits culturels et civils de la population marche main en main avec son asservissement économique, plus lourd de jour en jour.

Quoique plus de huit années se soient passées depuis la fin de la guerre, la Dobroudja continue à être tenue sous le coup exclusif de l'état de siège, qui prend souvent les formes d'une occupation militaire pure et simple, et la population est contrainte à assumer l'entretien des troupes. Sous la protection de ce régime d'exception, les vols, les vénalités, les réquisitions illégales, les corvées ont pris des dimensions excessivement grandes. On exploite, sans rémunération aucune, le travail de la population, et de cette manière on désagrège les moyens de subsistance de la population dobroudjanaise.

Une crise aiguë a éclaté en Dobroudja à la suite principalement de la loi dite de la vérification des titres

de propriété. Se basant sur cette loi, qui représente une monstruosité juridique, l'Etat roumain organise un vol inouï dans l'histoire: il s'approprie sans indemnité aucune le tiers des terres des paysans dobroudjanais; puis, sous le prétexte que ces derniers n'ont pas de titres réguliers de propriété, il enlève encore à 30 % environ des paysans leurs terres toutes entières. Ainsi les paysans dobroudjanais sont précipités dans le désespoir, ce d'autant plus que, cette année, par une plus vaste application de ladite loi, les autorités leur ont enlevé non seulement leurs terres, mais aussi leurs récoltes, fruits de leur pénible labeur d'une année.

Sur ces terres que le gouvernement enlève ainsi aux paysans dobroudjanais, il installe des Roumains et des Aroumains (Koutso-Valaques) que, par une propagande raffinée, il a attirés de la Macédoine. Plus de 6000 familles de ces Roumains et Aroumains sont déjà installées ainsi, et leur nombre s'accroît sans cesse. Au moyen de ces colons, les gouvernements roumains attisent les haines nationales dans l'intérêt de leur politique tendant à une complète dénationalisation de la Dobroudja.

Poursuivant toujours les mêmes buts, le gouvernement roumain organise en Dobroudja des provocations ignobles et des pogromes sanglants de la population paisible. Voici quelques cas:

En 1924, 5 paysans ont été tués dans le village d'Arkhatkeuy;

En février 1925, 4 paysans ont été tués dans le village de Malka Kaïmardja;

En mai 1926, 25 paysans ont été tués dans les villages de Garvan, Poppina et Chahinlar;

Le 4 juillet 1926, 47 paysans ont été tués dans les villages de Staro Sélo, Senovo, Daïder et Denizler;

En octobre 1926, 2 paysans ont été tués et 4 paysans grièvement blessés dans le village d'Azablar;

En juillet 1927, 1 paysan a été tué à Aidémir et 2 autres y ont été grièvement blessés, etc., etc.

Parmi ces tués, il y a eu des femmes, des enfants, des instituteurs, et un prêtre bulgare.

Les pogromes sanglants sont accompagnés d'arrestations en masse et de tortures. A présent encore, plusieurs milliers de Dobroudjanais se trouvent dans les geôles, dont une grande partie sans aucune sentence des tribunaux.

Ce régime tyrannique inouïment cruel des gouvernements roumains en Dobroudja représente un danger permanent pour de nouveaux et encore plus sanglants pogromes de la population dobroudjanaise. Il provoque un afflux interminable de réfugiés, des Bulgares, vers la Bulgarie et des Turcs vers la Turquie. Jusqu'à présent, plus de 40.000 Dobroudjanais ont cherché refuge en Bulgarie et 20.000 en Turquie. Et ainsi une masse d'environ 60.000 Dobroudjanais ont été contraints de chercher refuge à l'étranger et d'y supporter les souffrances de l'émigration — la faim, les maladies, la dégénérescence, le dépérissement.

Privés de tous droits culturels et civils, nationalement opprimés, économiquement asservis par la politique barbare des gouvernements roumains, les masses populaires dobroudjanaises sont menacées dans leur existence même.

* * *

Voici en courtes lignes la situation des Macédoniens, des Albanais du Cossovo, de la Grèce et de l'Albanie, et celle des Dobroudjanais. La situation des autres nationalités, dans les pays balkaniques, ainsi que nous l'avons dit plus haut, est la même ou presque la même. Les gouvernements actuels des Balkans, fascistes, militaristes et réactionnaires, ne changeront pas cette situation. La Société des Nations n'a rien fait jusqu'à présent, absolument rien, pour remédier à cet état des choses dans les pays balkaniques, pour contribuer à y faire créer des conditions pour une vie humaine politique, nationale, culturelle. Cette Institution continue à être une observatrice placide de tous les forfaits perpétrés sur les peuples balkaniques. Ce qui se passe aujourd'hui dans les Balkans, contre les peuples au nom desquels nous parlons, peut être appelé avec raison un scandale sans pareil pour l'Europe civilisée, pour la Société des Nations, pour la démocratie européenne, pour la conscience publique européenne.

Nous désignons les gouvernements balkaniques comme les auteurs de cette situation intolérable des peuples balkaniques opprimés; ils en portent la responsabilité. Mais nous voulons signaler aussi que les grandes puissances impérialistes en portent aussi une lourde responsabilité.

Les efforts que vous avez déployés jusqu'à présent n'ont pas donné des résultats positifs pour améliorer le sort des minorités nationales. Et nous croyons que ces efforts resteront sans fruits tant que ne sera pas entreprise une

lutte systématique et hardie pour le droit d'autodétermination de chaque peuple, tant que ne seront pas créées les garanties nécessaires pour les minorités nationales de régler leurs propres affaires comme elles l'entendent, comme elles le désirent.

Nous pensons, nous sommes convaincus qu'en ce qui concerne les peuples balkaniques, cet état de choses ne pourra pas durer longtemps encore. Nous attirons votre attention sur le fait que cette situation menace la paix dans les Balkans, et non seulement dans les Balkans, mais dans toute l'Europe. L'incendie, une fois allumé, atteindra toute l'Europe, et peut-être le monde entier. Il ne faut pas oublier que l'étincelle qui a mis le feu au monde a jailli des Balkans.

La seule solution du problème balkanique qui, ainsi que nous venons de l'exposer, se trouve dans une phase aiguë et grosse de conséquences, consiste en le droit d'autodétermination des peuples balkaniques; en l'institution d'un ordre des choses dans lequel chaque peuple pourra disposer lui-même de son propre sort; en le respect, à titre égal, des droits nationaux du groupement national le moins nombreux; et enfin en la Fédération de ces peuples — constitués en des entités nationales autonomes — en une République Balkanique.

Par la constitution de la République Fédérative Balkanique seront résolus tous les différends nationaux dans les Balkans. Cette République sera un élément de paix de progrès et d'aisance pour les peuples balkaniques. Elle représentera une grande force qui sera à même de s'op-

poser aux aspirations des Etats impérialistes d'Occident qui, par leur politique balkanique, ne font que préparer la guerre future.

Vu la grande importance de la solution de la question nationale dans les Balkans et celle du problème balkanique en général, étant convaincus que votre Congrès étudiera les modes et les moyens qui contribueraient à garantir les libertés et les droits des minorités nationales, et par conséquent aussi ceux des minorités nationales des Balkans, nous, les Organisations soussignées, vous prions de prendre en considération ce que nous venons d'exposer et de prendre position pour les questions que nous avons soulevées.

Nous vous prions de faire voter une Résolution flétrissant les régimes politiques qui sévissent dans les pays balkaniques, en Yougoslavie, en Roumanie, en Bulgarie, en Grèce, en Albanie, et de faire vôtres nos revendications qui sont:

la nécessité de la restitution des libertés et droits ravies, politiques, culturels et nationaux;

la nécessité de la reconnaissance aux peuples balkaniques du droit d'autodétermination et de leur union en une

République Fédérative Balkanique.

Comité Central de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée ORIM UNIFIÉE

Comité de la Libération de Cossovo

Comité Albanais de l'Emancipation Nationale

Comité Central de l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise ORD

Le meurtre de Sacco et Vanzetti

La provocation contre le prolétariat international et la conscience humaine mondiale

Le 23 août dernier ont été assassinés, par la ploutocratie américaine, les deux révolutionnaires italiens Sacco et Vanzetti. Il y a sept ans, ils avaient été condamnés à mort par un tribunal de classe. Cette condamnation avait été préparée à l'avance. Car, en les personnes de Sacco et Vanzetti la bourgeoisie américaine voulait atteindre le mouvement de libération de la classe ouvrière. Sacco et Vanzetti avaient été choisis comme victimes.

Les séances du tribunal constituaient une comédie et une tragédie.

Une comédie, parce que tout était préalablement arrangé. 150 témoins avaient défilé à la barre et avaient affirmé sous serment l'innocence des deux ouvriers du crime à eux imputé; plus de 20 témoins avaient, toujours sous serment, établi des alibis. Mais, à tout cela, le juge Thayer et ses jurés ne prêtèrent nulle attention; ils s'en gaussèrent.

Mais c'était en même temps une tragédie, car il s'agissait de la vie de deux honnêtes révolutionnaires. Et les juges de Deham voulaient tuer Sacco et Vanzetti sur la base de fausses dépositions de 3 ou 4 individus, «témoins» de la police américaine et de la «justice» américaine.

La bourgeoisie américaine ne se décidait cependant pas à l'exécution — elle hésitait à appliquer la sentence de mort sur ces deux hommes innocents.

Sept années entières, Sacco et Vanzetti étaient dans les cellules de la prison américaine; sept années ils subirent de terribles affres, s'attendant à tout instant à être mis sur la chaise électrique. La bourgeoisie américaine, gonflée d'or jusqu'à la gorge, éprouvait du plaisir à ce qu'elle pouvait disposer à volonté de la vie de deux ouvriers et les tenir sept années entières en une anxiété continue, en une angoisse aiguë et infinie.

La condamnation à mort de Sacco et Vanzetti a provoqué l'indignation, le sentiment de révolte et de protestation des ouvriers américains. Ils ont commencé à élever tou-

jours plus haut leur voix de protestation et à demander la libération des deux révolutionnaires. Dans de nombreuses villes des Etats-Unis ont été constitués des comités pour sauver Sacco et Vanzetti. Ce mouvement a pris des proportions de masse, et bientôt il franchissait les frontières des Etats-Unis et embrasait toute l'Amérique Centrale et du Sud. Puis, il a passé les Océans. Il s'est étendu sur les autres parties du monde aussi et spécialement en Europe, où ont aussi été constitués des comités pour sauver Sacco et Vanzetti, et une action énergique y a été entreprise sur une échelle internationale.

Le mouvement pour la libération de Sacco et Vanzetti prit un caractère mondial et atteignit des centaines de millions de personnes. Par des appels, des manifestations, des grandioses démonstrations, le prolétariat mondial demandait la libération de ses deux frères. La solidarité ouvrière prit des dimensions immenses. Une lutte gigantesque s'engagea entre le monde du travail et celui du capital insatiable représenté par la ploutocratie américaine.

La lutte a gagné autour de soi et a pris de telles proportions que même des milieux de la bourgeoisie y furent entraînés. Un ancien président de la République Française, des anciens et actuels ministres, des écrivains, des savants, des publicistes, des avocats, des médecins, d'innombrables associations humanitaires ont pris ouvertement parti pour les deux ouvriers révolutionnaires et ont demandé eux aussi leur libération. Cette vague d'indignation et de protestation contre la «justice» sanglante de la bourgeoisie américaine et contre le sadisme de ses représentants a touché même le pape et Mussolini qui ont intervenu auprès du gouverneur de Massachussets Fuller en faveur de Sacco et Vanzetti.

Mais la ploutocratie américaine ne voulut pas céder. Elle craignait que si elle libérait les deux révolutionnaires, son prestige serait abaissé, le «prestige» de sa justice en serait atteint, que son «autorité» en serait ébranlée. Elle

s'opposait opiniâtement au mouvement du monde entier. Et en même temps elle mit sur pied toute sa force policière pour protéger la vie de ses représentants.

Des mesures analogues ont été prises par les polices de toutes les villes du monde où se trouvaient des représentants de la bourgeoisie américaine, pour protéger ces derniers.

La bourgeoisie américaine a défié les masses ouvrières du monde entier. Elle a défié l'opinion publique de tous les pays. Elle a voulu montrer qu'elle est forte, qu'elle peut se permettre tout, qu'elle peut, si elle le désire, tuer qui elle veut.

Et elle a tué Sacco et Vanzetti. Elle les a tués pour leur conviction; elle les a tués, car ils étaient des révolutionnaires; car ils étaient ses ennemis de classe; car ils étaient des premiers sur la ligne de lutte des militants contre l'ordre social actuel, pour la libération de la classe ouvrière. Sacco et Vanzetti représentaient la classe ouvrière, et les Thayer et Fuller, la bourgeoisie. Ici se dressait la classe ouvrière contre son exploitrice, la classe bourgeoise.

Dans les Balkans, ainsi que dans les autres pays de l'Europe où le fascisme règne, le prolétariat et les peuples opprimés ont été aux côtés du prolétariat international, mais ils ne pouvaient pas élever leur voix de protestation comme l'a fait le prolétariat dans le reste du monde. En les personnes de Sacco et Vanzetti, les peuples et classes opprimés des Balkans voyaient des frères victimes de l'exploitation capitaliste et de la « justice » sanglante auxquelles ils avaient eux-mêmes donné pendant les dernières années des centaines de milliers d'holocaustes.

La ploutocratie américaine a tué Sacco et Vanzetti. Mais elle ne les a tués que physiquement. Car Sacco et Vanzetti vivent et vivront éternellement dans les coeurs du prolétariat et des peuples opprimés, qui tirent une bonne leçon de la provocation qui, par cet assassinat des deux ouvriers révolutionnaires, a été lancée à la face des masses travailleuses du monde entier. Sacco et Vanzetti moururent en martyrs pour la cause du prolétariat, de l'humanité toute entière.

D. VI.

Il faut surveiller les négociations Italo-Yougoslaves

Les négociations Italo-Yougoslaves, si nous en croyons M. Marinkovitch, s'engageront au milieu ou à la fin d'octobre.

Tous les mois, ou à peu près, on nous annonce leur ouverture imminente, puis survient l'ajournement. Ni d'un côté, ni de l'autre, on ne paraît pressé d'aboutir. Pourtant il s'agit de liquider un conflit chronique, un conflit grave, qui peut rebondir à la première alerte et développer des conséquences illimitées. La querelle des cabinets de Rome et de Belgrade est à coup sûr la plus inquiétante de l'Europe actuelle; vouloir la réduire à l'échelle balkanique serait une absurdité. Le jour où les deux pays, que l'Adriatique sépare, prendraient les armes, nous reverrions les scènes tragiques de 1914. Il se peut que la prochaine conflagration naisse non point sur le Rhin ou sur la Vistule, mais en Albanie, d'un contact un peu rude entre le fascisme et l'expansionnisme Serbo-Croate-Slovène.

Le différend permanent Italo-Sud-Slave a remplacé le différend Austro-Serbe qui, avant de plonger l'Europe dans la désolation, a failli en 1908, en 1909, en 1912 et en 1913 provoquer le grand écroulement.

A moins de se fermer les yeux et de se boucher les oreilles, les gouvernements et les journaux à leur solde sont bien obligés de reconnaître que les casus belli sont là pour le moment et non ailleurs. Quand l'acte de Tirana a été conclu en décembre dernier, le frémissement a été général. Lorsqu'un peu plus tard Ahmed Zogou a fait incarcérer pour espionnage l'interprète Youraskévitch, on s'est demandé si les temps n'étaient pas révolus. Depuis lors, l'Albanie et la Yougoslavie ont repris leurs rapports officiels, mais les négociations sont restées suspendues entre Rome et Belgrade. Mussolini a reçu une seule fois l'envoyé yougoslave et l'audience fut sans résultat.

Nous disons que les pourparlers prévues maintenant pour octobre au lendemain du scrutin Serbo-Croate-Slovène auront une importance de premier plan. La Yougoslavie, qui développe son programme impérialiste, — car il y a l'impérialisme des grands et celui des petits — n'est pas encore satisfaite de son sort. Elle a eu beau s'accroître de quelque 8 millions d'habitants, atteindre à l'Adriatique par la côte Dalmate, annexer la Croatie, la Slovénie, le Monténégro, des morceaux de la Bulgarie etc. Elle vise à se créer une issue sur la mer Egée, et aussi à mettre sous sa tutelle l'Albanie. Ahmed Zogou, dont la vénalité est bien connue, a été le vassal d'Alexandre Karaguéorguévitch avant d'être celui de Victor Emmanuel III. Si le cabinet de Belgrade pouvait s'installer à Vallona, il serait au comble de la joie.

Mais l'Italie qui reste à Saseno, et qui a dû jadis, avant l'avènement de son duc, quitter Vallona, considère maintenant l'Albanie comme sa chose. Si elle attachait tant d'importance à l'acte de Tirana, c'était pour des raisons politiques et économiques — Raisons économiques: il y a du pétrole dans le sous-sol albanais. Raisons politiques: du

moment que Mussolini contrôlait le gouvernement d'Ahmed Zogou, il pouvait à tout moment intervenir dans les Balkans et réclamer la reconnaissance de son ascendant dans la Péninsule. Dès lors, il avait intérêt à semer et à cultiver la discorde entre les Etats balkaniques, de manière à régner sur eux grâce à leurs divisions. Ce n'est pas lui, et pour cause, qui préconisera la Fédération des Balkans.

On voit pourquoi les négociations Italo-Yougoslaves offriront un intérêt capital. Qu'elles aboutissent ou qu'elles n'aboutissent pas, il y aura une situation nouvelle en Europe, une situation qui affectera elle-même l'orientation diplomatique des puissances grandes et petites. Ni l'Angleterre, ni la France, ni la Russie, ni la Grèce, ni la Bulgarie — et l'on devait poursuivre l'énumération — ne pourront demeurer indifférentes à un débat qui selon les meilleurs traditions, restera secret!

Si les négociations n'aboutissent pas, si l'Italie par exemple exige que la Yougoslavie sanctionne les accords de Neltuno sans qu'elle même fournisse des explications sur l'acte de Tirana, — et si la Yougoslavie revendique l'abrogation de cet acte que l'Italie lui refuserait expressément, le casus belli deviendra pressant. Les chancelleries de Rome et de Belgrade entretiendront désormais des rapports si tendus, que le moindre incident déterminera la rupture. Il ne s'agit pas ici d'une de ces tractations secondaires que l'on peut engager, puis suspendre et différer même aux calendes grecques sans qu'il y ait dommage pour personne. Ce qui est en jeu, c'est la politique générale du fascisme et c'est la politique générale d'une Yougoslavie qui continue sa course aventureuse. Voilà pourquoi un échec qui laissera de chaque côté de l'amertume et de l'irritation, prendrait un tour désastreux.

Ajoutez que l'Italie ne négligera rien d'ici à l'automne pour peser de la manière la plus lourde sur son interlocutrice. Les articles et mieux encore les enquêtes des organes fascistes nous enseignent que Mussolini s'attache à soulever les Balkans contre l'Etat Serbo-Croate-Slovène. C'est surtout sur la Bulgarie qu'il agira, pour qu'au moment opportun elle fasse entendre sa voix: c'est aussi sur la Hongrie, qui attend beaucoup plus de Rome que de Belgrade.

Et si un accord intervient? Alors la situation ne procurera pas plus d'apaisements à ceux qui l'observeront avec quelque objectivité. Pour que la Yougoslavie accepte les suggestions que lui présentera l'Italie, il faudra que Mussolini détourne son attention vers le littoral de l'Egée, vers la Bulgarie, vers la Grèce. En digne élève de Machiavel, le duc livrerait au cabinet de Belgrade telle puissance dont il a lui-même essayé, la veille, de se concilier les faveurs. Ce sera toujours le désordre et le jeu des intrigues dans les Balkans. Répétons-le: l'échéance d'octobre sera sérieuse: ne nous laissons pas prendre au dépourvu.

Paul Louis

A la veille des élections en Yougoslavie

Belgrade, fin août.

Rien que quelques jours encore nous séparent seulement du 11 septembre, date à laquelle les gouvernements de Belgrade fêteront leur victoire de Pyrrhus. D'après les pronostics du premier ministre et ministre de l'Intérieur M. Velja Voukitchévitch «à l'autorité compétente» celui-ci compte gagner, avec son plus jeune allié, le prêtre Korochetz, ni plus ni moins que 229 mandats. En présentant ce rapport optimiste à son maître du château de Svobor sur le lac de Bleder, Voukitchévitch considérait qu'il ne restait point en arrière de son collègue roumain M. Bratianu. La confiance du «premier» facteur constitutionnel à la formation du gouvernement Voukitchévitch-Marinkovitch, devenu bientôt un gouvernement d'élection, devait obtenir une sanction formelle. De quelle manière on y arriverait — c'était là un point secondaire; l'essentiel était que le 11 septembre la population de la Yougoslavie devait exprimer sa confiance pour Voukitchévitch et son porteur de soutane slovène Korochetz.

On se demandera si cette nouvelle des 229 mandats paru dans le «Pravda» du 18 août, l'organe fidèle du ministre des affaires étrangères, n'a pas été publiée par une simple erreur; ou était-ce une nouvelle fautive et tendancieuse de Voukitchévitch publiée pour leurrer l'opinion publique? A notre avis, ce n'est ni l'un, ni l'autre. Pendant les trois mois de la campagne électorale, le gouvernement Voukitchévitch-Marinkovitch a démontré de quelle manière elle fait les «libres» élections parlementaires et comment on peut gagner la «confiance» du peuple.

Déjà dans notre numéro précédent nous avons caractérisé et analysé le gouvernement actuel de coalition, formé par les deux partis serbes, les radicaux et les démocrates. Peu de temps après la formation du nouveau gouvernement, Voukitchévitch déclarait aux représentants de la presse (la déclaration bien connue parue dans le «Novosti» de Zagreb) que le devoir principal du gouvernement dans la politique extérieure et intérieure du pays était: de sévir sévèrement et sans merci contre chaque démagogie de race ou sociale sans égard à l'attitude de l'opposition et aux difficultés qu'elle pouvait susciter pour entraver les efforts et les travaux du gouvernement. Par conséquent et dans l'esprit de cette déclaration tout à fait claire pour chaque penseur politique, le gouvernement Voukitchévitch-Marinkovitch se mit au travail, conformément au désir du monarque et de la mafia de la «Main Blanche». Il accepta sans hésiter toutes les exigences de la cour et de sa camarilla d'ériger en Yougoslavie sous une forme «légale», par les élections mêmes de septembre, la dictature militariste et de la cour, en d'autres termes, la dictature du despotisme, de l'impérialisme panserbe et du capital financier.

Ce fut là la tâche du radical Voukitchévitch et du démocrate Vuja Marinkovitch, les serviteurs dévoués et serviles de la cour et de la camarilla militariste. Et ce de deux manières: par la violence, et par des intrigues politiques. La base pour leur travail était déjà créée par les six cabinets Ouzounovitch. Ainsi, en considérant l'activité «fructueuse» et excessivement énergique du gouvernement pendant les 2 derniers mois, le pronostic des 229 mandats gouvernementaux n'est pas irréalisable. Voukitchévitch réussit à accélérer le processus de décomposition qui se faisait jour dans le parti radical. En comparaison avec le rôle qu'il jouait jadis, le parti radical ne représente plus un facteur politique sérieux, malgré les excellents articles de Laza Marinkovitch dans la «Samoprava» sur la force, la tenacité et l'unité de ce parti (en y ajoutant toutefois une certaine crise passagère). Il n'est plus aujourd'hui qu'un fragment des cliques et coterie politiques qui se mordent réciproquement. Comme tel, et surtout après la mort de Nicolas Pachitch, il est naturellement devenu sans danger pour la camarilla et la cour.

Chez les démocrates la situation n'est pas tellement pourrie, quoique l'on y voie avec évidence la pression de ces mêmes facteurs qui s'agitent chez les radicaux, pour enfoncer plus fortement un coin dans le parti. Les derniers événements dans la lutte électorale confirment ceci sans réserve: alors que le leader du parti, Davidovitch, travaille pour la liberté des élections et qu'il accuse le gouvernement, dans lequel siègent ses ministres aussi, d'user de la terreur, et Voukitchévitch de n'avoir pas rempli ses promesses,

Marinkovitch dément catégoriquement son chef de parti et le discrédite à toutes les réunions électorales et dans le Comité Central du parti. En présence d'une pareille attitude de Davidovitch et de la terreur électorale toujours plus violente dont souffrent aussi les électeurs du parti démocrate, les antagonismes entre l'aile «gauche» de Davidovitch et l'aile droite représentée par Marinkovitch s'aggravent au détriment de Davidovitch. Les candidats du parti démocrate voulant à tout prix gagner leurs sièges au parlement, l'attitude de Davidovitch contre la coalition gouvernementale leur est inopportun. Pousser le gouvernement vers une crise, signifierait laisser Voukitchévitch seul, et la perte de tant et de tant de mandats... Aussi s'explique la pression effectuée non sans effets sur Davidovitch.

Les Raditchiens ont cette fois-ci les mêmes chances qu'en février 1925. La coalition gouvernementale des radicaux avec Raditch est bien en état de compromettre ce dernier et son parti devant les électeurs.

Pribitchévitch et les démocrates indépendants déploient une vive agitation électorale et espèrent avec une certaine sûreté une bonne issue des élections. Pendant ces élections, Pribitchévitch, cet homme de la violence et réactionnaire sui generis, se dressait contre la terreur du régime. Les travailleurs de la Yougoslavie le connaissent fort bien tant comme ministre de l'Intérieur et de l'Instruction Publique, que comme le partisan acharné de la «Obznanà» et de cette loi sur la Défense de l'Etat qui écrase les nationalités opprimées et la classe ouvrière de la Yougoslavie. Il n'y a pas de différence entre les élections de février 1925, alors que le gouvernement Pachitch-Pribitchévitch (le gouvernement du bloc national) faisait les élections, et aujourd'hui sous le régime de Voukitchévitch. Mais aujourd'hui, et parce que les gendarmes de Voukitchévitch ne ménagent pas son parti non plus, Pribitchévitch a l'audace de se placer à la tête du «bloc oppositionnel» et d'avoir le «courage» de dire «que le régime actuel en Yougoslavie ne se distigue point de celui de l'ancienne monarchie auto-hongroise, qu'il est bien plus rigoureux et plus balkanique». Il est possible, après une manoeuvre démagogique, qu'il groupe autour de lui une partie des radicaux et des démocrates mécontents, c'est-à-dire une partie de la bourgeoisie serbe et croate.

L'Union des fermiers, quoique panserbe et monarchiste, gagnera toutefois quelques mandats aux dépens des radicaux et remportera quelque succès dans le pays vu la grave situation dans les villages et l'agitation démagogique.

Le Bloc National Croate fondé avant les élections comme un pendant au parti Raditchien, par ses dissidents (Dr. Trumbitch), Bazala, et autres), veut grouper autour de lui les petits bourgeois et les intellectuels croates désillusionnés de Raditch. Il faut relever ici que ce Bloc Croate est en essence monarchiste, avec une toute petite tendance nationale-locale, et ainsi les potentats s'en servent volontiers contre Raditch.

Le Parti Populaire Slovène (Cléricaux), avec Korochetz, a de bonnes chances, malgré qu'il ne soit pas représenté formellement dans le gouvernement. Il jouit de la bienveillance de la cour et de la camarilla militariste, donc du gouvernement aussi. Nous voulons expliquer ceci.

L'absolutisme avait de tous temps son allié le plus fidèle en le cléricisme, surtout en le cléricisme papiste romain. Pour ne pas chercher bien loin dans l'histoire, il suffit de jeter un coup d'oeil par exemple sur les régimes de la Hongrie, de l'Espagne, de l'Italie pour se convaincre que le clergé est toujours l'ami le plus dévoué de la monarchie conservatrice et réactionnaire. Aussi, pour cette «renaissance» étatique de Voukitchévitch et consorts, fallait-il trouver de tels éléments. Korochetz donna les garanties nécessaires d'appuyer le régime de sang et de la terreur; il donna des preuves de ce que sa conception politique de la lutte pour «l'autonomie» de la Slovénie ne signifiait pas la lutte contre les gouvernements impérialistes et hégémonistes de Belgrade, mais tout au contraire l'entier dévouement à la dynastie Karaguéorgévitch. Pour rendre des services efficaces à l'action politique extérieure de Belgrade, il fut envoyé cet été à Sofia, comme politicien élastique de l'école Vaticanienne, pour sonder le terrain pour un rapprochement entre Belgrade et Sofia. Son choix fut peut-être aussi fait à la demande de Paris qui désire à tout prix faire des Balkans une entité compacte pour maintenir l'équilibre contre ses rivaux dans la Méditerranée, dans le Proche Orient, dans l'Europe Centrale. L'Angleterre et l'Italie en font de mêmes pour créer un bloc antisoviétique. Ainsi, sous le nom d'un «Locarno Balkanique», on forge différents plans impérialistes. Pour populariser cette «idée», Korochetz se rendit à Sofia et il y remplit sa mission avec

succès. Le résultat en fut la rencontre des rois bulgare et yougoslave en août dernier à Munich. Nous y reviendrons par un prochain article.

En récompense de cette affaire, Voukitchévitch et Korochetz signèrent le pacte sensationnel de Bled dont la «Politica» du 11 août a publié le contenu. Ce pacte d'amitié qui comme l'a dit la «Politica», aurait été signé aussi par le roi Alexandre, contient le programme de la future collaboration de Voukitchévitch et Korochetz. Comme points principaux: la révision de la loi électorale (d'après la conception de Voja Marinkovitch), la révision de la constitution de Vidovdan et la création d'un Sénat. Une «autorité bien informée» nous a démenti la nouvelle que le roi aurait signé le pacte. Korochetz, Voukitchévitch et Marinkovitch, s'efforcent de régler les autres points comme bon leur semble. Korochetz en profite doublement: il obtient des mandats et des portefeuilles ministériels assurés dans le nouveau cabinet. Voilà pourquoi il devra être utile à la décomposition des démocrates et à l'intimidation des Croates.

Mais il reste encore un facteur: le Bloc Républicain des Ouvriers et Paysans.

Le Bloc Républicain des Ouvriers et Paysans fut créé pendant la période des élections avec le but de rassembler toutes les forces révolutionnaires de la classe ouvrière, des nationalités opprimées et des masses paysannes appauvries et dépourvues pour montrer, comme une force unie et organisée, le poing à la dictature venante.

Le B. R. O. P. est le seul facteur politique dans la lutte de classe dans le pays qui, sans ambiguïtés, se présente devant les masses avec un programme antimonarchiste, antiimpérialiste et antimilitariste. Les points essentiels de son programme sont: pour le droit d'autodétermination, jusqu'au détachement, des nations de la Yougoslavie; pour la reconnaissance de l'Union Soviétique; contre une nouvelle croisade contre le premier Etat des ouvriers et paysans; contre la formation d'un bloc antisoviétique dans les Balkans; pour une Fédération de tous les peuples balkaniques sous le principe de l'égalité des droits. Il est donc clair que le B. R. O. P. fut considéré comme l'ennemi le plus dangereux du régime et fut comme tel exposé aux plus grandes persécutions. Il serait impossible de décrire en un article les violences exercées sur les adhérents du B. R. O. P. Les plus actifs d'entre eux sont allés remplir les humides cachots du régime. On construit différents complots communistes. Les procès sur la base de la loi pour la Défense de l'Etat sont à l'ordre du jour. Mais tout est vain.

En admettant même que les gouvernants obtiennent 229 mandats et le B. R. O. P. pas un seul, nous sommes sûrs que la vie du futur régime de la terreur et de la violence sera de courte durée, que les 229 députés ne seront pas déterminants. La lutte est déjà transportée dans les larges masses populaires. Le parlementarisme et la constitution furent foulés aux pieds par ceux mêmes qui les ont créés. Il y a d'une part: le régime de l'impérialisme panserbe appuyé sur les baïonnettes de la force militaire, d'autre part les travailleurs des villes et des villages, dépossédés, affamés et révoltés qui aspirent à la liberté et à la paix. Le sacrifice, le courage et l'élan des millions d'ouvriers et de paysans ne seront pas arrêtés par le fait que, par la terreur, le B. R. O. P. n'aura pas pu recevoir des mandats. La victoire finale sera à eux. Car, il s'agit ici d'une lutte entre deux mondes: une lutte des pionniers pour la liberté et la paix, contre l'absolutisme panserbe et ses représentants.

Dimitri Jovanovitch

La „lutte“ autour de la Régence en Roumanie n'est pas une lutte contre le Régime

Il paraîtrait, en jugeant d'après les apparences, que la «question Carol» est le centre de gravité de la situation politique de la Roumanie, que le sérieux de la situation s'exprime dans cette «question». Il est, en effet, interdit aux journaux de parler de cette question — dont on parle pourtant sous le nom de «la question interdite» — et l'objet des tractations et intrigues entre les capitaines politiques est toujours la même question. On prête à M. Yorga l'intention

de créer un parti «carliste»; au Parti du Peuple on attribue une tête de Janus, avec un visage, celui du général Averescu, tourné souriant vers M. Bratianu, et un autre, celui de M. Manolescu, l'émissaire du premier auprès de Carol, tourné tout en promesses vers Paris; les chefs nationaux-tsaranistes ont reconnu la Régence seulement de fait, mais non pas encore comme existant de droit; et M. Bratianu enfin manoeuvre à l'intérieur de tous ces partis pour conquérir leur adhésion à la «forme constitutionnelle» que le régime a pris au moment présent et qu'il devrait maintenir avec des complications jusqu'au majorat de Mihail. Dans un certain sens, la question Carol, plus exactement la question de la Régence, constitue en effet la préoccupation centrale des cercles dirigeants des partis politiques de Roumanie.

Entre les partis libéral, averescan, national et national-tsaraniste existe aujourd'hui une communauté d'opinion et un accord en ce qui concerne la question fondamentale politique-sociale: tous ces partis ont fini par se retrouver en essence sur le terrain du régime social-politique en vigueur: les libéraux ont créé la constitution actuelle, les averescans l'ont appliquée et, à la fin des fins, après des détours et des tergiversations, les nationaux-tsaranistes l'ont reconnue. La formule à l'aide de laquelle cet accord en principe a été fait, a été la «continuité»: les nationaux-tsaranistes prenant l'engagement de ne pas ignorer, abolir ou annuler (au cas où on leur céderait le pouvoir) ce qui est fondamental, essentiel dans les bases légales, politiques, économiques du régime existant, dans ces bases posées par les libéraux avec l'aide des averescans. L'apparence qui planait encore que, entre les libéraux comme représentants de la bourgeoisie financière-nationale, et les nationaux-tsaranistes comme représentants en réalité de la bourgeoisie moyenne, des gros paysans et de la petite bourgeoisie des villes, il y aurait une lutte fondamentale, de principe, une lutte qui, par conséquent, ne pourrait se terminer que par l'anéantissement des libéraux et l'instauration d'un nouveau régime — régime approximativement «tsaraniste» (paysan) — cette apparence a vécu. Aujourd'hui il est clair que la lutte entre les nationaux-tsaranistes et les libéraux ne porte pas sur une question de divergences fondamentales, sur une question de régime, d'organisation sociale nouvelle, mais sur la question de la base sur laquelle devront être partagés le pouvoir et ses avantages entre les libéraux et les nationaux-tsaranistes, en d'autres termes: sur ce que doivent être, dans le cadre du régime existant, les concessions d'ordre économique que la bourgeoisie financière va faire à la bourgeoisie moyenne, aux sommets de la petite bourgeoisie et de la grosse-paysannerie, pour que, en échange, le régime reçoive une garantie de stabilité dont il commence à manquer de plus en plus.

Si les libéraux, qui posent en premier lieu, à qui-conque la prétention de participer au pouvoir, la condition de reconnaître le régime en vigueur comme intangible — le régime monarchique, instrument obéissant de la bourgeoisie financière — avaient devant eux un parti qui poserait nettement par exemple la question de la république, alors la lutte entre ces deux camps se transformerait par la logique de la lutte elle-même en une lutte de principe. Mais les libéraux n'ont pas en les chefs nationaux-tsaranistes un tel parti républicain. Ceux-ci font au contraire la concurrence aux libéraux sur le terrain du «vrai», du «sain» monarchisme. Les chefs nationaux-tsaranistes demandent seulement que la monarchie leur assure à eux aussi — à eux et aux couches sociales moyennes et grosses-paysannes qu'ils représentent — un minimum d'avantages économiques et politiques. M. Stere, l'idéologue du «tsaranisme», qui avait formulé dans les années 1919-1920, sous l'influence de la Révolution Russe, le mot d'ordre de l'«Etat paysan» non-capitaliste comme une concrétisation du «socialisme des pays agraires», a fini par proclamer (en 1926) que les tsaranistes ne sont pas tellement «absurdes» pour croire que «notre organisme» peut se passer de la bourgeoisie financière, mais qu'ils (les tsaranistes) demandent seulement que les libéraux renoncent à l'idée que la paysannerie peut-être ignorée et consentent à établir le régime d'Etat sur le partage du pouvoir entre la bourgeoisie capitaliste et la paysannerie «productrice», sur le compromis entre ces deux classes principales, seules (?!) déterminantes dans la vie sociale et économique de la Roumanie.

Cette idéologie de capitulation, à laquelle sont arrivés finalement les idéologues tsaranistes et les chefs nationaux-tsaranistes, se reflète politiquement, sous la forme d'une lutte pour le gouvernement, à l'intérieur du régime existant. «Carol ou la Régence» — voilà la formule sous laquelle se cachent les efforts vers un tel compromis. Il faut même préciser que les chefs nationaux-tsaranistes ne pensent

même pas sérieusement à ramener Carol sur le trône. Ils se servent de Carol comme d'un moyen de chantage contre les libéraux. Le mot d'ordre des chefs nationaux-tsaranistes est en réalité: «nous reconnaissons la Régence, si vous nous acceptez au partage du pouvoir dans des conditions minimales convenables pour nous et notre prestige».

Cette politique de compromis et de promiscuité menée par les chefs nationaux-tsaranistes, contribue bien-entendu à obscurcir la ligne de lutte des masses populaires contre le régime existant. Par leur politique, les chefs nationaux-tsaranistes essayent de déplacer la lutte du terrain de l'anéantissement du régime d'oppression de la grande finance réactionnaire, vers le terrain de l'accommodement avec ce régime sur la base de certaines concessions minimales en faveur des sommets de la bourgeoisie moyenne, petite et payanne. Mais un tel essai est destiné à échouer à coup sûr. Les chefs nationaux-tsaranistes peuvent passer du côté de la grande bourgeoisie, mais comment imaginer que les larges masses des paysans et des couches moyennes, qui gémissent sous le joug du trust financier libéral, puissent passer du côté de leurs oppresseurs? Ce n'est pas la vieille idée tsaraniste que «notre organisme» peut se dispenser de la domination de la grande finance qui est absurde, mais bien au contraire cette autre idée néo-tsaraniste, que la stabilité du régime en vigueur sera assurée si les libéraux acceptent au partage du pouvoir les chefs nationaux-tsaranistes et leur consentent certaines concessions.

D'ailleurs, les libéraux paraissent accepter l'idée de ces concessions pour pouvoir montrer à l'étranger que le régime est stabilisé en Roumanie et par conséquent mûr pour des crédits et des capitaux étrangers. La stabilisation politique qui pourra suivre d'un tel accord entre les libéraux et les nationaux-tsaranistes, pourra avoir peut-être comme conséquence une «stabilisation» passagère du régime économique pillard, basé sur l'exploitation des larges masses de la paysannerie moyenne et pauvre, des ouvriers, des couches moyennes et des populations minoritaires opprimées. Mais cette «stabilisation» économique sera tout le contraire de l'amélioration de la situation de ces classes et couches, qui constituent les 90 % de la population du pays, — leur situation ne fera qu'empirer.

Et alors, au centre de gravité de la situation de Roumanie, ce ne sera plus, comme faussement aujourd'hui, la «question Carol» qui paraîtra au premier plan, mais la lutte entre les masses populaires ouvrières, paysannes, moyennes, minoritaires d'une part, contre la bourgeoisie dominante et ses alliés et laquais, de l'autre. La ligne de démarcation entre les deux camps politiques ne passera plus (apparence d'aujourd'hui) par le point «Régence», mais par le cœur même de la bourgeoisie dominante.

Cette ligne passera encore par le corps du parti national-tsaraniste et des autres partis «d'opposition». La «stabilisation» du régime par un accord des sommets nationaux-tsaranistes sera accompagné et suivi d'une profonde crise au sein des larges masses, qui ont suivi jusqu'à présent le parti national-tsaraniste, crise qui se reflétera au sein des partis politiques eux-mêmes. Une partie des averescans, à savoir les groupes ex-conservateurs et agrariens des propriétaires ruraux, passeront au parti national-tsaraniste qui, d'autre part, perdra lui-même la partie des éléments sincères et honnêtes paysans. Le moment sera alors mûr pour la création d'un vrai parti paysan de classe qui, main en main avec les organisations des ouvriers, mènera les masses paysannes à la victoire contre la finance dominante. Pour préparer les conditions subjectives en vue de la création de ce parti, il faut que tout ce qui est honnête au sein du parti national-tsaraniste même y travaille avec acharnement. Non pas l'accord avec les libéraux, mais la création d'un vrai parti paysan, — voilà le sens dans lequel doivent se développer les efforts des vrais amis et militants de la paysannerie de Roumanie.

J. Mateescu

Oppression nationale et dénationalisation forcée

Deux faits qui donnent de l'acuité au problème national en Roumanie, préoccupent en ce moment le gouvernement de Bucarest. C'est d'abord la question des optants hongrois que va discuter la session proche du Conseil de la Société des Nations. C'est ensuite le Congrès International des Minorités à Genève.

Tous ces deux faits ne peuvent convenir à l'oligarchie capitaliste dominante en Roumanie. Les magnats hongrois,

qui avaient des propriétés latifundiaries en Transylvanie, mais qui ont opté pour Budapest, profitent du fait que l'oligarchie roumaine est compromise dans tout le monde pour user du chantage et pour essayer d'extorquer de l'Etat roumain le payement en or pour leurs domaines expropriés contre une indemnisation considérée par eux comme dérisoire. D'autre part, l'oligarchie dominante à Bucarest cherche à son tour à jongler à Genève avec l'argument que la réforme agraire a été un grand fait de justice sociale qui a frappé non seulement les propriétaires optants hongrois, mais aussi les boyards de nationalité roumaine en très grande mesure, — et par conséquent on ne peut pas instituer pour les optants un régime de faveur, la demande de ceux-ci devant être qualifiée de réactionnaire. Le point de vue des barons hongrois est sans doute réactionnaire, mais l'argument de l'oligarchie roumaine est ridicule. La réforme agraire, loin d'être «un grand fait de justice sociale», a été en réalité une grande esroquerie (ainsi que nous avons eu l'occasion de le constater dans les pages de la Fédération Balkanique dans les articles de notre collaborateur I. Mateescu), et si elle a frappé les boyards latifundiaries, elle n'a pas apporté un bénéfice réel aux masses des paysans roumains, mais à la bourgeoisie roumaine. D'autre part, pour remplir les «vœux» des grandes puissances impérialistes, la bourgeoisie roumaine a fait exception plus d'une fois (pour les propriétaires polonais de Bessarabie et Boukovine par. ex.) en leur payant des indemnités exceptionnelles, créant ainsi un précédent en faveur des magnats hongrois. N'importe comment, la question des optants, portée avec grand tam-tam par les Hongrois à Genève, trouve l'oligarchie roumaine dans une situation internationale chargée d'antipathie et d'hostilité.

Tout autrement serait la situation à Genève, si à la place du gouvernement de l'oligarchie financière bratianiste, c'était un gouvernement ouvrier-paysan qui détenait le pouvoir à Bucarest. Seul un tel gouvernement, appuyé sur la force des larges masses des villes et des villages, pourrait prétendre à et jouir de la sympathie de l'opinion publique de tout le monde, et avoir aussi le prestige nécessaire vis-à-vis des magnats magyares réactionnaires.

L'autre question, le Congrès des Minorités Nationales de Genève, est moins encore du goût de notre gouvernement. Et avec raison! La Roumanie est, avec la Pologne et la Yougoslavie, un des pays tenant le record dans l'oppression des minorités nationales que les traités ont fait rentrer de force sous le joug des classes dominantes de ces pays. Le gouvernement de Bucarest le sait fort bien, qu'un tel Congrès ne peut pas amener à la surface des choses favorables pour le régime d'oppression nationale institué, après la conclusion de la paix, entre la Tissa, le Danube et le Dniestre sur plus de cinq millions de «minoritaires». Mais, d'autre part, le gouvernement de Bucarest sait, de par la pratique des choses, qu'il n'est pas capable, lui, d'instaurer un autre régime. Ses intérêts comme représentant de la bourgeoisie dominante, le forcent à maintenir sur le terrain national le régime d'oppression des minorités, de même qu'ils lui commandent de maintenir sur le terrain social le régime d'oppression des masses travailleuses, quoique roumaines, des fabriques et des champs. L'oppression nationale est liée au régime social en vigueur, comme l'ombre est liée à l'homme qui court dans la lumière du soleil. Pour que le régime des nationalités change radicalement, il faudrait changer le régime social lui-même. C'est précisément ce que font semblant de ne pas comprendre les «représentants» des minorités rassemblés à Genève, qui veulent laver la brebis sans lui mouiller la laine. L'exemple du régime des nationalités dans l'Union des Républiques Soviétiques est éloquent à cet égard. Ce n'est que par le changement fondamental du régime social de l'ancienne Russie que les nationalités, opprimées jusque là par le tsarisme, ont pu être émancipées.

C'est le gouvernement réactionnaire et sanglant de Bucarest lui-même qui se charge d'ailleurs, en ce moment précis, de prouver qu'il n'est pas et ne peut pas être capable de changer le sort des minorités, qui, des résolutions dévotées et inoffensives, votées par des Congrès placides, ne peuvent attendre aucun salut. Ainsi en ce moment, où le gouvernement roumain aurait intérêt à masquer la réalité, il est tellement aveugle, et tellement prisonnier dans les noeuds inextricables de sa propre politique, qu'il prend des mesures d'un rare cynisme qui vont renforcer encore l'atmosphère hostile contre lui à Genève.

Ainsi, par exemple, il refuse les subventions pour l'entretien des écoles confessionnelles minoritaires de Transylvanie, écoles pour l'entretien desquelles le gouvernement avait pris sur soi des engagements formels et solennels. Les

communautés respectives annoncent maintenant qu'elles se voient forcées à fermer les écoles. Le gouvernement roumain est conscient de l'impression détestable que fera cette affaire à l'étranger, à Genève, mais il se sauve en arguant que l'Etat n'a pas de l'argent suffisant pour les écoles roumaines, il ne peut donc pas en donner pour celles minoritaires. Joli argument, qui consiste à abaisser les nationalités avancées (quoique minoritaires) au niveau de celle restée en arrière (quoique dominante), au lieu d'élever celle-ci au niveau des nationalités avancées.

Un autre exemple: le ministre des Beaux-Arts a promulgué les dispositions suivantes pour le fonctionnement des troupes de théâtres minoritaires: les troupes doivent être composées d'artistes citoyens roumains; les artistes étrangers doivent avoir l'autorisation spéciale du ministre des Beaux-Arts; les directions des théâtres minoritaires doivent présenter le répertoire pour toute la stagione à l'approbation du ministère; le répertoire doit contenir un nombre de pièces du répertoire national roumain; les troupes ne peuvent se déplacer sans en prévenir à l'avance le ministère. Un vrai policier de l'art, ce ministère... Les dispositions contiennent encore la menace que «tout froissement du sentiment national (de la nation dominante bien-entendu) à l'occasion des représentations, par des costumes, des décors ou tous autres moyens scéniques», attire l'annulation immédiate du droit de «libre» fonctionnement. Mais d'après ce document la «culture de la nationalité dominante» n'a pas seulement un caractère policier, mais aussi parasitaire. Car voici ce que contiennent encore ces fameuses dispositions: les théâtres minoritaires seront obligés de mettre à la disposition des théâtres roumains les salles de spectacle «sans aucun dédommagement».

Mais il faut dire, que toutes ces mesures finiront par ouvrir les yeux des intellectuels et des larges masses minoritaires, qui comprendront que sous la direction des magnats de Budapest, elles ne pourront pas jeter bas le joug de l'oppression nationale. Elles comprendront que c'est seule l'alliance avec le peuple travailleur roumain, tout aussi opprimé et qui lutte pour l'anéantissement du régime social actuel et pour le droit d'autodétermination des peuples de Roumanie jusqu'à la séparation de l'Etat existant — que c'est seule cette alliance qui constitue le salut de toutes les nationalités opprimées de ce pays.

Delablaj.

Le Congrès de l'Union de la Jeunesse Macédonienne en Bulgarie

Le 21 août dernier eut lieu à Sofia le IV. Congrès de l'Union de la Jeunesse Macédonienne en Bulgarie. Depuis 4 ans, cette Union qui groupe une grande masse de jeunes Macédoniens, tient ses Congrès, mais malheureusement ses dirigeants la conduisent sur des voies tout-à-fait fausses. Ces dirigeants, qui sont en même temps des membres actifs des organisations macédoniennes des émigrés, font tout leur possible pour que la jeunesse macédonienne ne s'occupe point des questions vitales qui l'intéressent, des questions capitales concernant ses véritables intérêts en Macédoine et en Bulgarie; ils foulent aux pieds les statuts mêmes de l'Union et s'efforcent d'en éloigner ceux des jeunes Macédoniens qui ne sont pas des «patriotes» dans le sens fasciste du mot. En outre, ils interdisent dans le sein de leur Organisation et de leurs Congrès toute critique, même technique professionnelle. Tous ceux qui osent critiquer la politique des dirigeants et qui veulent que l'Union soit achevée vers une voie saine sont considérés comme des ennemis de l'oeuvre de l'Union. Il est intéressant de relever que pour ces dirigeants ce ne sont que les parties de la Macédoine se trouvant sous jougs serbe et grec qui souffrent de l'esclavage, et que la partie sous joug bulgare est déjà libérée. Et ainsi cette politique des dirigeants de l'Union empêche celle-ci de devenir une organisation des masses.

A l'occasion de ce IV. Congrès de l'Union, des Macédoniens groupés dans l'Association Populaire des étudiants ont adressé une lettre ouverte aux délégués, précisant les erreurs et fautes commises par les dirigeants de l'Union et constatant combien il est dangereux pour le mouvement macédonien de libération de marcher main en main avec un gouvernement quelconque des Balkans. Car la politique de tous les gouvernements actuel balkaniques est une politique de conquête. Les gouvernants d'Athènes, de Belgrade et de Sofia considèrent la Macédoine comme une terre de conquête et d'exploitation. La lettre relève encore que l'activité des organisations officielles macédoniennes en Bulgarie et spécialement celle de l'Union de la Jeunesse Macédonienne

consiste en une collaboration avec les milieux officiels de Sofia — collaboration qui a causé dans le passé la catastrophe de la Macédoine. Il est également souligné dans la lettre précitée que les dirigeants officiels de l'Union ainsi que de l'émigration macédonienne continuent à soutenir le gouvernement bulgare actuel anti-macédonien.

Puis les signataires de la lettre invitent la jeunesse macédonienne à lever le mot d'ordre de l'indépendance des organisations macédoniennes et du mouvement macédonien de libération de l'influence des gouvernements balkaniques, et à lutter contre les ennemis de la Macédoine siégeant à Sofia, à Belgrade et à Athènes.

L'Association Populaire des étudiants relève encore dans sa lettre ouverte qu'il est vain d'attendre des Etats impérialistes d'Occident du secours pour la libération de la Macédoine, et que les efforts déployés pour provoquer l'intervention de la diplomatie européenne en faveur du peuple macédonien sont absolument inutiles. Elle condamne ensuite l'«activité» des associations macédoniennes officielles consistant en adresser des appels et des requêtes aux grandes puissances impérialistes et à la Société des Nations. Et elle soulève enfin la question principale pour les Macédoniens: celle de déterminer la juste voie à suivre pour la libération du peuple macédonien. Elle montre que le peuple macédonien, dans sa lutte, doit s'appuyer sur ses propres forces, et que pour arriver à ce but il faut que cessent toutes les luttes entre les Macédoniens, que les forces militantes s'unissent, et qu'un mouvement uni macédonien de libération se constitue. En même temps, le peuple macédonien doit chercher ses collaborateurs, qui sont les peuples et les classes opprimés des pays balkaniques, et élever le mot d'ordre de constituer le front unique balkanique de tous les opprimés, contre les oppresseurs.

Les signataires de la lettre proposent enfin au Congrès: de faire cesser toute hostilité contre les jeunes gens qui veulent librement exprimer leurs pensées et opinions en ce qui concerne les buts et les moyens de l'Union; de libérer l'Union de l'influence de tout facteur extérieur; de se prononcer contre les dirigeants actuels qui se sont montrés indignes des tâches à eux confiées; de condamner la ligne de conduite du journal «Makédonia», journal du gouvernement bulgare, mais qui a l'audace de parler au nom de toute l'émigration macédonienne, y compris la jeunesse macédonienne; d'exclure de l'Union tous ceux qui par leurs néfastes actions ont contribué à ce qu'il s'est formé dans le peuple bulgare cette fausse opinion qu'il n'y aurait pas de différence entre les organisations terroristes, fascistes comme le Koubrat, la Rodna Zachtita, — et les organisations macédoniennes en Bulgarie; de proclamer que la jeunesse macédonienne n'a rien de commun avec les oppresseurs et les bourreaux du peuple bulgare; d'élever enfin la voix pour une amnistie pleine et entière de tous les prisonniers et émigrés politiques et pour la garantie de leur vie et de leur liberté.

M. W.

L'Affaire Vouyovitch

La polémique de M. Voukitchévitch avec le Comité contre la Terreur Balkanique

L'opinion publique a réussi à sauver le jeune Radomir Vouyovitch qui, s'il avait été abandonné à la police dans les cachots de la Glavniatscha, aurait été selon toute probabilité mis à mort.

Il est maintenant sauvé. Son père, à qui on le cachait, l'a vu. Désormais, on n'osera plus attenter à sa vie. Mais quels efforts n'a-t-il pas fallu faire pour arriver à ce résultat?

Le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans, à la première nouvelle que la vie de M. Vouyovitch était en danger, télégraphia à M. Voukitchévitch en réclamant des nouvelles du détenu, dont on disait à la fois qu'il était dans la prison et qu'il était évadé.

M. Voukitchévitch répondit par une interview insultante au «Novosti» de Zagreb, qui fut reproduite dans la presse de Belgrade.

Voici les singulières déclarations du président du ministère pan-serbe.

„Ah! oui, ce Comité? C'est une impertinence! Ces hommes n'ont rien d'autre à faire! Vous connaissez cette caricature qui montre deux désœuvrés dont l'un collectionne des pipes, tandis que l'autre veut changer les traités? C'est la même chose! Si ces messieurs ont du temps à perdre, je n'en ai pas pour leur répondre!”

Le Comité, dès qu'il eut connaissance de ces insolences, y répliqua par la lettre suivante qu'il fit largement reproduire dans la presse parisienne:

„Monsieur le Président du Conseil.

Nous avons pris connaissance de l'interview accordée par vous à un journal de Belgrade et dans laquelle vous nous comparez spirituellement à un maniaque collectionneur de pipes, et à cet autre maniaque qu'est, paraît-il, lord Rothermer collectionnant les défauts des traités de paix de 1919.

„Vous avez raison, Monsieur le Président, nous aussi nous sommes collectionneurs. Nous collectionnons les crimes des pouvoirs despotiques dans les Balkans. Nous les collectionnons pour les dénoncer et venir ainsi en aide aux victimes de la Terreur Blanche.

„Ce n'est pas notre faute si, depuis trois années que la même pensée a réuni les bonnes volontés d'hommes d'opinions très diverses dans notre Comité, nous avons dû, pour ce que vous appelez notre collection, ramasser en Yougoslavie des pièces importantes.

„Sans parler du passé, ce n'est pas notre faute si l'arrestation de Radomir Vouyovitch s'est accompagnée de procédés ignominieux dont les contradictions de vos subordonnés de Belgrade et de Paris, et les vôtres propres sont la preuve.

„Cette arrestation inique a été accompagnée de tortures et si, comme vous le dites aimablement, nous ne vous avons pas fait „perdre votre temps“, M. Radomir Vouyovitch serait probablement à cette heure, évadé non de la prison, comme osa le soutenir votre ministre à Paris, mais de la vie.

Ce n'est pas notre faute si, ces derniers temps, vous avez arrêté et torturé les jeunes Macédoniens à Monastir, à Uskub, et jusqu'à Zagreb.

Ce n'est pas notre faute si, craignant de ne pas trouver un collège électoral pour vous élire en Serbie, vous, ministre serbe, vous allez vous présenter en Macédoine, parce que là voteront seuls les gendarmes et les policiers.

„Ce n'est pas notre faute si, pour „préparer“ les mêmes élections, vous organisez par des circulaires préfectorales que nous avons (comme celle de Kolaschine en date du 20 juillet) la chasse à l'homme au Monténégro.

„Ce n'est pas notre faute si, en vieille Serbie, toujours en vue des élections, vous agissez arbitrairement, non seulement contre les communistes, mais contre tous ceux qui font opposition, même dans les rangs de votre parti.

„Nous pourrions vous montrer que la collection est très riche et énumérer un grand nombre de faits.

„Nous avons voulu seulement vous faire voir que nous sommes renseignés, et décidés à continuer en faveur du noble peuple serbe, comme de tous les autres peuples balkaniques soumis au régime de la Terreur Blanche, une action dont nous savons, malgré vos sarcasmes affectés, qu'elle ne fait pas rire les tyrans des Balkans.

„Recevez, Monsieur le Président du Conseil, nos salutations.

La lettre est signée de toutes les personnalités françaises qui ont donné leur adhésion au Comité.

M. Voukitchévitch sera sans doute plus prudent une autre fois.

Une démarche du Comité Balkanique auprès du Congrès de la Fédération Syndicale Internationale en faveur de la liberté syndicale dans les Balkans

Correspondance de Paris. Août 1927.

La Fédération Syndicale Internationale vient de tenir ses assises au Grand Palais.

Le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans a saisi cette occasion pour porter devant le Congrès la question de la liberté du mouvement syndical dans les différents pays balkaniques.

Il a adressé au Bureau du Congrès une série d'ordres du jour en le priant de les soumettre au vote de l'Assemblée.

Voici la lettre ainsi que les textes des ordres du jour présentés:

Paris, le 30 juillet 1927

Chers citoyens et camarades,

Le secrétariat de la Fédération Syndicale d'Amsterdam a bien voulu, à plusieurs reprises, intervenir en faveur des populations opprimées des Balkans à la demande de notre Comité et notamment pour des questions syndicales.

Nous pensons qu'à l'occasion des grandes assises du Congrès de la Fédération Internationale des Syndicats, il serait particulièrement utile de manifester la solidarité ouvrière en faveur des organisations syndicales qui souffrent

du régime fasciste et de la violence dans les pays balkaniques.

C'est pourquoi nous prenons la liberté de vous envoyer les quatre ordres du jour suivants relatifs aux faits d'oppression dont les syndicats sont victimes en Bulgarie, en Roumanie, en Yougoslavie et en Grèce.

Nous pensons que le Congrès de la Fédération Internationale voudra bien les adopter, en en modifiant d'ailleurs le texte s'il le juge à propos, et les expédier aux gouvernements intéressés et nous en envoyer les copies pour que l'utilisation dans la presse soit aussi large que possible.

En vous remerciant à l'avance pour ce que vous voudrez bien faire à ce sujet, nous vous adressons, chers citoyens, nos salutations les plus cordiales.

Le Secrétaire du Comité

Marcel Willard

Le Congrès de la Fédération Internationale des Syndicats, réuni à Paris, le 1^{er} août 1927, adresse l'expression de sa solidarité à la classe ouvrière de Bulgarie qui, depuis 4 années, lutte pour la défense de ses droits et de ses intérêts dans les conditions les plus difficiles.

Le Congrès rappelle les résolutions votées à l'Assemblée Syndicale Interbalkanique du 9 avril 1926 à Sofia, et proteste contre l'inexécution de ces décisions et des promesses qui les avaient suivies par le gouvernement bulgare.

Le Congrès réclame plus que jamais le rétablissement de toutes les libertés ouvrières en Bulgarie, et la légalisation complète du mouvement ouvrier, qui est conditionnée par l'amnistie générale et la suppression de la loi d'exception sur la Défense de l'Etat.

Il proteste contre les violences, les arrestations, les confiscations de journaux, les interdictions de réunions qui ont eu lieu ces derniers mois en Bulgarie. Il s'élève notamment contre l'arrestation, à l'occasion des fêtes du 1^{er} Mai, du camarade Danoff, secrétaire des syndicats libres bulgares adhérent à la Fédération Internationale, et contre l'interdiction des réunions d'arrondissement décidées, il y a peu de jours, par les syndicats indépendants, ainsi que contre les mesures répressives dont est constamment victime le journal syndical „Edinsvo“.

Le Congrès envoie ses sentiments de fraternelle solidarité aux organisations ouvrières de Roumanie, soumises à un régime qui rend particulièrement malaisé le développement du mouvement prolétarien.

Le Congrès proteste contre les poursuites engagées, aux fins de dissolution, contre les syndicats unitaires de Roumanie. Il réclame la suppression de l'état de siège qui, pour l'étonnement du monde civilisé, est maintenu encore en Roumanie, comme si la guerre n'avait pas cessé depuis le 11 novembre 1918. Il réclame l'amnistie générale militaire et politique et le rétablissement de toutes les libertés dont la classe ouvrière a besoin pour développer son action.

Le Congrès envoie l'assurance de sa solidarité aux ouvriers des différents pays de Yougoslavie qui souffrent d'une situation économique très difficile et d'un chômage (joint aux fléaux naturels qui ont fait sentir leur action néfaste) engendrant dans plusieurs régions une véritable famine.

Il proteste contre les méthodes répressives et brutales du gouvernement de Belgrade dont sont victimes les organisations ouvrières des différentes tendances, et contre la saisie et la confiscation des journaux et revues syndicales.

Il fait appel à tous les travailleurs des pays yougoslaves pour s'unir en vue de faire cesser cet état de choses et d'assurer la reconnaissance complète des droits légaux du mouvement ouvrier.

Le Congrès adresse son salut à la classe ouvrière de Grèce heureusement débarrassée du fléau de la dictature militaire, mais qui ne possède pas encore, pour son action, les droits légaux incontestés dont elle a besoin.

Le Congrès s'élève contre la violence de la répression sanglante opposée par le gouvernement aux manifestations des ouvriers de tabac de la région macédonienne, frappés par le lock-out.

Il s'élève contre le régime abominable de la déportation des militants ouvriers dans les îles.

Le Congrès, malgré qu'il ait eu un ordre du jour chargé de questions d'une importance capitale, questions qui intéressaient l'existence même de la Fédération Syndicale Internationale, trouvant la situation des syndicats dans les Balkans particulièrement critique, a pris en considération la démarche du Comité Balkanique. Avant de se séparer, il adopta une résolution flétrissant la répression contre les organisations syndicales et leurs meilleurs militants, et demandant la liberté du mouvement syndical dans les Balkans.

Lettre de Grèce

(de notre correspondant d'Athènes)

Mesures contre les fonctionnaires. — Le gouvernement réactionnaire de Grèce a mis à l'ordre du jour des mesures contre les fonctionnaires d'Etat libéraux, penseurs, communistes etc. La haine du gouvernement représentant la bourgeoisie grecque est surtout dirigée contre les fonctionnaires de l'enseignement. Le secrétaire-général du ministère de l'Instruction Publique a déclaré ces jours-ci que le gouvernement prendra une série de mesures contre la diffusion des idées communistes dans les écoles; chaque professeur qualifié communiste sera immédiatement renvoyé.

Le gouvernement dit «Oikoumeniki», qui n'est autre chose qu'une ligue ultra-réactionnaire de la bourgeoisie grecque, veut étrangler toute voix contre ses plans criminels. Mais les intellectuels grecs — fils de pauvres ouvriers et paysans — ont pleine conscience de leurs devoirs et continueront leur oeuvre de libération et de fraternisation de tous les peuples balkaniques.

La terreur en Macédoine et en Thrace sous joug grec. — Une vague de terreur s'est étendue depuis environ un mois en Macédoine et en Thrace sous joug grec. 45.000 ouvriers de tabac ont été lockoutés. La police et l'armée grecques ont saisi l'occasion pour appliquer les mesures les plus rigoureuses contre la population ouvrière de la Macédoine et de la Thrace. Des centaines et des centaines d'ouvriers ont été exilés dans les îles de la mer Egée, ou emprisonnés dans les geôles de la démocratie bourgeoise hellénique. Le nombre de ces nouvelles victimes de la terreur blanche n'est pas encore exactement connu.

LA RÉACTION DANS LES BALKANS

FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Bulgarie:

Les secours aux victimes. — Le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans, qui a envoyé son obole au Comité de Secours constitué récemment à Sofia sous la présidence de M. Ganef, a reçu un accusé de réception de M. Markham où il est dit:

«Vous serez heureux de savoir que le Comité d'ici est très actif et aide ceux pour qui l'argent a été réuni.

«Nous n'avons pas reçu beaucoup de fonds, mais nous espérons qu'il en viendra davantage. Il a été particulièrement agréable d'avoir quelques moyens pour faire quelque chose en ce qui concerne l'installation des enfants; cet été. Ils sont tous sous-alimentés et ont besoin de bains de soleil.

«Merci encore pour la défense de ces pauvres êtres.

«Sincèrement vôtre

R. H. Markham».

On peut envoyer les fonds à M. Marcel Willard, avocat, 55 Rue du Fg. Montmartre à Paris.

La caisse mutuelle des ouvriers bulgares de Lyon (France) a envoyé la somme de 200 francs à M. Ganef pour le Comité de Secours de Sofia.

L'Amnistie. Dans les débats sur la politique générale, le leader socialiste Yanko Sakasoff avait réclamé l'amnistie intégrale et l'abrogation de la loi sur la Défense de l'Etat. M. Malinoff, chef des démocrates, avait constaté que les élections se sont faites sous le signe de la terreur. Malgré cela, l'opposition de gauche avait recueilli plus de 300.000 voix et, disait-il, «ces voix sont celles de bons citoyens». M. Malinoff avait conclu en réclamant l'apaisement. M. Tomoff, agrarien de droite, avait parlé également en faveur de l'amnistie et du retour à la légalité.

Des pétitions couvertes de signatures ont afflué des villes et des campagnes, adressées à la présidence du Sobranié, pour réclamer l'amnistie.

Voici la conclusion de la pétition d'Haskovo, revêtue de 123 signatures:

«Messieurs les Ministres et Députés, l'automne et l'hiver approchent; les passerons-nous encore séparés des nôtres? Rendez-nous nos proches. Ils sont 42 en prison. Il est encore temps pour qu'ils se livrent au travail utile et paisible des

Le chômage des ouvriers de tabac en Macédoine. — La minorité des représentants ouvriers dans la Caisse d'Assurance et de Protection des Ouvriers du tabac (constituée dernièrement et ayant son siège à Salonique) a adressé au Conseil administratif de la Caisse une motion pour combattre le chômage qui a déjà commencé dans les centres de manipulation de tabac (Agrinion, Volo, Salonique, Cavalla, etc.). La motion, signée par les citoyens Hatjstavron, secrétaire-général de la Fédération des Ouvriers du Tabac, et Sapoutzi, mentionne que le chômage sera cette année bien plus étendue et plus intense que les années précédentes.

On croit que le Conseil administratif de la Caisse, composé dans sa majorité par des marchands de tabac et des fonctionnaires d'Etat, rejettera cette motion aussi, comme il l'a fait de tant d'autres motions ayant pour but la prise de mesures efficaces pour les ouvriers de tabac. Ainsi les 45.000 ouvriers de tabac, exceptée une minorité insignifiante, passeront l'hiver prochain sans pain et sans chauffage.

La terreur à Florina. — Le journal d'Athènes «Risospastis», dans son numéro du 6 juillet, publie un télégramme de son correspondant de Florina, annonçant que dans les villages de Prespa s'exerce une terreur incroyable. Le député du Bloc des ouvriers, paysans et réfugiés Kyriacopoulos a envoyé une vive protestation au gouvernement grec demandant, au nom de la population pauvre, la cessation de ces oppressions.

La loi sur les loyers. — Une grande indignation de toutes les masses populaires se manifeste contre la loi sur les loyers, que la commission parlementaire, avec la tolérance et le soutien du gouvernement, a modifié favorablement pour les intérêts des grands propriétaires. La Fédération des artisans a constitué un «front uni» avec la Fédération des ouvriers pour lutter contre cette loi, comme aussi contre les nouveaux impôts.

champs. Sans leur appui, nous sommes voués, pendant cette grave crise économique et financière, à la misère et à la dégénérescence morale et physique, à la mort enfin!

«Il n'a pas d'autre issue, pas d'autre moyen de secours en dehors de l'amnistie. Ce n'est que par elle qu'on pourra secourir les familles et le peuple. Nos regards sont tournés vers vous: votez l'amnistie pendant cette session extraordinaire».

Entretemps, le Sobranié est parti en vacances sans mettre à l'ordre du jour la question de l'amnistie.

Il reprendra ses séances au milieu de l'automne.

D'ici là, les prisonniers et leurs familles peuvent attendre.

Les violences réactionnaires. — Le journal «Novini» a été de nouveau saisi. Quelques jours auparavant la même mesure avait frappé l'organe des paysans «Zemledelsko Znamé». Le 7 août, une réunion publique a été interdite à Radomir; on y devait traiter de l'amnistie.

Le journaliste Ivan Kasaboff de Varna, arrivé à Sofia le 22 juillet, est descendu à l'Hôtel Commercial, puis est sorti dans la rue. Des policiers vinrent ensuite sous le prétexte de contrôler l'adresse et dirent qu'il était arrêté. On n'en a plus de nouvelles; il est «disparu».

De même qu'il protège les bandits des organisations fascistes (on l'a vu encore pour l'odieuse pogrome de la «Rodna Zachtita» contre les juifs de Philippopoli) le gouvernement protège les voleurs, les «Kouligans».

Dans le journal réactionnaire «Mir», M. S. Vlasakoff a publié des révélations intéressantes sur les relations des autorités et de la Sûreté générale avec les cambrioleurs professionnels de Sofia. Le journal socialiste «Narod» dit que plusieurs de ces individus arrêtés ont bénéficié d'interventions puissantes grâce à leurs relations avec les fascistes.

Au Congrès des officiers de réserve (Ligue Militaire) à Vidin, un ordre du jour a été proposé réclamant la dissolution du Sobranié et l'établissement de la dictature.

Les extrémistes du Zgovor ne sont pas encore satisfaits!

La corruption sous le régime fasciste. — La corruption chez les organes officiels a pris de telles dimensions que même la presse gouvernementale commence à s'en alarmer.

Nous avons déjà parlé de l'affaire Declosier qui, grâce à la vénalité de M. Bouroff, actuellement ministre des affaires étrangères, a coûté à l'Etat 144 millions de lévas. Une autre affaire de corruption, c'est celle du vice-maire de Sofia Goranoff qui a été mis sous accusation par le procureur. D'autre part, pas moins de 800 fonctionnaires des bureaux des exécutions du ministère de finance ont été mis sous accusations pour détournements d'argent du fisc — dont 300 rien que dans le district de Plodiv, tout récemment.

Les excès antisémites. — Le «Narod» du 16 août souligne le danger des pogromes antisémites et se montre inquiet de la suite des excès antisémites qui se sont répétés ces derniers temps et de la tolérance criminelle de la part des autorités. Le journal relève les pogromes de la nuit du 20 juillet à Plovidiv où les fascistes armés attaquèrent les Juifs non seulement dans les cafés et dans la rue, mais aussi dans leurs demeures et violèrent leurs femmes et leurs filles, sous les yeux bienveillants de la police. Le «Narod» ajoute que ce n'est que sous le régime du 9 juin que ces excès antisémites ont commencé en Bulgarie.

Le «Znamé», organe de l'opposition bourgeoise, flétrit également dans son numéro du 15 la complicité dans ces excès antisémites dont le gouvernement fait preuve par son attitude bienveillante.

Le chômage. D'après la statistique officielle, il y avait au 31 mai, 56.613 chômeurs, tandis qu'au début du même mois, on en comptait seulement 51.738. C'est une augmentation de près de 5.000, et cela pendant la période de plein travail à la campagne!

Le crime de lire les journaux de l'opposition. — Un paysan était à son champ près d'Eski-Djoumaya. Des gendarmes surviennent, l'arrêtent, le mènent à la maison, perquisitionnent. Ils trouvent des numéros des «Novini», «Nakovalnia», «Rabotnitchesko Delo», «Mladetchka Douma», «Védrina». Evidemment, cet homme n'était pas du Zgovor. Il lisait les journaux de l'opposition et la revue d'Anton Strachimiroff. Pour ce «crime», ce paysan a été conduit à Eski-Djoumaya, où il a été injurié et maltraité. De là on le conduisit à Choumen où on l'interrogea de nouveau. Il fut enfin relâché.

La Question syndicale. — L'unité syndicale, réalisée en Bulgarie après la conférence interbalkanique de Sofia (9 avril 1926), avait été brisée peu après, l'entente n'ayant pu se maintenir entre les syndicats indépendants et les syndicats libres (F.S.I.).

Ce fut un désastre pour le monde du travail en Bulgarie, et un bien gros succès pour les fascistes du Zgovor.

On annonce aujourd'hui que l'Union de toutes les organisations syndicales de Vidin, inscrite aux syndicats libres d'Amsterdam, vient d'adhérer aux syndicats indépendants, en protestant contre l'attitude de leur Centrale sur la question de l'Unité.

Une résolution identique a été prise par l'Union des Syndicats Libres de Stanimaka.

Enfin, le Syndicat neutre des boulangers de Varna a adhéré aux «Indépendants».

C'est une triple victoire pour ceux-ci; mais ce qui importe par-dessus tout, c'est la fusion des deux organismes, c'est la reconstruction de l'Unité syndicale en Bulgarie.

Grèce:

La fin de la coalition. — Le ministère de coalition des royalistes et des républicains n'a pas pu résister à la dernière crise. La lutte qui a opposé M. Cafandaris, ministre des finances, au royaliste M. Tsaldaris, ministre de l'intérieur, sur la question de la transformation de la Banque Nationale en Banque d'émission, devait être la dernière phase des conflits internes du ministère.

La situation est celle-ci: les partis politiques parlementaires ont pris le pouvoir grâce au coup d'Etat du général Condylis, renversant le dictateur Pangalos. Ils ont enfermé ce dernier dans une forteresse de Crète. Mais une grande partie des officiers «républicains» lui reste attachée. Le général Condylis intrigue tantôt pour Pangalos, tantôt contre. La coalition ne s'est maintenue au pouvoir qu'en déplaçant certains officiers et en négociant avec d'autres. Et elle tombe après avoir repoussé les accords de Pangalos avec la Serbie pour la ligne Gueyguéli-Salonique — elle s'effondre sur la question même des accords financiers que MM. Michalacopoulos et Cafandaris venaient de conclure avec l'Occident capitaliste.

C'est dire que le désordre est à son comble dans le malheureux pays grec, victime de la mégalomanie de quelques nationalistes chauvins et de l'impérialisme anglais.

Les Bulgares de Dédé-Agatch. — Malgré la convention de l'échange volontaire des populations entre la Bulgarie et la Grèce, les Bulgares de Dédé-Agatch n'ont pas voulu quitter le pays. En 1923, plusieurs d'entre eux ont été déportés aux îles et ont perdu presque tous leurs biens. Plus tard, ils sont revenus, et de nouveau ils ont reconstitué leurs foyers. Mais voilà qu'ils sont encore l'objet de violences odieuses tendant à les terroriser et à les forcer à s'expatrier. Vers la fin du mois de juin, tous les chameliers transportant des fardeaux d'une localité à l'autre, et se trouvant en route, ont été arrêtés sous prétexte d'irrégularités dans leurs cartes d'identité. Ils ont été déportés à l'île de Samothrace. Leurs biens ont été pillés et leurs familles menacées. Ont été déportés: Stoyan Karaglanof, Velicho Mandraïeff, Atanassé Anguëllof, Nedelko Poptcheff, Maver Lafchieff, Stoï Chenkoff et autres. Les autorités grecques emploient en Thrace les mêmes procédés qu'en Macédoine pour obliger la population autochtone à quitter le pays.

Macédoine:

Comitadjis et contre-comitadjis. — La presse bulgare et yougoslave a signalé, à la fin de juillet dernier, des attentats de bombes et des incursions de comitadjis ou d'émigrés de part et d'autre de la frontière serbo-bulgare partageant la Macédoine.

Les journaux serbes disent que le 16 une bombe a été lancée dans un café de Radovitch contre le sous-préfet, et que le criminel s'est enfui en Bulgarie.

La presse bulgare signale d'autre part que le 15, deux bombes avaient été jetées nuitamment dans le jardin du voïvode Vandoff à Petritch, et que les malfaiteurs, des «émigrés traitres» probablement, se sont réfugiés sur le territoire serbe, d'où ils étaient venus. La même presse signale aussi une rencontre entre une tchéta des «révolutionnaires» avec une «contre-tchéta», tout près de la frontière bulgare-serbe, vers Tzardevo-Selo.

A y regarder de près, ces actes là ne sont nullement des actes de «révolutionnaires macédoniens», mais des provocations ne servant que la cause de la réaction déchainée, de part et d'autre, contre la cause macédonienne.

On est en pleine campagne électorale en Yougoslavie et on sait que la Macédoine est choisie pour élire les représentants de la «Main Blanche». Il faut donc la terroriser. On a besoin de provocations, et les bombes des «révolutionnaires» sont les bienvenues.

D'autre part, on tue du côté bulgare à Petritch. Il y a eu le cas récent de Popoff et Stoïeff.

L'organisation nationale révolutionnaire du peuple macédonien, l'ORIM unifiée, qui a déjà répudié l'attentat du 3 juin à Pichinia, a réprovoqué ces nouveaux actes de banditisme des agents bulgares ou serbes.

Les Koutso-Valaques persécutés. — A leur tour, les Aroumains (Koutso-Valaques) de la Macédoine sous la domination grecque sont persécutés par les gouvernants d'Athènes. Dernièrement, dans l'arrondissement de Vodena, on a arrêté les Aroumains Dimitri Katara, Kosta Gueorguïti, Toma Somon et plusieurs autres. Le crime des Aroumains est de refuser de s'expatrier, de quitter la Macédoine, qui est leur patrie où ils ont fondé des villages et des villes, pour s'en aller en Roumanie et spécialement dans la Dobroudja volée aux Bulgares. Ainsi les tyrans grecs, après avoir chassé les Turcs et les Macédoniens slavophones, veulent expulser les Aroumains, et ainsi le tronçon de Macédoine qu'ils accaparent deviendra grec.

Roumanie:

La famine. — La sécheresse a détruit la récolte, particulièrement celle du maïs, dans les régions de Maramurech, Satu-Maré, etc. (Transylvanie), dans le sud de la Bessarabie, etc. Le gouvernement s'est vu forcé de destiner 500 millions pour venir en aide aux affamés. («Aurora» du 15 août.) A retenir que dans le sud bessarabien la famine est devenue endémique depuis 5-6 années à cause du pillage des forêts et de la misère sociale. Ainsi l'«Argus» du 27 juillet décrit comme suit l'état de misère des paysans: «Ils (les paysans) disent que tout ce qu'ils vendent, ils le vendent à bon marché, et tout ce qu'ils achètent, ils l'achètent à des prix chers. L'usure les épuise... La paupérisation va en augmentant et le paysan le constate par lui-même en chiffres simples: qui avait quatre boeufs n'en a plus que deux, et qui avait deux vaches n'en est resté qu'une chèvre».

Les conséquences en sont les révoltes paysannes. A la fin de juillet, une révolte, éclatée à Vorniceni (dep. de Dorohoi), a causé deux morts et de nombreux blessés (Cuvantul du 25 juillet), une autre, à Manastur (Cluj) a fait des vic-

times dont le nombre (ainsi que celui des arrêtés) est tenu caché par les autorités (Cuvantul du 7 août). Une autre rébellion a eu lieu à Rerisor (Banat) ainsi que le rapporte la Siebenbürgische Deutsche Tageblatt.

Le régime d'oppression nationale. — La direction des chemins de fer a donné ordre d'empêcher que les publications et les éditions dans les langues «minoritaires» dépassent dorénavant plus des 40 % des publications et éditions en langue roumaine mises en vente sur les perrons, même si la population minoritaire de la région constitue la majorité. Numerus clausus en toute règle... (Deutsches Volksblatt de Novisad du 13 août.) Le maître d'école Vasile Hotinceanu de Dorna-Vatra (Boukovine) a comparu devant le Conseil de Guerre de Cernovits «pour avoir demandé par une adresse officielle au ministère de l'instruction publique l'enseignement de la langue ukrainienne dans les villages habités par la population ukrainienne». Le terrible criminel a été acquitté. (Adeverul du 1er août)... Par mégarde, sans doute...

Probité des autorités roumaines. — Un certain Jekiel Kohos de Briceni (Boukovine) ayant été arrêté sans aucun motif, a dû être relâché. Mais quelle ne fut pas sa surprise en remarquant, après avoir été battu et fouillé par le commissaire de service, que celui-ci lui avait soustrait de son portefeuille 2000 leis. (Vorwärts du 11 août.)

La crise n'est pas pour les grosses banques. — Tandis que la crise ruine les petites entreprises (le nombre des déclarations en faillite va en augmentant sans cesse) la Banque Nationale, citadelle de la finance bratianiste, montre pour un capital de 100 millions, 546 millions de bénéfices nets. En plus, divers fonds ont été dotés de 141 millions lei.

«Chaque maison avec son phtisique.» — C'est l'officier libéral Viitorul (du 21 juillet) qui nous le dit. En effet, la phtisie donne 17 % des décès à Bucarest. De 6 morts, un est donc victime de la phtisie. De 1913 à 1925, la mortalité de la phtisie a été de 4,24 pour mille, le record des grandes villes du monde entier. (Londres et Amsterdam ne donnent pas 1 pour mille.) En 1918, toutes les autres maladies infectieuses (il y avait des épidémies de typhus exantématique, grippe, variole, etc.) réunies ont donné 3830 décès, tandis que la phtisie à elle seule 4130.

Echos des élections. — A la suite de coups reçus pendant les élections de la part des gendarmes, le nommé Grigore Ivan Marian, de Calarac, (Bessarabie) a succombé le 21 juillet à l'hôpital de Kichineff. De même a succombé à la suite des mêmes causes le paysan Gheorghé Voiosu, de Casaclia, (toujours Bessarabie) à l'hôpital de Cahul. (Cuvantul du 23 juillet.)

Arithmétique électorale en Roumanie. — A Roman, les nationaux-tsaranistes ont réuni seulement 39 votes, de 25.000. Or, M. Macarescu, candidat national-tsaraniste, a produit maintenant une déclaration de plus de cent électeurs d'une ville de cette circonscription affirmant tous ouvertement avoir voté pour la liste tsaraniste. Il se pose donc la question: ou sont-ils allés, les bulletins de ces citoyens?... (Adeverul du 30 juillet.)

Sous le joug hongrois et sous le régime «libérateur» roumain. — Le leader national-tsaraniste de Transylvanie, Ciceo-Popp, parlant à la Chambre sur la manière dont ont été faites les élections, a dit: «Sous les Hongrois, entre les baïonnettes des gendarmes, nos Roumains allaient avec courage et donnaient leur vote ouvert (il n'y avait pas de vote secret) pour le parti National. Maintenant, des villages entiers ont été empêchés de voter et, en présence de nos candidats, le capitaine a donné ordre aux gendarmes de charger leurs armes et a déclaré qu'il fusillerait quiconque s'approcherait de la section de vote. Sous les Hongrois un gendarme a malmené gravement un électeur roumain. J'ai protesté. Le gendarme a été condamné à trois ans de prison par le magistrat. Maintenant, et je dis ceci avec douleur, car j'ai prouvé mon amour pour la magistrature, les juges falsifient les urnes sachant qu'ils seront amnisties... Un pays, dans lequel l'armée fait de la politique et les magistrats falsifient les urnes, est un pays perdu.» (Adeverul du 2 août.)

Yougoslavie:

Les élections législatives au Monténégro. — La scission dans le parti radical est actuellement au Monténégro plus prononcée que partout ailleurs. Quatre groupes différents posent leur candidature. Jusqu'aujourd'hui, le parti était représenté et dirigé par un comité régional central, sié-

geant à Podgoritza, et imbu des principes de Pachitch. Il avait désigné comme chef de sa liste le Dr. M. Stoyodinovitch, ancien ministre des finances serbes. Le parti de la cour, ou «la Main Blanche», y a constitué un autre organisme appuyé par le gouvernement, et qui a désigné comme tête de liste l'ancien ministre serbe Lyouba Yovanovitch, protégé de la cour. A côté de ces deux listes radicales, il y en a encore deux autres, mais de caractère privé, et dont les représentants sont: le traître national monténégrin Yovan Plamenatz et Thomo Orsovatz, un ancien maître d'école réfugié en Serbie depuis plus de quarante ans. Le parti démocrate a désigné pour diriger la liste de ses candidats un autre traître monténégrin, le fameux André Radovitch qui, pour les deniers de Judas, vendit le premier sa patrie à la Serbie. Enfin vient le parti monténégrin fédéraliste qui, pour des raisons de tactique électorale, se présente aux élections en bloc, avec le parti paysan croate et les minorités macédoniennes.

Magré toute la terreur, on peut escompter la déconfiture des candidats radicaux du gouvernement.

La terreur fait rage. — Le gouvernement Voukitchévitch-Marinkovitch a foulé aux pieds toutes les lois garantissant aux citoyens les droits les plus élémentaires. Dans tout le pays, les partisans des partis politiques d'opposition sont poursuivis, emprisonnés, féroceement torturés. Jamais la liberté personnelle n'a été autant méconnue qu'aujourd'hui. Chaque jour on se demande: «Serai-je emprisonné et torturé demain?»

La classe ouvrière a été mise hors la loi. Le siège du Comité Central des syndicats indépendants a été cerné par de nombreux policiers et mouchard qui fouillent tous ceux qui en sortent, et emprisonnent les «suspects».

Le docteur Voutschinitch a été emprisonné sous prétexte qu'il n'avait pas averti la police de son retour de Niche, bien qu'il se soit présenté au ministère de l'intérieur pour prendre un passeport afin de pouvoir partir pour Vienne dans un but de perfectionnement professionnel. Après son retour de Zagreb, M. Yovanovitch a été emprisonné à Belgrade, puis déporté à Niche. M. M. Delitch et Vidmar ont été également arrêtés pour avoir porté à la poste des affiches électorales publiées il y a trois semaines dans les journaux «La Lutte» et «La Parole des Ouvriers et des Paysans». On pourrait donner une longue liste de noms d'ouvriers et de paysans arbitrairement emprisonnés. La presse prolétarienne est régulièrement confisquée. Les réunions du bloc ouvrier-paysan sont dissoutes et le préfet de Belgrade a interdit toute manifestation et toute réunion en plein air. MM. Lazitch, préfet de police, et Tomitch, commandant de gendarmerie sont partis pour la Macédoine, afin d'assurer les mandats aux ministres actuels et aux généraux.

Les conséquences désastreuses de la sécheresse. — Les masses paysannes souffrent de la famine. La sécheresse a endommagé les récoltes et, d'après les données officielles, la récolte du blé a diminué de 30%, celle du maïs de 50%. Le gouvernement militariste ne fait rien pour porter secours aux pauvres paysans. Le Monténégro, la Bosnie et l'Herzégovine sont particulièrement touchés par la sécheresse, et la population entière souffre déjà de la famine.

Une révolte de paysans. — A la foire du 1er août à Valiévo (Serbie), les paysans refusèrent de payer les taxes de foire. La police usa de la force pour obliger les paysans à payer, mais ceux-ci se révoltèrent et ne cédèrent pas. Les masses révoltées étant plus fortes que la police, cette dernière fut obligée de s'incliner. Les paysans entrèrent dans la ville en criant: «A bas les usuriers! Vivent les paysans!» Ce fait a une importance caractéristique, car ce sont là les premiers symptômes du mécontentement des masses paysannes.

Faits de terreur électorale. — Voici quelques faits tout récents de terreur électorale: A Uskub (Macédoine) la police a arrêté le maire de la ville, M. Chalévitch. A Négotine (Serbie) la police a confisqué, le 13 août, les affiches et les tracts de l'ancien ministre, Docteur Vélizar Yankovitch. A Krouchévatz (Serbie), le même jour, le tribunal n'a pas accepté la liste électorale des ouvriers indépendants sous des prétextes de formalités. A Sarajévo (Bosnie), le 12 août, la police a arrêté tous les signataires de la liste électorale du bloc républicain des ouvriers et des paysans, environ 30 personnes; parmi eux, le Dr. Pritza et M. M. Péchon. A Bakar, Kralyévia, Souchak (Croatie Maritime) le 13, la police a arrêté une vingtaine d'ouvriers et paysans sous inculpation de propagande anti-étatique. Dans le département de Vojvodine, on a arrêté, le 11, le professeur Michel Todorovitch, en tournée électorale sous l'inculpation de «propagande subversive».

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUÊTE BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS ÜBER DIE BALKAN-FÖDERATION

Maximilian Harden

Maximilian Harden wurde in Berlin geboren und erzogen. Betrieb Privatstudien. Begann mit literarischen und Theaterkritiken, welchen soziale Satiren folgten. Im Oktober 1892 gründete er die Halbmonatsschrift: „Die Zukunft“ (Mitarbeiter: Ernst Häckel, Heinrich von Sybel, Lujo Brentano, Franz von Liszt, Balfour, Behring, Adolf Wagner, Fritz von Holstein, Reinhold Begus, Friedrich Paulsen, Schwening, D'Albert, Weingartner, Schnitzler, Hofmannsthal, Thomas Mann, Arno Holz, Ludwig etc.). Die Regierung Wilhelm II. wütete unaufhörlich gegen den unangenehmen Publizisten. Ueberhäuft von Verfolgungen und Anklagen. Dreimal wegen Majestätsbeleidigung verurteilt und eingesperrt. Harden veranstaltete auch öffentliche Vorlesungen über brennende politische Fragen. Dreissigjähriger, unerbittlicher Krieg gegen den Imperator und Rex. Der wirkliche Krieg, jener des Feuer und des Schwerts, brach aus. Die Halbmonatsschrift wurde hundertmal durch die Militärdiktatur konfisziert, einmal für fünf Monate, später für die ganze Kriegsdauer verboten. Erst im Juli 1922 gelang es den Monarcho-Militaristen, Harden für einige Zeit zu entwaffnen. Ein Attentat von drei bezahlten Mördern trug ihm acht Kopfverletzungen zu und zwang ihn, um seine Gesundheit wieder herzustellen, seine seit 1919 wieder erschienene Zeitschrift zu unterbrechen. Die zweite Unterbrechung ist noch nicht zu Ende.

Die hauptsächlichsten Werke Hardens sind: „Literatur und Theater“, „Apostata“ (2 Bände, 20 Auflagen), „Köpfe“ (4 grosse Bände, zwischen 44 und 17 Auflagen), „Krieg und Friede“ (2 Bände, 12 Auflagen), „Deutschland, Frankreich, England“. Und vor allem die bis jetzt erschienenen 120 Bände „Zukunft“.

(Vom französischen Original übersetzt)

In Bosnien, dem von den magyarisierenden Habsburgern besetzten Balkanlande, entsprang nach der Weisung Schuwaloff's der Funke, welcher Europa in Brand setzte und selbst alle Gebiete unseres armen Planeten verbrannte. Dieser kleine Unfall datiert vom Jahre 1914. Aber wie viele albanischen, bulgarischen, moldovalachischen, mazedonischen, serbischen und türkischen Krisen haben vor und nachher den Weltfrieden bedroht, wie oftmal brach das Abzeß Europas (dies ist ein Ausdruck Bismarck's) zwischen der Adria und dem Marmarameere auf. Wer garantiert uns, daß sich morgen nicht wiederholt, was gestern war?

Umsonst suchte man hier wie anderswo Minoritäten, die mit ihrem Schicksal (das an sich fast immer schrecklich ist) zufrieden sind und die Finger der beiden Hände genügen nicht, um die religiösen, rassischen, nationalen und sozialen Probleme zu bezeichnen, welche die Ruhe der Hacmus'schen Halbinsel stören. Haben wir nicht Nationalismen toben gehört, deren Fieber dem Kannibalismus der Höhlenzeit ähnlich war? Ist es wohl des homo sapiens würdig, das Ohr dem Echo der Greuel und Abscheulichkeiten von schamloser Beständigkeit zu verschließen? Das müßige, unbewegliche und durch anderen zugefügte Verbrechen unbeweglich gemachte Zuwarten kann selbst ein unverzeihliches Verbrechen werden.

Der Krieg, der dem Balkan entsproß, hat den Bewohnern desselben seine Früchte nicht versagt. Nachdem er (wie es in Hammond, Indiana, Präsident Coolidge wiederholt hat) der Demokratie zum Siege verholfen, den Autokratismus im Mittelpunkt seines Lebens getroffen, hat er unseren Südosten von drei Dynastien befreit, welche stets auf die geeignete Stunde gelauert hatten, um sich die Herrschaft über die Balkanländer zu sichern. Die Häuser Habsburg-Lothringen, Holstein-Gottorp (welche sich nun mit dem

Rechte der Thronräuber Romanows nannten) und die Söhne Osman's sind hinweggeweht. Seit damals ist der Weg zum Heile offen.

Aber ach, bis jetzt hat man es nicht verstanden, daraus Nutzen zu ziehen. Diese befreiten Massen sind weit entfernt von einer wirklichen Demokratie. Eine der Ursachen glaube ich, ist in der Tatsache zu erblicken, daß diese Massen mit viel größerer Intensität an ihre Nationalität, als an die Freiheit dachten. Aber wie schwer ist es doch, mit sicherer Klarheit, in den so oft mißgestalteten Anhäufungen, in den zufälligen Produkten großer und kleiner Volkseinswanderungen den Ursprung der Individuen und sozialen Gruppen zu untersuchen. Die tausendundeine „endgültigen Statistiken“ über Mazedonien wissen davon einiges zu sagen.

Die Freiheit ist ein reeller Wert, die Sicherung der menschlichen Würde. Die Freiheit zu glauben, zu denken, sich zu bewegen und zu handeln — das ist das erste Ziel. Das zweite: die ökonomische Vereinigung. Das dritte... aber ich fürchte, daß wir wohl Zeit haben werden, die Lebensbedingungen und die Weltanschauungen der United Balkan States (U. B. S.) zu betrachten. Leere Hoffnung, daß die Wachskerze den ruhigen und verschleierte Schritt der reifenden Frucht beschleunigen könnte.

„Balkan-Föderation“, hehres Schild! Wir haben einige dieser Gedanken gekannt. Zum Beispiel jenen von Tcharykoff, den Sultan-Kalifen zum Stand eines ersten Vassals des Herren und Papstes aller Russen zu machen und den Ferdinand Coburg-Tcharys, welcher nach der großen Rolle eines Basileus Simeon trachtete. Der Gegenstand ist nun größer, das Interesse weniger persönlich und daher könnte die Wirkung ernster sein. Aber kann die politische Vereinigung des Balkans wirklich näher erscheinen, als an dem düsteren Tage, wo jener, welcher sich Zar der Bulgaren nannte, sich der Schere bediente, um die ersten Fäden zu zerschneiden.

Drei Dynastien bestehen noch. Weder die Karageorgewitch, gestärkt durch die Ergebenheit der Kroaten vom Schlage Raditch, noch die verpflanzten und sozusagen durch die Reize und Parfums der edlen Blume, der ewig „schönen Königin“ Rumäniens internationalisierten Hohenzollern, noch Boris, der durch die blutigen Hände Tsankoff's & Cie. gestützt wird, weder die einen, noch die anderen werden sich zufrieden geben, Stücke, Teile ihrer königlichen Rechte zu opfern. Griechenland, ungewiß zwischen der Generalherrschaft einer Republik und der Monarchie schwankend, hat nicht aufgehört, in Bulgarien seinen hundertjährigen Feind zu erblicken, noch sich als Kind der Helden Homers und als Erbe der Tugenden Solons, Themistokles und Perikles zu fühlen und sich daher höher zu schätzen, als diese ganze „Slavische Sklavenhorde“.

Fühlen die Völker wohl selbst die Größe der Sache? Ich bin nicht zur Antwort berechtigt....

O, daß sie doch endlich ihren Willen kundtun möchten! Ihr, die Ihr in den großen Ländern Freunde habt und auf berühmte Namen gestützt seid: Macht die Stummen sprechen. Versammelt die Vertreter der fünf Balkanländer, ein Balkan-Parlament, freilich ein illegales Parlament, aber sozusagen ein natürliches. O, möchte es doch, ohne auf dem unfruchtbaren Grabe der Vergangenheit zu verweilen, Beschlüsse über die Zukunft fassen. Es fordere für die Gebiete der fünf Staaten: 1. Gleiche Rechte für alle Bürger, welcher Nation sie auch angehören; 2. Freiheit der Einwanderung und Niederlassung am Orte der Wahl; 3. Religions- und Schulfreiheit, das heißt:

das Recht, Pfarren und Privatschulen nach Bedarf zu gründen; 4. obligatorische, gemeinsame Erziehung während mindestens fünf Jahren für Knaben und Mädchen, um Frauen zu erziehen, die im Stande sind, Bürgerinnen zu sein und ihre zivilen Rechte auszuüben; 5. Vereinheitlichung der verschiedenen Systeme und Zollerate, Niederlegung der ökonomischen Grenzen, die nicht mit den politischen Grenzen zusammenfallen dürfen, welche durch veraltete Herrscher- und strategische Interessen errichtet oder durch blinden Nationalegoismus diktiert wurden; 6. ein freier interbalkanischer Berufungsgerichtshof, vor welchem jeder Bürger, jede Gruppe ihren Fall zur Beurteilung vorlegen könnte und welcher, bis er als Schiedsgericht anerkannt wird, verpflichtet wäre, alles, was ihm als einer Minorität oder einem Individuum zugestoßene Unrecht erscheint, zu registrieren, kund zu tun und weithin zu verlautbaren. Ein einstimmiger oder mit großer Mehrheit angenommener Beschluß über diese sechs Punkte wäre schon ein großer Schritt nach vorwärts. Kein Hindernis sperrt einem Entschluß dieser Art den Weg.

Vergessen wir nicht, daß die Uebel, die Leiden des Balkans im Grunde die ganz Europas sind. Nachdem ich das bald geflügelte Wort von der „europäischen Balkanisierung“ erfunden oder gefunden habe (einen Fund, auf den ich sehr stolz bin), habe ich vielleicht das Recht, zu erinnern, daß wir alle mehr oder weniger an den gleichen Fehlern, den Ursachen einer Amateurchirurgie leiden. Mißhandelte oder gepeinigte Minoritäten, durch zu viele Grenzen, Zolltribute und verjährte Vorrechte verhandelter wirtschaftlicher Fortschritt, der Mangel an wahrer Freiheit, welcher nicht die Idee der Demokratie, in diesem schwankenden Krötensumpf aufkommen läßt: diese Tatsachen beflecken unseren Erdteil seit den Verträgen von Versailles, Saint-Germain, Trianon, Neuilly, welche nach dem Willen von Woodrow Wilson nicht ein Ende, sondern ein Anfang waren. Aus ihnen einen dauerhaften Frieden hervorgehen zu lassen, ist die Aufgabe, welche dem Völkerbund zufällt, welcher nicht verkennen darf, daß Europa sich wird einigen müssen, will es nicht das Museum oder die Flickwerkstatt der Vereinigten Staaten von Amerika werden.

Aus diesem Gedanken können die Balkanvölker Trost schöpfen. Denn wenn wir die Kraft haben, immer das Elend anderer zu unterstützen, schwächt sich diese Kraft schnell unter der Wucht des eigenen Gewichtes. Sich als Vorposten in dem geistigen Kampf gegen die physischen und psychischen Fesseln, unter denen die ganze weiße Menschheit leidet, zusammenzufinden: das wird die unverjährende Ehre des Balkans sein.

Maximilian Harden

Kurt Großmann

Kurt Großmann wurde am 21. Mai 1897 in Berlin geboren. Nach seiner Rückkehr aus der englischen Kriegsgefangenschaft widmete er sich der Kriegsofferbewegung, war drei Jahre lang in derselben führend tätig und trat während dieser Zeit in Fühlung zur Deutschen Liga für Menschenrechte und widmete sich besonders der deutsch-polnischen, bzw. Danzig-polnischen Verständigung. Er nahm an verschiedenen Konferenzen teil und publizierte in den verschiedensten Blättern eine Reihe von Artikeln über dieses Problem und über sonstige humanitäre Fragen. Am 1. Juli 1926 wurde er als Sekretär der Deutschen Liga für Menschenrechte nach Berlin berufen und hat seit dieser Zeit besonderes Interesse dem Balkanproblem gezeigt. Ausserdem hat er stark die Justiz und auch den Strafvollzug im eigenen Lande publizistisch und auch rednerisch kritisiert.

Ihre mir vorgelegten fünf Fragen beantworte ich umso lieber, als mir dadurch Gelegenheit gegeben wird, an autoritativer Stelle zu erklären, welche Wichtigkeit heute wie immer den Balkanproblemen zu kommt und wie erstaunlich es ist, wie wenig Interesse diese in der europäischen Öffentlichkeit finden.

Dies bezieht sich sowohl in politischer als auch in humanitärer Hinsicht. Nur wenige Menschen wissen, welches unsagbare Leiden die unterdrückten politischen Minderheiten auf dem Balkan seit einer Reihe von Jahren zu erdulden haben und wie wenig das Kriegsergebnis von 1914 bis 1918, eines der Demokratie gewesen ist.

Damit bin ich schon zur Verneinung der ersten Frage gekommen, weil die Lösung der mazedonischen Frage eine rein politische gewesen ist und hier wie anderswo das Selbstbestimmungsrecht des Volkes mißbraucht worden ist. Ich glaube nicht, daß unter der jetzigen Balkan-Reaktion die Rechte der Minderheiten geachtet oder garantiert sind. Wenn es möglich ist, wöchentlicher 40 bis 50 Seiten einer Korrespondenz über Gewalttätigkeiten balkanischer Regierungen, sei

es in Bulgarien, Jugoslawien, Griechenland zu füllen, so wird man nicht glauben dürfen, daß hier die Rechte der Minderheiten genügend geschützt sind. Erst jüngst hat die Deutsche Liga für Menschenrechte einen Protest an die bulgarische Regierung richten müssen, in welchem sie sich insbesondere dagegen wandte, daß man sogar die Hilfsaktion für die Hinterbliebenen der politischen Gefangenen zu sabotieren verstanden hat. Auch bereits in der berühmten Denkschrift der Liga für Menschenrechte »Bulgariens Blutstrom«, die in der Öffentlichkeit einen Sturm der Entrüstung über diese Barbarei nach sich zog, haben wir den Beweis, auf welcher außerordentlich niedrigen Stufe die von den jetzigen Balkanregierungen vertretene Kultur steht. Wenn wir unter Kultur verstehen wollen, daß Unmenschlichkeiten, Brutalitäten, blutige Tragödien ausgeschlossen sind, so darf man sagen, daß angesichts der Nachrichten, die auch in Deutschland viel zu wenig bekannt sind, weil die Presse aus vielleicht einmal besonders zu untersuchenden Gründen diese Dinge ihren Lesern nicht anbieten zu können glaubt, nicht ein Deut von Kultur vorhanden ist. Das Leiden der Minderheiten muß beendet werden. Welches der Weg für seine Beendigung ist, diese Frage zu beantworten ist nicht ganz einfach. Das Nationalitätenprinzip spielt heute in der Welt noch eine zu große Rolle. Jede Nation ist eifrig bemüht, ihre Souveränität zu sichern und zu schützen. Jede Nation betrachtet es, wie es so schön heißt, als ein Eingreifen in seine inneren Verhältnisse, wenn sich z. B. Stimmen der Menschlichkeit zum Protest gegen Brutalitäten in irgend einem Lande regen. Sicherlich ist die Mentalität, um diesen unschönen Ausdruck zu gebrauchen, der gegenwärtigen Regierungen an der Situation auf dem Balkan schuld, aber ich wage nicht zu behaupten, daß auch eine weiter links gerichtete Regierung für die Minoritäten die Lösung bringen würde, die sie verdient. Ein Weg ist möglich, nämlich die Grenzen zu beseitigen, die Grenzen, die gezogen sind, sind heute auf dem Balkan so willkürlich wie anderswo. Würden wir eine Sprachenkarte des Balkans uns vornehmen, so müßten wir sehen, daß die einzelnen Nationalitäten so ineinander laufen, daß eine Grenzziehung eine Nonsense darstellt. Aber heute herrschen auf dem Balkan teilweise noch Monarchen und ich muß als eine der dringenden Voraussetzungen der Lösung des Balkanproblems eine Republikanisierung des ganzen Balkans voraussetzen. Man muß versuchen, den Völkern des Balkan klar zu machen, daß ihr Gedeihen davon abhängig ist, nicht acht, zehn oder auch mehr Staaten, die sich gegenseitig befehden, zu haben, sondern einen Staat: die Balkanrepublik.

Ob diese Balkanrepublik, die ich mir vorstelle, föderativ oder zentralistisch aufgebaut sein soll, vermag ich nicht zu sagen. Die Frage des Aufbaues eines Staates muß den Völkern selbst überlassen bleiben. Es kommt eben nur darauf an, den Aufbau so zu vollziehen, daß endlich eine Gesundung des ganzen Balkans und damit auch eine Kultivierung möglich ist. Ich bin kein unbedingter Anhänger einer Föderation, sondern glaube, daß im unitarischen Staatsgebilde das Gedeihen eines aus den verschiedensten Nationalitäten zusammengesetzten Volkes möglich ist, wenn jeder Bürger sich als Bürger des Staates fühlen kann, wenn die Gesetze demokratisch und sozialistisch sind und wenn jeder Balkanbürger von seiner Verantwortlichkeit für den Frieden Europas überzeugt ist. Heute stoßen sich auf dem Balkan noch immer die Interessen der Großen und solange dieses diplomatische Spiel nicht durch das Erwachen der Balkanvölker selbst durchkreuzt ist, wird auch der Frieden in Europa und der Welt nicht gesichert sein.

Kurt Großmann

Dr. Leo Klauber

Dr. Leo Klauber, geboren den 8. April 1890 in Forbach (Lothringen) studierte Medizin auf mehreren Universitäten und nahm als Arzt am Weltkrieg teil. Arbeitete als Assistent an der Berliner Universitätsklinik und ist jetzt als Arzt in Berlin tätig. Sein Gebiet ist hauptsächlich die soziale Hygiene. Verfasser zahlreicher Referate und Aufsätze über politische und sozialsoziale Fragen. Einige seiner grösseren Schriften: „Klassenkampf gegen den Hungertod“, „Am Sterbelager eines werktätigen Volkes“, „Die Not der Ärzteschaft“ (von General Seeckt während der Militärdiktatur in Deutschland verboten), „Der Abtreibungsparagraph“, ferner über „Kolonialpolitik und weisser Terror“.

Das vorige Jahrhundert stand unter dem Zeichen der nationalen, d. h. ethnischen und linguistischen Einigung selbst der kleinsten Völker. Heute ist die Frage die, wie man über die nationalen Grenzen hinweg, entsprechend den weltwirtschaftlichen Gesichtspunkten, Formen zu einem

übernationalen Zusammenarbeiten der noch getrennten Nationen findet.

Selbst bürgerliche Kreise, die heute überhaupt keine umwälzenden Fortschritte mehr entfesseln können, müssen — angesichts der Forderungen ihrer Völker — mit dem Gedanken des Zusammenschlusses mehrerer europäischer Staaten (»Panaeuropa«) kokettieren. Dabei ist es nach der Demaskierung des sogenannten »Völkerbundes« allgemein klar, daß die wirklich freie Zusammenfassung der Völker in einen Brüderbund nur von der wirtschaftlich zur Befreiung strebenden Klasse der Arbeiter und Bauern vollzogen werden wird.

Wie überall in der bürgerlichen Welt, glauben auch große Teile der Balkanvölker noch, in politischen Kämpfen ihre nationalen Interessen gegen den »Landesfeind« vertreten zu müssen und verteidigen dabei unbewußt nur die Profite und Vorrechte »ihrer« in- und ausländischen Exploiteure. Die ursprünglich somatische Stärke und geistige Spannkraft der Balkanvölker wurde durch die dauernden kriegerischen Aderlässe und durch den Raubbau an der Arbeiterschaft so zerrüttet, daß jetzt, nach den Ansichten zahlreicher Gelehrter, der Gesundheitszustand der Bevölkerung beklagenswert tief ist. Sollen denn ewig die arbeitenden Schichten des Balkans zusehen, wie ihr Fleiß, ihre Energie und Genügsamkeit in den kommerziellen und kriegerischen Auseinandersetzungen der weltkapitalistischen Mächte ausgenützt und depriviert wird?

Nein, von unten auf muß der Einheitswille sich immer stärker manifestieren, durch eigene Organe muß über die Grenzen, der zum Teil willkürlich beengten Nationen und gegen den Willen der autokratischen »Führer«, die Arbeiter und Bauernschaft miteinander in Verbindung treten, um nach den Worten von Goethe, »als freies Volk auf freiem Grund zu stehen«, und nach dem Beispiel im Osten, sich die Hände zu reichen zu einem Balkanbund der vereinigten Arbeiter- und Bauernrepubliken.

20. Juni 1927.

Dr. L. Klauber

Bündnisversuche auf dem Balkan.

Die Rede des Herrn Michalacopoulos.

Die Lage auf dem Balkan ändert sich langsam. Jugoslawien und Albanien haben ihre diplomatischen Beziehungen wieder aufgenommen, ohne daß man jedoch wirklich an eine aufrichtige Aussöhnung glauben kann, da das Belgrader Kabinett Achmed Zogu nicht verzeiht, seine eigene Vormundschaft abgeschüttelt und jene Italiens angenommen zu haben. Boris, der König von Bulgarien, macht eine Resie durch Westeuropa, um dort Geld und Unterstützung gegen eine im Innern immer stärker und einflußreicher werdende Opposition zu finden. Rumänien löst sich unter der Herrschaft Bratianus (der umso mehr Herr ist, als der junge König noch sehr jung), aus der faschistischen Verbrüderung, um sich von neuem dem Bündnisse mit Frankreich anzuschließen. Die Türkei erinnert brüsk daran, daß sie europäische Interessen hat und sich nicht als durchaus asiatisch betrachtet.

Keine Regierung der Halbinsel — außer etwa jene Mustapha Kemals, — kann als stabil betrachtet werden. Die rumänische liberale Partei hat sich durch einen Gewaltstreik der Herrschaft bemächtigt und vertritt nur einen Teil des Landes, in dem die Arbeiter durch Klassengesetze und administrativen Druck ihrer politischen Rechte beraubt sind.

Das Kabinett Liaptscheff hat sich eine künstliche parlamentarische Mehrheit verschafft, obwohl sich trotz all seiner Willkür und seiner Machenschaften aller Art, die Mehrheit der Bevölkerung gegen dasselbe ausgesprochen hat. Auch hier wurde das Proletariat durch Ausnahmsgesetze vernichtet.

Es ist nicht anders im Königreiche der Serben, Kroaten und Slovenen, dessen Bevölkerung nächsten Monat zu den Urnen schreiten wird. Wir werden die Szenen sich erneuern sehen, welche sich in Bulgarien und Rumänien abspielten und welche am Balkan traditionell sind. Das heißt, man wird alle jene, welche verdächtig sein werden, das regierende Regime nicht zu bewundern, außer Gesetz stellen, verhaften oder töten. Gegenüber anderen, welche zu kühl scheinen oder deren kritischen Geist man fürchtet, wird man Korruption gebrauchen. Wieder einmal wird man eine der Dynastie Karageorgewitsch angenehme Skuptschina fabrizieren.

Jeder weiß, daß in Albanien, unter dem Protektorat Italiens, welches davon Nutzen zieht, eine wahrhaft persön-

liche Diktatur Achmed Zogus wütet. Auf sich selbst gestellt, würde Achmed Zogu sicherlich zu gewärtigen haben, von einer der in seinem Lande so häufigen Revolutionen gestürzt zu werden.

Die hellenische Regierung ist nicht weniger gebrechlich. Sie stellt eine etwas skandalöse Koalition der bürgerlichen Parteien dar, eine Koalition, in der man Royalisten, wie Metaxas oder Tsaldaris, neben angeblichen republikanischen Führern, figurieren sieht. Es handelt sich für jene, welche in diese Koalition eintraten nur darum, die »Macht und die Würde der Nation«, in der Art der Minister Ruy Blass, zu teilen. Es gibt einen gemeinsamen Feind: das Proletariat, das sich in Athen, Piräus und Saloniki begonnen hat zu organisieren.

Niemand wird ernsthaft behaupten, daß irgend eine der Verbindungen, welche den verschiedenen Hauptstädten Südosteuropas aufgezwungen wurden, ein wirkliches Mandat der Nation hätte. So viele Regimes, so viele plutokratische und Militärdiktaturen. Jede dieser Verbindungen ist übrigens dazu verurteilt, eines Tages brüsk zu zergehen. Die Politiker, welche daran teilnehmen, werden die Ersten sein müssen, das Prekäre ihrer Lage zu erkennen.

Es ist nicht erstaunlich, daß von Zeit zu Zeit der Vorschlag eines Balkan-Locarno dort auftaucht. Die Ministerien, welche übertriebene Rüstungen vorbereiten, sind natürlich versucht, in einem allgemeinen Bündnisse Hilfe gegen die inneren Strömungen, gegen das Erwachen der unterdrückten Massen, der ihres Rechtes zu leben beraubten Massen, zu suchen. Sie würden sich dazu hergeben, eine für ihr Gebiet begrenzte heilige Allianz zu schließen. Sobald man jedoch diese Idee von der Nähe betrachtet, erscheint sie nicht verwirklichtbar.

Am Anfänge dieses Monats empfahl der Außenminister Griechenlands, Herr Michalacopoulos in Athen, vor den liberalen Konservativen eine Gruppierung, welche Jugoslawien, Bulgarien, Rumänien, Albanien, die Türkei und sein eigenes Land umfassen sollte. Da er sich auf das Terrain der Verträge stellt, welche ein ganzes Volk erstickt hatten und nicht den bloßen Willen zeigte, dieses Volk zu befreien, nannte er nicht Mazedonien.

Sofort jedoch, nachdem er einen solchen Vorschlag angepriesen hatte, erkannte Herr Michalacopoulos, daß er unter den jetzigen Bedingungen undurchführbar sei und hatte nur zuviel Grund so zu urteilen. Es ist richtig, daß er aus Klugheit davon Abstand nahm seine Gründe kund zu tun. Wir hätten keine Schwierigkeit sie an seiner Stelle auszusprechen.

Wenn es auch richtig ist, daß die Balkanregierungen gewisse soziale Interessen gemeinsam haben, in allen anderen Gebieten bleiben sie uneinig.

1. Jede der Dynastien — die von Belgrad und Sofia und jene von Bukarest, mißtraut ihrem Nachbarn. Selbst die Familienverbindungen haben diese Zweifel nicht behoben. Diese Dynastien haben sich durch Eroberungen, durch Aufpeitschen des Nationalismus eingesetzt, und alle Verträge, welche eine Hingabe des Ehrgeizes, einen Verzicht auf neue Ausdehnungen voraussetzen, würden sie als für ihre Zukunft schädlich betrachten.

2. Die scharfen territorialen Streitigkeiten bleiben weiter bestehen, wenn sie auch momentan nicht den ersten Platz am Schauplatz inne haben.

Bulgarien wirft Jugoslawien und Rumänien einen Raub vor, welchen es niemals gutwillig sanktionieren wird. Es ist durchaus nicht notwendig, nochmals die unausgesetzten Streitigkeiten zwischen Belgrad und Tirana zu erwähnen. Griechenland und das Königreich der Serben, Kroaten und Slovenen sind seit neun Jahren nicht im Stande gewesen, die Angelegenheit des Freihafens von Saloniki, das heißt, den Ausgang des Letzteren zum ägäischen Meere zu regeln.

Wenn Griechenland, Jugoslawien und Bulgarien einig sind, Mazedonien zu knechten, so will doch jeder den größeren Teil des Landes unterwerfen. Das ist die am meisten zu fürchtende Ursache der Zwietracht.

Man könnte mit diesen Aufzählungen noch fortfahren.

Daß eine Annäherung der Balkanvölker unter einander wünschenswert ist, diese These zu entwickeln, ist hier nicht der Platz, aber Herr Michalacopoulos rennt offene Türen ein, wenn er sagt, daß eine Gruppierung unter der jetzigen Ordnung oder Unordnung chimärisch ist. Nur wenn die politischen Regimes ganz und gar geändert sein werden, wird man die Schöpfung dieser notwendigen Föderation in's Auge fassen können.

Paul Louis

Die Regierung der Mitte in Griechenland

Das oikomenische Kabinett ist liquidiert. Tsaldaris und sein Heerband stehen in Opposition. Die Epoche der kleinen Koalition beginnt. Die verheißene Konzentration aller Kräfte hat nach acht Monaten ein unrühmliches Ende gefunden. Das parlamentarische System ist durchbrochen, die parlamentarische Immunität verletzt. Arbeiterführer schmachten in Gefängnisse oder werden nach unwirtlichen Inseln verbannt. Das regierende Bürgertum hat seinen Plan verwirklicht, die Arbeiter niedergeschlagen. Im Kampfe gegen den Bonapartismus des Pangalosregimes geboren, ist die »oikomenische Idee« im Kampfe gegen die Arbeiterschaft gegen das hellenische Volk zusammengebrochen.

Die Kugeln von Saloniki und Kavalla haben den Massen die Augen geöffnet. Durch die Reihen der Gewerkschaften geht ein Ruck nach links. Die Bauern, die Flüchtlinge sind unzufrieden. Es ist kein Zufall, wenn Herr Sofoulis Forderungen erhebt, die Massenstimmung der Flüchtlinge zwingt ihn dazu, die Auslandsanleihe, die englische Sanierung Griechenlands ist in guten Händen. Die Kreditwünsche des Herrn Kafandaris gehen in Erfüllung. Ein Land, das seine Arbeiter niederschlägt, ihre Abgeordneten verfolgt, findet Gnade in den Augen des englischen Imperialismus.

Ende August fährt der liberale Venizelist Kafandaris nach Genf, nachdem ihm der konservative Venizelist Michalacopoulos den Weg gebahnt hat. Griechenland braucht Kredit. An die Pforten der englischen Herrschaft pochen die Bettlerhände des nationalen Venizelismus. England hat Pangalos zu seinem Agenten gemacht. Englands König Georg empfängt den abgesetzten Griechenkönig. Tsaldaris aber weiß sehr gut, daß das englische Kapital in einer Wiederherstellung des bei uns verhaltenen Königtums augenblicklich keine Garantie für seine Anleihe erblicken kann. Royalistischer als der »König« treibt er Politik auf eigene Faust und sprengt das oikomenische Kabinett, das einst den Segen seines vertriebenen Monarchen empfing. Der Kampf zweier Finanzgruppen um den griechischen Markt hat große Folgen nach sich gezogen. Am inneren Kriege um die Anleihe entzündete sich das Feuer, welches die oikomenische Solidarität verzehrte. Von der Kritik der Anleihepolitik des Kabinetts zur Kritik ihres Budgets, besonders der neuen indirekten Steuern war nur ein Schritt. So kam Tsaldaris in immer schärferen Gegensatz zu seinen ministeriellen Partnern, so entstand Krise um Krise.

Die Verhältnisse in der Armee spitzten sich zu. Der Putschversuch pangalistischer Unteroffiziere war eine ernste Mahnung an das Kabinett, weitere Konzessionen an die alten konstantinistischen Offiziere nicht zuzulassen. Das feige Zurückweichen des Venizelismus vor den monarchistischen Hitzköpfen stärkte die Position der pangalistischen Klopffechter. Das Programm Tsaldaris, das er den Venizelisten aufzwang, die »Entpolitisierung der Armee«, die Unschädlichmachung der »Faktoren«, stärkte den Widerstand der Offiziere und setzte ganze Abteilungen der Armee in immer schärferen Gegensatz zum oikomenischen Kabinett.

Nun sind die »Schwierigkeiten« überwunden. Während ein Teil der Presse die »Volkspartei« mit Vorwürfen überhäuft, begrüßt Michalacopoulos das Ausscheiden der Tsaldaristen als eine Entspannung der Lage, als eine Erleichterung der Geschäftsführung. Metaxas, der General der »freien Meinung« hat die Konjunktur benützt. Als Vertreter gebrandmarkt, von den »Unentwegten« als Venizelist beschimpft, geht er seines Weges. Stück für Stück dringt er vor, Position um Position wird mit seinen Mannen besetzt. Teuer genug hat er freilich seinen Posten als Verkehrsminister bezahlt. Eine Gruppe, darunter der frühere Justizminister, hat sich von ihm losgelöst. Er wird sich damit abfinden. Parlamentarisch ist der Schaden nicht groß. Die alten Geschlechter, die »Tsakis«, sammeln sich aber allmählich im Lager der intransigenten »Volkspartei«. Die bürgerlichen Elemente, Venizelisten und Antivenizelisten festigen ihre gemeinsame Herrschaft, den »Block der Mitte«.

Die Emissionsbank ist geschaffen, Ersparungsmaßnahmen sind beschlossen. Das Kabinett Zaimis hat allerdings eine wichtige Frage noch nicht geregelt. Die Tsaldaristischen Prefekten harren der Ablösung. Werden sie durch zuverlässige Republikaner ersetzt werden oder wird man sich damit begnügen, wenn sie aus der »Volkspartei« zur »Freien Meinung« desertieren? Zaimis ist jedenfalls nicht der Mann, der imstande wäre, die Reorganisation

der Verwaltung zu erzwingen. Dieser alte Lakai Englands fühlt sich lediglich als »ehrlicher Mittler« zwischen den liberalen und konservativen Venizelisten, der republikanischen Union und General Metaxas. Ein Mittler, der jedem einen Anteil an der Beute sichert, ist ein geeigneter »Kabinettschef«, aber ein unmöglicher Innenminister nach der eisernen Herrschaft Tsaldaris'.

Während durch das Ausscheiden der »Volkspartei« die Macht des Blockes der Mitte gestärkt wird, ergeben sich außenpolitische Schwierigkeiten. Der Pangalosvertrag mit S. H. S. wurde von der Kammer energisch abgelehnt, er wird nicht ratifiziert werden. Zu den inneren Krisenerscheinungen werden nun durchaus ernste Differenzen mit den Nachbarn kommen. Schon bemüht sich die »ORIM« Protogeroffs vorläufig nur in Genf die mazedonische Frage aufzurollen, um im Dienste Liaptscheffs und Boris Coburgs die Teilung des Balkans einer blutigen Revision zu unterziehen. Augenblicklich suchen gewisse bulgarische Kreise sogar eine Annäherung an S. H. S., um gemeinsam ihre mazedonischen Träume zu verwirklichen — auf Kosten Griechenlands. Diesem Umstande ist es auch zuzuschreiben, daß auf einmal ein Gericht verbreitet wird, als ob zwei Großmächte im Interesse der »Konsolidierung des Friedens auf dem Balkan« die Wiedereinsetzung des Exkönigs Georg gefordert hätten. Die alte Parole der »Volkspartei«, die Volksabstimmung über die Regierungsform, soll so in den Augen der Massen eine »höhere Sanktion« erhalten.

Das Attentat gegen »König« Georg in Kikinda (Siebenbürgen) wird zu einer energischen royalistischen Propaganda verwendet. Dem objektiv urteilenden Menschen erscheint die ganze Sache etwas dunkel. Daß der »König« die Freilassung seines Feindes forderte, erhält eine ganz andere Bedeutung, wenn man erwägt, daß der Attentäter auf vier Meter Distanz mehrere Schüsse abfeuerte, ohne zu treffen. Nach englischen Meldungen wollte der abgesetzte König nach Beograd fahren, um zwischen S. H. S. und seinem »undankbaren« Vaterlande zu vermitteln — eine wahrhaft naive Annahme. Georg wollte nach Beograd, um zum zweiten Male den Versuch zu unternehmen, gestützt auf die Waffen des »Landesfeindes«, seine Restauration vorzubereiten. Georg ist imstande, seinem Verwandten, König Alexander, ganz Mazedonien und Trazien »abzutreten«, das er nicht besitzt. Die landfremde Dynastie ist stets bereit, griechische Interessen an das Ausland zu verschachern. So war es auch jetzt der Fall. Hätte wirklich ein griechischer Patriot die Waffe gegen seinen »Landesherrn« erhoben, seinem Hochverrate an Staat und Volk zu begegnen, so wären die Kugeln auf vier Schritte Distanz nicht daneben gegangen! So kann die Annahme nicht abgelehnt werden, daß das Attentat von Kikinda »bestellte« Arbeit gewesen, bestellt vom Exkönig selbst.

Die monarchistische Hochkonjunktur, welche nun angebrochen zu sein scheint, kommt darin zum Ausdruck, daß beharrlich in der regierungstreuen jugoslavischen und tsaldaristischen Presse, die Wiedereinsetzung des Prinzen Wied in Albanien propagiert wird. Georg in Athen, Wied in Tirana als Zupane der Dynastie Karageorgewitch, das ist die Königsidee Alexanders und seiner besoldeten Agenten.

Die »Regierung der Mitte« sieht tatenlos den kommenden Gefahren entgegen. Sie beugt ihre Knie vor Mussolini, der 20 % des griechischen Volkes des Dodekanesos außer Landes trieb, sie huldigt dem englischen Imperialismus und überläßt den Schutz der Republik, der »Charte der Nation« den Gläubigern des Landes, welche in der gewaltsamen Rückberufung der Dynastie eine Gefahr für ihre Gelder erblicken.

Feinde stehen vor den Toren! Feinde stehen im Inneren des Landes! Statt durch großzügige Sozialpolitik die arbeitenden Massen zu gewinnen, statt durch eine Agrarreform die Flüchtlinge zur Aufbauarbeit des griechischen Landes heranzuziehen, setzt das Ministerium den Forderungen der Zeit ein starres Nein entgegen! Das »Kabinet der Mitte« hat es sich selbst zuzuschreiben, wenn der doppelte Druck von außen und innen so geringen Widerstand findet. Wenn man den hungernden Tabakarbeitern Kugeln statt Brot sendet, wenn man die Charte der Hellenen selbst mit Füßen tritt, dann untergräbt man das Fundament, auf dem die griechische Republik ruht.

Melingos

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

МЕМОАР

ВЪРХУ ПОЛОЖЕНИЕТО НА ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

представен

на третия конгрес на националните малцинства в Женева

От 22 до 24 август т. г. заседаваше в Женева конгреса на националните малцинства. На него беха представени националните малцинства главно в централна Европа. Потиснатите балкански народи немаха там свои представители. Те не можаха и да имат такива. Основите на които почива организацията на националните малцинства, която тая година държа своя трети конгрес, са такива, че изключват участието там на представители на балканските потиснати националности. При невъзможността да изложат своето положение чрез свои делегати и да предявят своите искания, македонци, албанци и добруджанци са представили там един колективен мемоар на френски и немски езици. В редакцията ни се получи по един екземпляр от тоя мемоар. Поради големата важност, която той представлява, ние го публикуваме изцяло в нашия вестник. Ред. Б. Ф.

Въпроса за положението на националните малцинства след войните взе характер на една проблема от международен мащаб. Обявената за освобождението на угнетените народи война свърши с образуването на нови държави и с увеличението броя на потиснатите националности, както и на техните населения. Малко са за сега държавите в Европа, в които нема национални малцинства. Техното число е различно в разните държави. Има държави в Европа, особено в централна и юго-източна Европа, които броят до 7—8 националности, като национални малцинства. Тия националности от три години насам са се организирали, где повече — где по — малко, и държат ежегодно своите съвещания. Националностите от Балканите не беха представени в вашите конгреси, а и като че ли съгласно статутите на организацията, която вие представлявате, тия националности и специално некои от тях, не могат да бъдат представени в тях. След всесветската война и последвалите я мирни договори в балканските страни се създаде тажво положение, че те не биха могли да участвуват в вашата организация, следователно и в вашия конгрес с свои пълноправни делегати, защото условията за националните малцинства в тия държави са такива, че те не могат да имат свои легални организации, не могат да имат легално, т. е. по силата на съществуващите режими в тия страни, свои избрани представители и това, по простата причина, че на тия малцинства не се позволява, като националности, да имат свои национални организации. Като така, ние представителите на не-легално съществуващите организации в балканските страни се явяваме представители на тия националности и техни изразители и като такива отправяме настоящия мемоар до вашия конгрес.

Държавите победителки в световната война, които наложиха на победените държави в 1919 г. в разните предградия на Париж своите условия, тий наречените мирни договори, виждайки, че съгласно тия договори десетки милиони хора се лишават от правото, естественото право на всека националност, на национално, политическо и културно съществуване, и имайки пред вид, че тия националности, лишени от каквото и да е покровителство относно техната националност, всекога ще бъдат недоволни, че те ще бъдат надхвани с едно силно чувство на бунт, следователно мира, който установяваха рискува в най — скоро време да бъде нару-

шен, особено като се вземе в внимание, че в много държави националните малцинства съставляват фактически болшинството от населението, — решиха да предвидят в своите договори за мир клаузи за покровителство на националните малцинства. Тия клаузи в мирните договори имат силата на закон за подписавшите ги държави, като последните се задължават да приспособят своите институти в духа на справедливостта и свободата и да дадат на всеки жител в техната територия сигурни гаранции за това. Подписавшите мирните договори държави заявиха, че осигуряват на всеки гражданин пълна защита на неговия живот и свобода, еднакви граждански и политически права с другите граждани, т. е. с тия принадлежащи, към »господствуващите нации«, както и това че му се гарантира да има своите културни права и пр. Защитата на тия права се поставяше под гаранцията на Обществото на народите, а международния арбитражен съд бе определен да разрешава споровете, които и в тая област биха възникнали.

Какво става обаче в действителност.

Обществото на народите отказва да влезе в своята роля, да застави държавите подписавши тия задължения относно националностите — да ги приложат. И тоя отказ на Обществото на народите застави националните малцинства в некои държави в Европа да се организират за да защитят те самите своите интереси. Самото съществуване на вашата организация, която представлява няколко десетки милиони души национални малцинства, показва, че и по отношение на малцинствата, които вие представлявате, не се прилагат горепоменатите клаузи от мирните договори.

Тая година вие държите вашия трети конгрес, където на вероятно ще гласувате резолюции за изпълнение клаузите на мирните договори. Ние, които не участвуваме в вашата организация и следователно не можем да имаме наши представители в вашия конгрес, бихме искали да привлечем вашето внимание върху положението на потиснатите народи в балканските държави, да скицираме в кратки черти непонясаното положение, в което те се намират и да ви молим да се занимаете с него и да вземете съответна резолюция. Настоящия мемоар е подписан от четири национални организации, които се борят, по революционен път, за освобождението на своите народи (ние споменахме и по-горе, че друг път за борба ние немаме); също тажво или подобно на това е и положението и на останалите националности на Балканите. Ние можем да уверим вашия конгрес, че положе-

нието на бесарабци, евреи, украинци, немци, унгарци, хървати, словени, бошняци, черногорци, тракийци, турци и други националности, населяващи Балканския полуостров, е такова както на националностите, които ние представляваме; много малко са националностите на Балканите, които са третираны малко по-добре от тях, чиито изразители сме ние.

Ние ще се постареем да скицираме положението на националностите, които представляваме. Ето какво е то:

Македонци.

Македония е страна, която заема около 65.000 кв. км. и граничи на изток с р. Места и планините Родопи, на север, северо-изток и северо-запад с планините Рила, Осогово, Черна-Гора и Шар, на запад с планините Кораб и Бигла и на юг с планините Пинд, Олимп и р. Бистрица и Егейското море.

Населението ѝ достига 2.300.000 души. До преди балканската война от 1912 г. Македония спадаше в турската държава. Макар и до 1908 г. македонското население да беше лишено от политически свободи, — такива то доби след младотурската революция от 24 юли 1908 г., — но това население и при режима на кървавия султан Абдул Хамид се ползуваше с своите културни права. Всички народности населяващи тая страна имаха свои училища, свои библиотеки, свои културни институти, свои храмове. След войните от 1912/13 г. — началото балканските държави: България, Сърбия, Черна-Гора и Гърция образуваха съюз против Турция, а по-късно, при дележа на плячката, те се разкараха и воюваха помежду си, а именно Сърбия, Черна-Гора и Гърция, към които се присъединиха и Ромъния и довчерашия техен противник Турция против България — след тия войни, казваме, на Букурещкия конгрес, в юли 1913 г., Македония беше поделена, между Сърбия, Гърция и България, като около половината от нейната територия взе Сърбия, $\frac{3}{10}$ — Гърция и $\frac{1}{10}$ България. След всеевропейската война, станаха известни промени в нейното поделване, като Струмицката околия беше взета от България и дадена на Сърбия.

Положението в трите части на Македония, която беше »освободена от балканските християнски държави« е следното:

В Македония под сръбско иго всички белградски правителства, които са управлявали, безразлично какви са били общите тенденции в техната вътрешна и външна политика, са преследвали по отношение на македонците една и съща политика: да изменят националния характер на тая страна, да асимилирам и денационализират нейното население. За постигането на тая цел, тия правителства прибегнаха към най-отвратителните средства и това те вършеха пред очите на представителите на европейските велики сили. Македонския народ, т. е., всички националности, които живееха и живеят там и от чието име ние говорим: българи, албанци, турци, евреи, аромъни, гърци, цигани, са лишени от всекакви политически и граждански права. Всички сръбски правителства тех са третирали и продължават да третират като сърби и то: българите като чисти сърби, т. е. не само по народност такива, но и по култ, турците и албанците мюсюлмани като сърби от мохамеданско вероизповедание, евреите като сърби израилтяни, а гърците и аромъните, които са в голямо малцинство, няколко десетки хиляди души, поради политически съображения, бидейки в приятелски отношения с Гърция и Ромъния, се третират като единствени национални малцинства в тая страна.

Македонския народ е поставен въвн от законите. Арести, изгонвания, побои, мъчения, тежки присъди, много често смъртни присъди, убийства, това е обикновено явление там. Там се вършат и масови убийства. В 1923 г. беха убити с картечници, 29 селяни от село Гарван, Радовишка околия. Занданите не само в Македония, но и в цела Югославия са препълнени с Македонци. Общо, в югославянските затвори се намират 7.500 души македонци, мнозина от които се намират в предварителен арест. Терора в тая част на Македония е едно от средствата, с които всеко сръбско правителство до сега е упражнявало и то не само чрез своята войска, полиция, жандармерия, но и чрез бившите и настоящи четници, като Пекаянец, Тръбич, Камалалиев и стотини други палачи. За да изменят етническия характер на страната, сръбските правителства заселиха и продължават да заселват на земите на македонските селяни колонисти сърби и то такива лица, които се явяват в Македония не само експроприатори на земите на македонските селяни, но и агенти в прокарването на техната денационализаторска и империалистическа политика. Тия колонисти за македонското население са това, което беха преди едно столетие кърджалиите на Балканите. Сръбски депутати от демократическата партия, която

сега участвува в управлението на страната, неотдавна заявиха: В Македония се управлява както преди 600 години.

Що се отнася до положението на македонския народ в културно отношение, ние ще приведем само една малка статистика, която говори повече от всичко друго в това отношение. Когато тая част от Македония беше под Турция, македонците от българска националност имаха там: 641 училища, от които около 40 прогимназии и 4 гимназии, 1013 учители и учителки, 37.000 ученици и ученици и 761 черкви с 839 свещеници. Сега всичко това не съществува. Турската националност имаше свои училища; албанците също. Сега почти всички турски училища са закрити, а албански училища нема никакви.

Погледнем ли на икономическото положение, в което се намира Македония под сръбска власт, то ще видим, че градове, които по-рано се развиваха бърже и населението живееше сравнително в благосъстояние, сега са в пълнен упадък. Много градове, с селата около тех, са лишени от своите естествени дебушета, а такива са: Битоля, Дебър, Прилеп, Тетово, Гостивар, Кичево, Велес, Кавадарци, Шип, Радовиш, Струмица, Дойран, Гевгели, Куманово и даже Скопие.

Сръбските правителства правят всичко възможно за да разорят и икономически македонското население. По-големата част от селяните са без земя. Аграрната реформа, която сръбското правителство изработи преди 7 години не се прилага. Нещо повече. То отнима земите на македонските селяни и ги дава на колонисти и на бивши министри, бивши депутати, бивши и настоящи чиновници, офицери и четници. Но то не спира тук. То ограбва труда на производителите на тютюн, като чрез своята дирекция на монопола купува тютюна от производителите по 5 до 12 динара, а най-доброкачествения тютюн, по 24 динара кгт., когато той струва на самите производители минимум 30 динара. Същото нещо това правителство върши изобицо по отношение и на другите земеделски произведения. Труда на селяните които съставляват 92% от целото население там, се ограбва по всевъзможни начини: чрез обикновен грабеж, чрез принуждаване да продават своите произведения на цени по-ниски от производствените разходи, които те са направили, чрез всевъзможни данъци, берии, глоби и най-сетне чрез рушевет, които е нещо обикновено там. Разорен селянинатова се отразява и на положението на градското население. В градовете големи работнически маси са без работа, те буквално умираат от глад. *Маса работилници и ателиета са затворени. От м. януари до март т. г. са затворени над 600 дюкяна, работилници и ателиета. Занаятчи и търговци прекарват една невиджана до сега криза. Кредити от държавните банки те не получават, поради което те са принудени да заемат пари от разни лихвари, на които плащат до 120% лихва. От такива кредити са лишени даже тия от македонските търговци, които са подръжници на сръбските правителства.

Политиката на сръбските правителства в Македония, това е политика на безправие, терор, грабеж. Тия правителства гледат на Македония като на колония; те третират македонското население така, както големите империалистически държави третират колониалните народи.

Разглеждаме ли как живее македонския народ под гръцко иго, то ще констатираме, че той се намира в същото положение: по отношение на него се прилагат същата система, същите методи. Гръцките правителства прогониха турците от Македония, след като предварително ги ограбиха; на евреите те правят редица претявствия, за да ги заставят да се изселят; гонят и българите. Те ги гонят по два пътища: незаконно, като ги малтретират, арестуват, осъждат на големи наказания, заточават в островите, убиват. Случаите в Солун, Кавала, Драма, Лерин, Бутим и Търлис, където беха разстреляни 17 души македонски селяни — всичко това е известно, за да нема нужда да се спираме тук. Те ги гонят и на »законно основание«, т. е. по силата на един престъпен, жесток и варварски договор, сключен между българското и гръцко правителство за некакво уж доброволно изселване на населенията. Съгласно тоя договор, изгонени са, голи и боси, от своите родни места, десетки и десетки хиляди македонци. Тия нещастници, които имаха своята прехрана в своите градове и села, от години насам скитат из България, мизеруват, умираат от болести, понекога и от глад; те са изтощени и без средства за живеене и българското правителство, което дава вид, че се грижи за тех, което издействува и един международен заем за бежанците, се старее да използва нещастното на бежанците за своята политика.

Разлика в отношенията на гръцкото и сръбско правителства към македонските националности нема. Тия националности в Гърция, до колкото още такива са останали, се

третират като роби. Политическо безправие, икономически гнет, административен произвол и терор, изгонване, затвор, заточение, убийства — ето в какво положение тия националности се намират. И в тая част на Македония има разни банди, като тая наричаща се »македонски юмрук»; това са правителствени емисари, като капитан Стефан и неговите акодити, които ходят от село на село и тероризират и избиват населението. И тук има корупция на чиновници, жандари, полицаи, офицери. И тук има колонисти, само че в по-голям мащаб. От прогонените гръцки селяни, работници, занаятчии, търговци и интелигенти от Мала-Азия, източна Тракия и България, които се изчисляват на 1.400.000 души, половината са настанени в Македония. Гръцките правителства използват тия бежанци в своите политически борби. Тех те требваше да настанят, но не като обрабат земите и прогонят местните жители от техните родни места, а като посегнат на едрите землевладения, черковните и монастирски имоти и като вземат от гръцките капиталисти средствата за техното настаняване. Гръцките правителства настаняваха бежанците, но това ставаше всекога за сметка на местното население — гръци, българи, албанци, турци, евреи. Ние бързае да прибавим; ние не сме против гръцките бежанци, те не са врагове на местното население, те са братя на македонските селяни, работници, занаятчии, търговци, интелигенти. Но ние протестираме против политиката на денационализация, асимилация и угнетение на гръцките правителства спрямо местните не гръцки националности и тая на угнетение спрямо местните гръци, като за нейното прокарване си служат с нещастните бежанци и по тоя начин раздухват вражди между разните националности в Македония.

Положението на македонския народ в културно отношение е такъво, както и в Македония под сръбска власт. Тук също така ние ще дадем статистически данни за това положение. Що се отнася до българската националност, то в 1912 г., македонските българи имаха в тая част на Македония: 340 училища, от които около 20 прогимназии и 6 гимназии, 750 учители и учителки, 19.000 ученици и ученички, 378 черкви с 300 свещеници. Всичко това сега не съществува вече. Турски училища и молитвени домове — също така не съществуват. В Македония под Гърция, въз основа на престъпното споразумение в Лозана за размената на населението, не са останали вече никакви турци.

Ако разгледаме положението в частта на Македония под българска власт, то ще констатираме, че тук положението е различно от това в Македония под сръбска и гръцка власт. Македонските турци и гръци, които по-рано живееха в тоя край, беха прогонени. Живущите в тая част на Македония жители, понеже са от българска националност, се ползуват с културни права. Те имат своите училища, черкви и пр. И това е единствената разлика между положението на македонците под Сърбия и Гърция и това на македонците под България. В всеко друго отношение, положението на македонците в тая част от Македония не се различава от това в частите под Гърция и Сърбия, а в някои отношения то е даже по-лошо.

Политическия режим, който съществува в Македония под българска власт е един от най-тираническите, какъвто съществува в света.

Сегашния режим в цела България е тиранически, престъпен, но в частта на Македония под България, той е варварски, в пълната смисъл на думата. Това е ни повече, ни по-малко от една сатрапия на българското правителство, което упражнява своята сатрапическа власт главно посредством македонци, които са се организирани в една организация, наречена Вътрешна Македонска Революционна Организация, начело с Иван Михайлов и генерал Протогеров.

В Македония под властта на българските кървави фашисти населението не се ползува с никакви политически и граждански права. Свобода на печата, на събранията, на сдружаванията, на словото — това е нещо непонятно в тоя край. С тия права се ползуват само една група хора, поддржани от българското правителство, които са наседнали върху гърба на местното население, което третират по-зле и от робите в Азия и Африка. Там не се позволява получаването даже на вестници, които легално излизат в България. Там се преследва всеко лице, което не поддържа властта на българските фашисти и на техните орждия — Протогеров и Ив. Михайлов. В тоя край населението нема абсолютно никаква възможност, през време на избори, да прояви своята воля. През време на последните законодателни избори, 29 май т. г., в тая част на Македония не се позволи заверяването на каквато и да е листа на опозиционни български политически партии; единствената листа, за която беха заставени да гласуват избирателите в тоя край, беше листата на правителството

Лячев, наложена там от главорезите Ив. Михайлов и Протогеров. И за да въведат в заблуждение общественото мнение в България и главно в чужбина, те назоваха своята листа »общогражданска«.

През последните няколко години в тоя край се извършиха маса злодеяния. В 1923 г., след насилственото събаряне на правителството на Стамболийски, беха убити там 100 души македонци, през септември същата година беха убити 110 души и в 1924 г., пак през септември беха убити 160 души деятели — едни от най-известните водители на населението през време на турското управление; през май 1925 г. беха убити 80 души селяни, работници и занаятчии в неврокопско, само защото тия хора беха заподозрени, че са политически приятели на известния македонски революционер Тодор Паница, когото тая банда уби в Бургтетър в Виена; през август същата година беха убити 28 души селяни в Горна-Джумайска околия. Убийствата са станали едно обикновено явление в тоя край. Ние не говорим за побойте, насилията, арестите, мъченията, които се вършат всеки ден над населението.

Що се отнася до икономическото положение в което македонските българи от тоя край са поставени да живеят, то това положение е едно от най-трагичните. Мизерия, глад, безработица, скъпотиия на продукти, които се внасят там и са от ежедневна консумация, ниски цени за продажба на най-важните произведения на местното население — главно тютюна, които се определят и палатат от тютюневите компании, чито главни агенти в оградането труда на населението са хора принадлежащи към Протогеров и Ив. Михайлов, ето какво е положението на македонците под българско иго.

Албанци.

Албанците от Косово под сръбско иго. — Оттатък албано-югославянските политически граници се простират една обширна област, която граничи с Нови-Пазарския санджак, Черна-Гора, Сърбия от преди балканската война и Македония; тая област се казва Косово.

Тая област, която съставляваше западната част от Илирия, преди и след завладяването на Балканите от римляните, която беше страшно опустошена от великото нашествие на варварите и постепенно завладявана от византийци, сърби и турци, продължава и днес да съществува като албанска страна; от няколко вековното чуждо робство там са останали сега само няколко черкви, много джамии, пространни гробища с гръцки, сръбски, турски и арабски надгробни надписи!

С своято неунищожима етническа физиономия, с своите 54 албански революции, водени в болшинството си против турското владичество, с своята здрава социална и политическа организация, способна да превърне в фикция суверенитета на турските султани, които са управлявали цели векове, населението от Косово има всички основания да отхвърли по един категоричен начин всички формирани и разпространявани от страна на неговите врагове, още от 1854 г. претенции.

В продължение на повече от пет века фиктивно турско робство (1389—1912), историята е записала в своите страници едно голямо албанско движение, което е имало за цел освобождението на Косово. Тая страна беше послужила като централна ос на освободителното движение на албанския народ от турското робство (1880—1912) и само два месеци преди балканската война, албанските революционери от Косово нанесоха смъртоносен удар на турската мощ.

Косово бе отнето от Албания от Лондонската конференция през 1913 г. в полза на Сърбия и Черна-Гора, само с оглед да може да се загради пътя към близкия Изток на пангерманизма; тая страна бе включена в Югославия през 1919 г. по следните причини:

1. Франция имаше нужда да се осигури с един силен съюзник за да може по-добре да се запази от една Германия, която би искала да си отмъсти.

2. Англия чувствуваше необходимостта да отстрани Италия от Средиземното море, като я тласне в Адриатическото море и на Балканите.

3. Италия, настанена веднаж в Валона, чакаше развитието на събитията, за да може един прекрасен ден, като компенсация, да заграби и другата половина на Албания.

Този крайно престъпен манталитет на силите победителки от 1919 г., докара нещастна Албания до критическата фаза на фамозния Тирански пакт от 29 ноември 1926 г., създаде в Косово един от най-плачевните робски режими: систематически убийства, стотици разрушени села, конфискувани имоти, маса грабежи придружени с убийства, насилствено емигриране на населението към различни

страна, колонизиране с врангелисти на тѣй изоставените земи — ето какво е положението там от девет години насам.

Това трагично положение на населението в тоя край, подкрепено с една неопровержима документация, е било редовно излагано пред великите сили в 1919 и 1920 г. и пред Обществото на народите в 1921, 1924 и 1925 г.

Политическият резултат на всичко това е бил нула.

Всичко е било изпратено в архивите и библиотеката на Обществото на народите.

А още по-лошото е, че през 1924 г. Югославия, в стремлението си да завърши още по-добре своето дело на разрушение в Косово, още веднаж си осигури ценната подкрепа на Англия и Италия за да наложи на Албания сегашната диктатура на Ахмед Зогу, който от повече две години насам тероризира страната и унищожи нейната политическа и економическа независимост.

Положението на албанците под кървавия режим на Ахмед Зогу е известно на всички. В Албания сега цари най-страшния деспотизъм. Чрез терор, насилия, убийства и с подкрепата на английския и италианския империализъм, Ахмед Зогу държи в робство цялото население. Неговата сила се състои в щикове на неговите наемни убийци. Под владицеството на Ахмед Зогу се намира не само населението от Албания, но тѣй също и ония албанци от оная част на Косово, която е присъединена към Албания. Това население е изложено на един особен терор: преследванията, произволите и даже убийствата са станали там обикновено явление.

Положението на албанците от Чамерия, на брой повече от 50.000 души, заробени от Гърция през 1913 г., много малко се различава от това на албанците, които живеят в Югославия и Албания.

Добруджанци.

Жестоката несправедливост извършена спрямо свободата на Добруджа с тѣй наречените мирни договори, разкри един период на тежко робство, на пълно политическо, културно, гражданско и национално обезправяне за добруджанското население. Режима, който ромънските управници установиха в Добруджа, се явява не само едно флагрантно нарушение на договорите за защита правата на малцинствата, но той е в пълн разрез с най-елементарните изисквания на международното право и отрицание на всека справедливост и човечина. Всички ромънски правителства, несмущавани от каквато и да е интервенция, са провеждали и провеждат своята денационализаторска политика в Добруджа с най-варварски и крути способности. Чрез една форсирана колонизация, извършваща се изключително за сметка на местното население, тия правителства се стремят да променят нейния етнически характер.

Добруджа и до днес не се управлява по общите закони на Ромъния. В нея царува неограничения административен и полицейски произвол, като политическите свободи и гражданските права на населението са сведени до последен минимум. Всека културна и обществена дейност на населението, което се състои главно от българи и турци, съставляващи абсолютното болшинство в страната, се таксува от всевластната Сигуранца като застрашаваща държавната сигурност. Чисто културни, просветни, даже спортни организации се разтурват под подобен претекст. Всички училища на тия националности в селата са закрити, техното съществуване се търпи само за форма в градовете, обаче на тех е наложен такъв режим и такъва училищна програма, че ги превръща в ромънски училища и прави невъзможно бъдещето им съществуване. Българските църкви по селата не съществуват вече, а в градовете е наложена смесена служба — с ромънски и български свещеници. Чрез един изключителен закон се урежда въпроса за ромънското поданство на националностите в Добруджа, макар че това поданство им е признато по силата на мирните договори. Ромънската власт успе да прогони добруджанската интелигенция, учителите и свещениците и продължава да задушва всеки глас на протест в техната среда.

Културното и гражданско обезправяне на добруджанското население, върви ръка за ръка с неговото все по-тежко и по-тежко икономическо заробване.

Макар и да са изменили повече от осем години от свършването на войната, Добруджа продължава да се държи под ударите на едно изключително военно положение, което взема често формите на пълна военна окупация, като населението се принуждава да изхранва войсковите части. Под закрилата на тоя изключителен режим, необичайно широки размери вземат грабежите, изнудванията, рушветите, незаконните реквизиции, ангариите — използване безплатно труда на населението, като по тоя начин силно се разстройва поминъка на добруджанското население.

Една остра стопанска криза настъпи за Добруджа, най-вече с внесения хаос в областта на земеделското стопанство, поради така наречения »закон за проверка на документите за собственост«. На базата на тоя закон, предствалващ една юридическа чудовищност, ромънската държава устройва един нечуван за историята на Европа грабеж, като отнема безвъзмездно една трета част от земите на добруджанските селяни. Тоя варварски закон се прилага по такъв начин, че се отнема не само едната трета, но изцяло и напълно земята на близо 30% от селяните, под предлог, че немаат редовни крепостни актове. Добруджанските селяни са хвърлени в страшно отчаяние поради факта, че тая година, когато закона взе едно широко приложение, се отнемат земите им заедно с самите посеви, като ограбват по този начин една част от техната реколта — плода на непосилния им едногодишен труд. На заграбените земи, се настаняват колонисти-ромъни и аромъни, които една добре организирана пропаганда на ромънските правителства извлича из гръцка Македония. Повече от 6.000 семейства на ромъни и аромъни кучовласи са настанени вече, а техния брой постоянно расте. С помощта на колонистите, ромънските управници раздухват остро националните вражди в интереса на своята политика на пълна денационализация на Добруджа. Все из пътя на тая политика, в Добруджа се устройват провокации и кървави погроми над мирното население.

Ето по-главните от тях:

През 1924 г. в село Асфаткойо беха убити 5 души; през февруари 1925 г. в село Малка-Кайнарджа беха убити 4 души; през май 1926 г. в селата Гарван, Попина, Шахинлар беха убити 25 души; на 4 юли 1926 г. в селата Старо-Село, Сеново, Дайдър и Денизлер беха убити 47 души; през октомври 1926 г. в село Азайлар беха убити 2 и ранени тежко 4 души; през юли 1927 г. в село Айдемир беха убити 1 и тежко ранени 2 души. Между числото на убитите има жени, деца, старци, учители и един български свещеник. Тия кървави погроми са придружени с масови арести и изтезания над добруджанското население, една голема част от което е преминало през ромънските затвори, а и днес се държат няколко хиляди добруджанци из затворите, в своето болшинство без всекакви съдебни присъди.

Тоя тиранически и нечуван жесток режим на ромънските управници в Добруджа, предствалва една постоянна опасност за нови и по-кървави погроми над мирното добруджанско население. Тоя режим предизвиква един непрекъснат бежански поток на добруджанското население — на българите, до днес около 40.000 души, към България, на турците, около 20.000 души към Турция. Една близо 60.000 маса е принудена да емигрира из Добруджа и да изпита всички ужаси на бежанското тегло, да бъде изложена на глад, болести, израждане и явна смърт.

Културно и гражданско обезправени, национално потиснати, икономически заробени, добруджанските народни маси са застрашени и в самото свое съществуване от варварската политика на ромънските управници в Добруджа.

*

Ето в кратки черти положението на националностите в Македония, на албанците в Косово, Гърция и Албания и на тия в Добруджа. Положението на другите националности в балканските държави е същото или почти същото.

Сегашните фашистки, милитаристични и реакционни правителства на Балканите не ще изменят това положение. Обществото на народите не направи до сега нищо, абсолютно нищо за да се измени това положение в балканските държави и да се създадат условия на човешки, политически, национален и културен живот на Балкана. То продължава да бъде нем зрител на всички издевателства над балканските народи.

Това, което днес става в страните, от чието име говорим, с право може да се назове един безподобен скандал за цивилизована Европа. Ние сочим днешните балкански правителства, без разлика, за главни виновници за тежката участ на потиснатите народи на Балканите, а също тѣй голема отговорност пада и върху великите европейски държави за днешното непоносимо положение в балканските страни.

Вашите усилия до сега не дадоха резултати за да се подобри участта изобщо на националните малцинства. Ние сме наклонни да верваме, че тия усилия ще останат безплодни, до като не се поведе една системна и смела борба за правото на всеки народ на самоопределение, до като не се създадат гаранции за националните малцинства да уреждат своите работи както те разбират, както те желаят. Ние сме тям и сме дълбоко убедени, колкото се отнася до балканските народи, че това положение не може повече да продължи. Ние обръщаме вашето внимание на това, че това положение застрашава мира на Балканите, а нарушен мира на Балканите, това значи пожара да обхвадне цяла

Европа, а може би и целия свет. Нека не се забравя, че искрата, която подпали в 1914 г. целия свет, излезна от Балканите.

Единственото разрешение на балканската проблема, която, както виждате от това, което изложихме по-горе, е в акутна фаза — е в самоопределението на народите, в установяването на едно положение, при което всеки народ ще може сам да разпоредва с своята съдба, при което ще бъдат зачитани националните права и на най-малочислената национална група, и в федерирането на тѝж самоопределените се балкански народи — в национални автономни единици — в една Балканска Република.

С учредяването на Балканската Федеративна Република ще се разрешат всички национални спорове на Балканите; тази република ще бъде един елемент на мир, прогрес и благоденствие за народите от полуострова и ще представлява една голяма сила, която ще бъде в състояние да се противопостави на аспирациите на западно-европейските империалистични държави, които сега, с своята балканска поли-

тика работят за подготовката на бъдещата война.

Имайки пред вид големата важност за разрешението на националния въпрос на Балканите и за разрешението изобщо на балканската проблема, и бидейки убедени, че вашия конгрес ще потърси начините и средствата, които ще съдействуват за гарантирането на свободите и правата на националните малцинства, следователно и на тия на националните малцинства на Балканите, ние долуподписаните организации ви молим да вземете в внимание изложеното от нас и да определите вашето становище по повдигнатите от нас въпроси.

Ние ви молим да гласувате една резолюция, с която да се осъдят господствующите режими в всички балкански държави: Югославия, Ромъния, България, Гърция и Албания и да направите ваше, искането на нашите организации, а именно: възстановяването на отнетите политически, културни и национални права и свободи, правото на балканските народи на самоопределение и съюзаването им в една Балканска Федерация.

Ц. К. на Вжтр. Макед. Револ. Организация (Обединена).

Комитет за освобождението на Косово.

Комитет на Албанската Организация за национ. освобождение.

Ц. К. на Добрудж. Револ. Организация (Д. Р. О.).

Убийството на Сако и Ванцети Провокацията към международния пролетариат и световната човешка съвест

На 23 август т. г. беха убити от американската плутократия двамата италиански революционери Сако и Ванцети.

Те беха осъдени преди 7 години на смърт от един класов съд. Присъдата бе предварително приготвена. В лицето на Сако и Ванцети американската буржуазия искаше да нанесе удар на движението на работническата класа за освобождение. Сако и Ванцети беха избраните жертви. Съдебните заседания представляваха една комедия и една трагедия. Комедия, защото всичко беше предварително наредено: 150 души свидетели се явиха и под клетва установиха невинността на двамата работници, повече от 20 свидетели, пак под клетва, установиха техното алиби; — на всичко това съдията Тайер и неговите съдебни заседатели не обърнаха никакво внимание, те се гавреха с тия свидетели. Дехамските «съдии» искаха да убият Сако и Ванцети, и въз основа на лъжливите показания на 3—4 души, свидетели на американската полиция и «правосъдие» — Сако и Ванцети беха осъдени на смърт. Това беше и една трагедия, защото тук се касаеше за живота на двама честни революционери.

При все това обаче, американската буржуазия не се решаваше да ги екзекутира. Тя се колебаеше да приложи в изпълнение присъдата над двамата невинни работници.

Цели седем години Сако и Ванцети беха в килиите на затвора, цели седем години те прекараха в едно страшно мъчително състояние, очаквайки всеки ден да бъдат поставени на електрическият стол... Натъпканата до гуша с злато американска буржуазия изпитваше удоволствие, че може да разполага с живота на двама работници, като ги държи цели 7 години в постоянна напрегнатост, тревога и душевно възмущение.

Присъдата над Сако и Ванцети предизвика негодувание, възмущение и протести веред американското работничество. То почна все повече и повече да издига глас на протест и искаше освобождението на осъдените революционери. В разни градове на Америка беха образувани комитети за спасението на Сако и Ванцети. Създаде се едно масово движение веред работническото. То прехвърли границите на Съединените Щати. То обхвана цялата централна и южна Америка. Това движение мина и отгатък океаните. То обхвана и другите части на света и специално Европа, където също тѝж се образуваша комитети за спасението на Сако и Ванцети и се предприе една енергична акция от международен мащаб. Движението за освобождението на Сако и Ванцети взе световен характер, то засегна стотици милиони души. С апели и манифести;

на събрания, митинги, манифестации и демонстрации световния пролетариат искаше освобождението на своите осъдени на смърт братя. Работническата солидарност взе грандиозни размери. Една гигантска борба между света на труда и тоя на ненаситния капитал, представляван от американската плутократия, се отпочна.

Борбата се разрастна и взе такива големи размери, че в нея беха въвлечени и среди, изхождащи от самата буржуазия. Бивш председател на френската република, бивши и сегашни министри, публицисти, лекари, адвокати, писатели, учени и многобройни хуманитарни дружества — взеха открито защитата на двамата работници революционери. И те искаха техното освобождение. Тази вълна на възмущение и протест срещу кървавото правосъдие на американската буржуазия и садизма на нейните представители засегна даже папата и Мусолини, които интервенираха пред губернатора на Масачузет Фулер, в полза на Сако и Ванцети.

Но американската плутократия не искаше да отстъпи. Тя се опасяваше, че ще се урони «престижа» на нейното правосъдие, че ще бъде разклатен нейния «авторитет», ако освободи двамата революционери.

Тя упорствуваше. Едновременно с това тя тури на крак цялата своя полицейска сила, за да запази живота на своите представители.

Аналогични мерки взе и полицията в всички градове на света, където се намираха представители на американската буржуазия, за да ги покровителства.

Американската буржуазия бравира работническото в целия свет; тя бравира общественото мнение в всички страни. Тя искаше да покаже, че е силна, че може всичко да си позволи, че може да убие когото иска, стига да желае това.

И тя уби Сако и Ванцети. Тя ги уби заради техните убеждения, тя ги уби, защото те беха революционери, защото те беха нейни класови врагове, защото те беха едни от първите борци против сегашния обществен строй, за освобождението на работническата класа.

Сако и Ванцети представляваха работническата класа Тайер и Фулер — буржуазията. В тази борба работническата класа беше се изправила срещу своя експлоататор — капиталистическата класа.

На Балканите и в другите страни на Европа, където фашизма господства, пролетариата и потиснатите народи не можаха да издигнат своя глас на протест, както това стана навсякъде другаде в света.

Потиснатите класи и народи в балканските страни и в тия под фашистка власт бежа на страната на международния пролетариат, при все че не можаха да изразят своето възмущение и протест, както това направи пролетариата в последните страни. В лицето на Сако и Ванцети те виждаха своите братя, жертви на капиталистическата експлоатация и на кървавото правосъдие, на които те са дали през последните години стотици хиляди жертви.

Американската плутократия уби Сако и Ванцети, но тя ги уби само физически, защото Сако и Ванцети живеят и ще живеят вечно в сърцата на пролетариата и угнетените народи, които без съмнение ще извлекат добра поука от провокацията, която с техното убийство се отправи към трудящите се маси от целия свет.

Сако и Ванцети умреха като мъченици за каузата на пролетариата и на целото потиснато човечество.

Д. Вл.

Една траурна годишнина



Дочо Михайлов

На 26 август 1926 г. край с. с Дживел — Шуменски окръг, паднаха убити добруджанските революционери Дочо Михайлов, Георги Гицов, Тодор Господжаков и Гено Друмев.

Една година се навърши от това нечувано гнусно злодеяние на сговористката реакция в България и нейните подли агенти в добруджанското освободително движение — Камилевци и компания.

Една година на траур измина за добруджанските народни маси, загубили в лицето на Дочо Михайлов своя вдъхновен учител, своя защитник и неуморим борец срещу тиранията на ромънските чокои.

Една година от как младото добруджанско революционно движение загуби своя вожд, един от своите първи и най-талантливи основатели.

На 26 август 1926 г. балканската реакция грабна една скъпа жертва из средата на национал-революционните движения. Потиснатите балкански народи загубиха един от своите героични борци. Българския фашизъм погуби най-големия борец за свободата на Добруджа и един горещ привърженик на Балканската Федерация. Онова, което ромънската олигархия, задушшила Добруджа под своята тирания, не можа въпреки всички усилия да постигне, извърши го потъналата в народна кръв и предала борбите на своето собствено племе — сговористката реакция. Дочо Михайлов и неговите другари паднаха убити от »братски« куршум.

26 август е една траурна дата за потиснатите балкански народи. 26 август е и най-тежката присъда над господстващите класи и клики, осъдени от историята на загиване, загубили своите идеали и негодни да осигурят един свободен и човешки живот за балканските народи.

Защо бе убит Дочо Михайлов? Защо през последните години той си спечели смъртната умраза на ромънската и българска реакции? Защо неговото име въз-

буждаше остро злобата и мъстта на мракобесниците от София и Букурещ?

Дочо Михайлов бе един от големите народни вождове. Един от ония великани, които се родиха и израстнаха в средата на епическите борби на потиснатите балкански народи за освобождение.

Роден в с. Бабук — Добруджа, Дочо Михайлов още в своите ранни години бе закърмен с болките и скърбите на широките народни маси. Веч юноша, той виде как една чужда тирания потиска и граби неговата скъпа родина. Ентузиазизиран и високо любознателен младеж, той още в своите ученически години, прегърна идеите на революционния социализъм, на който остана верен до края на своя кратък живот. Като учител в Добруджа, неговото вдъхновено слово бичуваше тиранията на ромънските чокои, зовеше на борба, крепеше надеждите, разнасяше спасителните идеи на социализма.

Тих и благ спрямо всички потиснати и онеправдани, Дочо Михайлов е от ония натура, които силно биват обичани. Нема по-голям любимец, нема чадно на Добруджа, което да се е удостоявало с такъва голема любов и привързаност на мало и големо, на всички народности, които населяват Добруджа.

Решителен и почти безогледен борец срещу всеко насилие и подтисничество, срещу всека неправда и тирания, Дочо Михайлов е постоянно гонен, силно ненавиждан и мразен от ромънските чокои. Никой не е вдъхвал по-големи безпокойства на развратната ромънска администрация в Добруджа, никой не е бил тъй жестоко преследван както народния учител, по-късно студент-медик и най-после легендарния добруджански войвода — Дочо Михайлов. Но и никой не е вдъхвал такъв респект, никой не е възвръщал към законност и легалност развилнените се добруджански дерибей — жандармерийските шефове, кметове и бирници, както безстрашния »комита Дочо« — така го назоваваше турското население. Не един беше случая, когато тия дерибей търсеха комитата Дочо за да му прават декларации, че не ще »грабват и тормосят мирното население, а най-вироглавите от тях, биваха бързо усмирявани само чрез едно внезапно посещение в самите им домове. Дочо е негласно признатия арбитър при всеки спор и недоразумения веред населението. Той е любимия и наложил се народен вожд. И българи и турци, нему отпаяха своите болки, скърби и нужди. И Дочо посрещаше с широко любящо сърдце всички що жадуваха за правдата и свободата!

Но това, което издига Дочо Михайлов, като добруджански национален герой и вожд, онова, което обезсмъртвява неговото име, то е неизчерпаемата му енергия и упоритост, която той вложи, като влюбен в своето дело зидар, за изграждане гранитни идеологически основи на младото добруджанско революционно движение, макар и само чрез вдъхновеното си слово.

Дочо разби на пух и прах всички илюзии веред българското население за възможността от рванш на българската националистическа политика. Той издигна високо знамето за независима Добруджа и в нейно име полагаше всички усилия да обедини различните националности населяващи Добруджа. Той постави на подсъдимата скамейка заговора на подсъдимата скамейка за завоюването на повинническата политика на балканските господстващи класи; тех той посочи като исторически отговорни за робството на балканските народи.

Дочо Михайлов постави всичката тежест на своята дейност в възвръщане верата и упованието на добруджанските народни маси в своите собствени сили. »Свободата е сладка и пълна, когато сам си я извоюваш. Всички освободители имат маски и щом бъдат те смъкнати, изпъква алчната им за завоевания физиономия«. Така учеше Дочо.

И действително, той бранеше с упоритост самостоятелността и независимостта на движението, в голема степен той възвърна самонадеяността и верата на добруджанските маси в техните собствени сили. Тем, той сочеше само необходимостта от обединението, в един общо балкански мащаб, на усилията и борбите на всички поробени — »робите са братя и техните борби трябва да се водят братски«. Идеята за Балканска Федерация в лицето на Дочо Михайлов имаше един от своите най-популярни пропагандатори.

И Дочо, с гениално умение, градеше камък по камък сградата на добруджанското революционно движение. Дадените от него лозунги бежа: да изградим масова революционна организация, да се готвим за всеобщото добруджанско възстание!

Но уви, Дочо Михайлов бе грубо изтръгнат из ръцете на добруджанските народни маси. Едва в разцвета на своята

революционна дейност той требваше да погине от една политика, която беше туррила огромен кръст над свободата на Добруджа. Сговористката реакция, установила своето кърваво господство над българския народ, в голема степен и с подкрепата на ромънските чокои, требваше в замена на това да им поднесе, заедно с отказа от Добруджа, по-късно и живота на големия борец за свободата на Добруджа. Един противонароден режим не можеше да търпи едно самостоятелно революционно движение, което увличаше след себе си и една 40.000 добруджанска емиграция в Бжлгария. За успеха на своята жестока война срещу бжлгарския народ, сговористката реакция се опита чрез добруджанските изверги Никола Камилев, Слави Алексиев и Ив. Хаджи Иванов да спечели кадрите на добруджанската революционна организация и понеже Дочо Михайлов бе най-големата пречка за това — той требваше да бъде убит.

Дочо Михайлов, Георги Гицов, Тодор Господжаков и Гено Друмев са жертва на противодобруджанската политика на сговористката реакция в Бжлгария.

И колкото по-късна е тая жертва за добруджанското

революционно движение, за добруджанските народни маси, толкова по-ясни стават и по-ярко се очертават пътищата, бжлгата политика и борби за свободата на Добруджа. В деня на пжрвата годишнина от тая скъпа своя загуба, добруджанското революционно движение може вече да направи пжрвата си констатация, че на затжналата в народна кржв колесница на бжлгарската националистическа политика, нема синове на заробена Добруджа! Жалката група от продажници и кариеристи, начело с Никола Камилев, е политически труп за добруджанци, а сговора и фашизма само наемни палачи и убийци!

В деня на пжрвата годишнина от убиството на своя любим учител, на своя легендарен войвода — Дочо Михайлов, нема добруджанско сърдце, което да не бъде свито в остра болка, но нема и не ще има син на Добруджа, който да не е готов да сложи своя живот за завета на Дочо:

Свободна и независима Добруджа,

Балканска Федерация!

Добруджански

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJUER

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHYTPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Drejt së nesermes

Ma në fund u shperda Skupçinal!

I shkreti Pasiç pat prishë per të krejt energjin e nji uku plak qi ngulë kambë mû në buzë të varrit e nuk don të kpsi qafen nga dynjaja plotë me halle pa u sprovue dhë nji herë.

Ajo pati nji jetë të shkurt, por, nga ma të rrallat: Leu më 1925 diku me kamxhi e diku me syngi... Vdiq tue lânë, si kujtim, nji varg skenash, po mejherë, të turpshme, tragike e komike.

Ja këtu disa: Polli kabineta me duzina, gjithnji identik; zbulojë batakçillëke gjithfaresh pa mujtë me i dënuë batakçit; realizojë kualicione partinash per t' u bindë dreqi e, u bā fare horë, kur nji nënshitetas i shkretë ardhni të kerkojë drejtesî prej saj duke u çveshë cullak e duke i diitue shëjet e pergiakëshme të torturave të policis së Beligradit...

Dishka dhë ma karakteristike: pasi i konstatojë me fakte të gjalla krejt politiken shkandaloze të partis në fuqi, pranojë të çdukat tue i a lshue në dorë, po t' asaj partije, krejt fatin e zgjedhjeve të reja!...

Tash na mbetet të pyesim: „A ka nji provë ma të pa kundruishtushme se kjo per të na mbushë mendjen se parlamentarizma në Jugoslavî asht nji komedi?...”

Nuk kemi sesi të shpresuim nji fitim, makari të voglë, në zgjedhjet e reja. Jemi ma se pessimist. Pakicat t' ona fatzeze në Jugoslavî do të lodhen gjithnji kot e do t' i mshoin murit me krye mû si më 1920 e më 1925. Kjo pessimizmë, pos provave qi kemi pasë, ka aresyna pa hesap. Këtu do t' i njehim vetëm tri: 1. radikalët e Serbis, shovina pertej çdo kufini, kan nji besim qi shkurtohet: „Çdo fitim i pakicavevet nasionale asht në dam të popullit serbë!"; 2. Kosava, Makedonia e Karadaku — ku jetojn pakicat t' ona me shumice — jan per të nji fushë shfrytimiti në kohë të zgjedhjeve; 3. Po mos të shfrytohen mirë këto krahina, tue perdore dhë hekrin e zjarmin, perfaqësia serbe në Skupçinë mbetet në pakicë 100% dhë dominata serbe në Jugoslavî nuk mund të mbahet në kambë veç se ndëper diktatorî militare. E, këta nuk kan hesap si duket me prishë iyshekun e mbramë...

Shekulli i dallaverave asht tue dhânë shpirt e nga dredhît e turpshme t' opotunitetit nuk mund të dali kurrfarë fitimi per popullin t' onë. Pse populli yne ka nevojë, per të jetue lirisht, me thye shovinizmen serbë në Jugoslavî. Nuk kemi kurrfarë hesapi qi t' i forcoim me votat t' ona po ata qi po na piën

giakun qysh më 1912 e këtej. Ndoita, nuk do të kemi as nji burr qi t' i mbrojë të drejtat t' ona në Skupçinen e ardhme. Ndoita, kandidatët t' anë do të psuin si Ferhad Draga me shokë. Ndoita, populli ynë do të shtypet ma keq se sot... Por, dy fitime nga rendi i parë do të sigurohen qind per qind: 1. Do të provoim dhë nji herë se nuk kemi dekë e nuk shuhemi aq kollaj; 2. Bota mbarë do të mari vesh ma mirë se lirit konstitucionale në Jugoslavî per bain nji prallë, nji andrrë...

E, ma në fund, lufta asht luftë. Duhet t'a baim ket, sido qi të jeen konditat.

Nuk kemi hesap të votoim per asi njerzish qi hajën, piën dhë i bân dallkavukllëk Krajlit apo ministrave. Per atje duhen burra si Ferhad Draga, burra, jo vetem me shkollë, por me të gjitha çilësil e nji luftëtari të pa frigsushem. Ata zotni qi jan msue me i thanë „Tungjatjeta“ çdo sundusit nuk kan sesi t' a mbroin popullin e shkretë kundra halleve kû po palavitet sot. E, ata qi besoin se politika asht nji mjeshtri per t' a rrëjtë hallkun e per t' i sigurue interesat e tyne private jan typa fare te rezikshëm.

Çdo kandidat i partis radikale do të jeet pa dyshim ndonji batakçi qi nuk ka të bājë me interesat e vendit. Kjo pikë asht kuptue krejt açik. Pra veprimi ynë kësi hovi nuk do të keet, nuk duhet të keet nji drejtum oportunist qi, jo vetem nuk na i mbushë qellimet e deshirat t' ona kombtare, por na poshtnon sa mos me mujtë m' u qutjë as njeri tue na i damtue interesat pertej çdo kufini; pse, zgjedhjet, para çdo sendi, per bân pasqyren e gjallë të zotësis dhë meritmit të nji kombit. Po të votoim per nemëca e shurdhâna a nuk do të keet të drejtë gjithkush të na giykojë per nji popull të vdekun pa pikë vleftë shoqnore?...

Po kamxhia? Po syngia?...

Mû këtu asht hesapi i madhë: bota e qytetnume mbarë duhet të mari vesh, dhë per të mbramen herë, qi na shqiptarët nuk i kemi gzue e nuk po i gzoim lirit konstitucionale, si kështu, në realitet, nuk kemi perfaqësia në Skupçinë.

Radiçi vjet pat thanë: „Serbia Jugore (Kosova e Makedonia) asht nji kasaphone!...” Kjo akku-zatë kaq e randë humbi forcen e vet 50% pse nuk patem as nji deputet të vendit t' ynë qi t' a konfirmojë e t' a provojë me ndonji fakt të gjallë. Pra, ase duhet të kemi asi perfaqësia qi i kryjën trimnisht detyrat e tyne ase mos të kemi hiç, as nji per bee.

Ma në fund kemi novojë per shkolla, per gazeta e sidomos per gjykatore në gjuhë t' onë. Duhet q' mos të gjobitemi me vergina të rânda, me taksa gjithafreshi. Qysh do të bâim po nuk patem perfaqësua nga ma të zotët? Si do të mbrohemi perpara një gjyqtari q' nuk ka as shpirtin, as zemren, as gjuhën t' one? Me ndonji avokat, mjeshtrë per të plaçkitë?...
* * *

Po konkludoim:

1. Duhet të marim pjesë në zgjedhjet e Skupçines me krejt forcat t' ona; 2. Duhet të bâim ç' mos, mbrenda caktut të ligjeve në fuqi, per t' i fitue; 3. as një votë per partinat antishqiptare; 4. Marveshje vetëm me ato partina q' zotohon t' i mbroin të drejtat t' ona politike e kulturele; 5. kurrfarë kompromisi me radikalët e Serbis.

Deviza jon asht: „Pasiçi ka dekë. Luftë atyne q' kerkoin t' a ngjallin“

Bedri Pejani

Genevë, më 15. VIII. 1927.

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

NAŠA ANKETA

KOD ZNAMENITIH EVROPSKIH POLITIČARA I KNJIŽEVNIKA

O BALKANSKOJ FEDERACIJI

Albert Einstein

Albert Einstein, fizičar i matematičar, rođen u Ulmu 24. ožujka 1879, radio je od 1902 do 1909 u patentnom uredu u Bernu. Zatim je bio od 1909 do 1911 izvanredni sveučilišni profesor u Zürichu, 1911 do 1912 redoviti sveuč. profesor u Pragu, 1912 do 1914 redoviti profesor opet u Zürichu, od 1914 član je pruske akademije znanosti u Berlinu i direktor na Institutu Cara Vilima za fiziku. Godine 1905 objelodanio je u „Godišnjaku za radioaktivnost“ „O principu relativnosti i o njenim posljedicama“; 1913 zajedno sa Dr. Grosmanom: „Osnovu opće teorije relativnosti i teorije sile teže“; zatim „Temelje opće teorije relativnosti (1916 do 1920)“; „O posebnoj i općoj teoriji relativnosti“ (popularno); „Eter i teorija relativnosti“ (1920). U 1922 dobio je Nobelovu nagradu za fiziku za godinu 1921. Od 1923 član je „Komisije za intelektualnu suradnju“ kod Društva Naroda.

Na vaše prvo pitanje odgovaram sa odlučnim „ne!“ Sadašnje „riješenje“ pitanja balkanskih naroda nikako ne odgovara interesima mira. Vojničke klike užasno tlače sve balkanske narode. Imperijalistički i militaristički duh zadahnjuje vladajuće dinastije i oligarhije. Zato je sada stanje na Balkanu upravo očajno. Samo bijesni teror bez ikakvih zapreka. Radi zvjerstva, koja tamo počinjaju vlastodršci, zgraža se svaki čovjek.

Prava narodnih manjina? Ta su zaštićena samo na papiru. Društvo Naroda nije bilo u stanju, da ma u kojem pogledu zaštiti narodne manjine. S druge strane huška se narod na narod, tako da i tamo, gdje bi logično među srodnim narodima morao vladati mir, zaista vlada otkrito ili prikriveno neprijateljstvo. I to neće prestati, dok postoje militarističke kote ije.

Naravno, da bi ideal bio — sporazum, ujedinjenje, federacija balkanskih naroda. Ova istinska federacija naroda pretpostavlja potpunu autonomiju, jer se tek tada mogu narodi slobodno udružiti u slobodnu federaciju. Pod današnjim reakcionarnim vladama to je nemoguće. Protiv tomu je imperijalistički i militaristički karakter tih vlada. U dogledno vrijeme neće valjda biti moguće uspostaviti u svim balkanskim zemljama zaista demokratske i slobodoumne vlade, koje bi hiele svim balkanskim narodima podijeliti autonomiju i pomoći im do njihove slobodne federacije.

Zato se mora postepeno pristupati ostvarenju ovog ideala: autonomije balkanskih naroda i njihovog ujedinenja u slobodnu, demokratsku federaciju.

Kao prva etapa mora biti ovo: sve poduzeti, da se balkanske vlade odluče barem za konfederaciju sadašnjih balkanskih država. Ako bi se to moglo postići, stvorilo bi se time privremeno mirno stanje na Balkanu, a konfederacija bi bila vrhovna instanca, da zapriječi neprijateljstva, zvjerstva i okrutnosti. U okviru bi ove konfederacije akutno pitanje auto-

nomije pojedinih potlačenih naroda prešlo u prve redove i ta bi se autonomija malo po malo ostvarila. To bi se tim postiglo, što bi u ovoj konfederaciji prestale međusobne borbe podijedinih država i što bi sada umjetno podržavane zadjevce i mržnja naroda učinile mjesta pomirenju i međusobnom razumijevanju. I u ovakvoj konfederaciji pomalo bi se razvio demokratski duh.

Pošto bi u ovoj etapi pojedini narodi mogli mirno raditi iedan pokraj drugoga, narodne manjine opet uživati svoja prava, a osvojene zemlje opet zadobiti svoju autonomiju, došlo bi posve naravno do užeg zbliženja između balkanskih naroda, do prave federacije balkanskih naroda, koja bi konačno mogla učvrstiti od nas svijuu tako željkovani mir na sreću i dobro balkanskih naroda, na najveća dobro svietskog mira.

Albert Einstein

Sveta alijanca

U državi se S. H. S. mnogo toga vodi javno, na oči čitavog svijeta — pred zaplašenim podanicima i pred začudjenim demokratima izostalih i sličnih domena — ustavnih demokratskih monarhija, u koliko ih još ima na svijetu. Još se i danas batinaju građani, zatvaraju se politički radnici na buljuge, na svakom čošku strči puška žandara, bojoneti i pendreci policajaca, da čuvaju život i slobodu svojih gospodara od lojalnosti i vjernosti odanih, ali lakomisenih podanika. U toj državi „bratstva i jednakosti“ još se i danas pobiru raznoliki porezi, koji u različitoj mjeri „pred zakonima za sve građane jednake“ ove zemlje. U deset godina, vlada beogradskih vlastodržaca nije našla vremena (?), da izjednači poresko zakonodavstvo, pa da stvarno dokaže, kako joj je stalo do stvarne jednakosti „triju bratskih plemena“. Zato vlada nije imala volje, jer joj je u interesu, da drugi narodi u S. H. S. plaćaju četiri puta više svih državnih poreza i dažbina, pa da sve to ide opet u torbu, velikosrpskih političkih „velikana“ i njihove najbliže okoline. Politička so borba vodi i sada pod odlučnim utjecajem sreskih poglavara i njihove policije. Čitao upravni aparat ima samo tu zadaću, da svim mogućim sredstvima i bez ikakvih skrupula protura vladine kandidate, a da onemogući grupiranje opozicionálnih sila i da uguši u zametku svaki pokušaj revolte razočaranih i izrabljivanih narodnih masa. Na to se je narod, pa i strani svijet toliko naučio, da ga ništa ne začudjuje niti strašna i izjava ministra-predsjednika Velje Vukićevića. da on može već sada po imenu navesti one zastupnike, koji će biti izabrani, tek 11. rujna u tajnom glasovanju. Nitko se ne uzrujava na izjavu ministra pravde Dr. Dušana Subotića, koji izjavljuje na javnom zboru u Kragujevcu, da je vidovdanski ustav zato u onakvoj formi izglasan,

da utvrdi i osigura hegemoniju srpskog naroda i sačuva predominantni položaj velikosrpske buržoazije i birokratije. Nikakvo čudo, što vladine kandidate prati more žandara i policajaca, a upravne vlasti hapse sve kandidate radničkog i seljačkog bloka — jer to su oprobane metode beogradskih vlastodržaca i oni ih priznaju kao svoje pred čitavim svijetom. Svi ti akti imaju samo zadaću, da ušćuvaju sadašnje iznimno stanje, da ovjekovječe robovanje Hrvata, Slovenaca, Crnogoraca, Madjara, Njemaca, Makedonaca i Turaka u ovoj tamnici naroda i da omoguću vladajućim krugovima, da pred stranim svijetom mogu mirno kazati, da su to samo „upravne metode“ upriličene kulturnom stanju i karakteru balkanskih naroda, ali da imaju taj visoki državnički cilj — uzdržavanje reakcionarnog i militarističkog režima na jugoistoku Evrope. Imperijalistička i reakcionarna Evropa razumjet će svoje stičenike, pak će i obveze države S. H. S. o zaštiti narodnih manjina ostati samo na papiru.

Dok se svi ti akti političke, kulturne i socijalne akcije državne vlasti odigravaju javno bez ikakve težnje zabašurivanja, dotle je domena vanjske politike oduvijek bila za narode u S. H. S. zatvorena knjigom sedam pečata. Sedam godina vodio je vanjsku politiku kraljevine S. H. S. radikalna perjanica Dr. Momčilo Ninčić, a da nitko u zemlji nije imao ni pojma, kamo plovi ta bajoslovna ladja i komu li cilju ide! Nagadjalo se uzroke, a vidilo se posljedice. Glavna tačka velikosrpske politike bilo je očuvanje prevlasti na obalama Vardara i podvlačenje specijalnih imperijalističkih interesa u solunskoj luci, tom velikom trgovачkom emporiju balkanskih naroda na Egejskom moru. Tom cilju podvrgnuti su svi ostali interesi zemlje i zato je bilo odabrano i jedino sredstvo: puzanje i klanjanje pred Mussolinijem i fašističkom Italijom. Posljedica je bila: talijanska okupacija Albanije uz simpatično namigivanje Horthyja i Avaresua. Ninčić je otišao, a na njegovo je mjesto došao demokrat Marinković. Za vrijeme izborne borbe glavna je briga Voje Marinkovića, da što više oslabi uticaj svog partijskog šefa Ljube Davidovića i da onemogući ulazak njegovih užih sljedbenika u parlament. On sada ne daje izjava o smjernicama vanjske politike, ali zato energično sprema teren za „četvrtu kraljevu stranku“.

Vanjsku politiku vodi kao i dosada Dvor! Samo što je Dvor nakon otkaza Mussolinijevog prijateljstva i njegovog nastojanja, da okuje gvozdeni obruč oko nove kraljevine pokušao, da drugim sredstvima i novim putem osigura svoj položaj i učvrsti ovaj sistem reakcije i monarhizma. Sve se te makinacije dvora događaju u potpunoj tajinstvenosti, o tom se ne daju nikakva obavještenja, a kad se djelo privede kraju, naći će se već jedan Voja Marinković, koji će uzeti na se, da brani taj akt velike državničke i diplomatske mudrosti bez obzira na terete, koje takva politika baca na narod i bez obzira na pogibelji, u koje ona vodi zemlju.

U zadnje vreme vladalo je u „dobro upućenim krugovima“ veliku nervozu, jer se nije mogao naći zgodan način, da se prikriju tajna putovanja kralja Aleksandra, za koja se nije znalo kamo će svršiti, dali će već posao uspjeti u Austriji ili će trebati konsultovati nekog glasovitog njemačkog specijalistu za želudčane bolesti u Münchenu ili će trebati dapače poći još glasovitijem francuskom specijalisti u Pariz. Vijesti su kolale, dolazile i bile opozivane, otišao je i nije otišao. Napokon se je vratio iz nekog kupališta u Austriji, a tu se slučajno desio i bugarski kralj Boris, bivši grčki kralj Georg, bivši rumunjski prestolonasljednik Carol — tom sastanku kumovao iz daleka Ferdinand Koburški, živoga učešća imala francuska diplomacija, a sastanku osigurana moralna potpora engleskih konzervativnih krugova.

Cilj je sastanku bio: sklapanje svete alijance, neki obranbeni savez balkanskih dinastija od navale bezbožnog proletarijata. Pošto je svuda u svijetu pao u nemilost princip „po milosti božjoj“, sastadoše se balkanski monarhi, da mu pomognu do novog sjaja, a da međutim ne zaborane na sebe i osiguraju se od čestih potresa, kao što onog u Grčkoj i od poremećenja postojećeg reda, što je se dogodilo u siječnju ov. god. u Rumunjskoj. Da se postigne svrha „svete alijance“ treba ostraniti posljedice tog narodnog potresa i kralja Gjurju ponovno uvesti na „prijestolje njegovih otaca“ u Atenu, a kralja Borisa svakako uvesti u obiteljsku i rodbinsku svezu balkanskih dvorova. Kraljica-udova Marija dat će tomu svoj blagoslov. Kakva će biti posljedica ovog kraljevskog sastanka, pokazati će skora budućnost. Svakako cijelu akciju nastoje zabašuriti zanimani faktori, jer ne žele, da se prije vremena izadje na javu i očita im je težnja, da stave javno mišljenje pred gotovi čin.

Prvi je nešto o tom načuo Stjepan Radić i požurio se je da na nekom svom zboru kaže hrvatskim seljacima kako je

bugarski kralj Boris spreman, da se svakog časa odrekne kruna i prijestolja, ako bi se tim ubrzalo ujedinjenje svih južnih slavena u jednu državu. Tu je pobožnu priču Stjepana Radića odmah oborio službeni bugarski obavještajni ured, a g. P. Abrašev tumači u „Miru“ te vrjesti kao želju beogradskih vlastodržaca, da Bugarsku pretvore u neku novu vrstu „Južne Srbije“ i kaže, da bugarski narod neće u tu slavensku imperiju „velikosrpskog kroja“.

Vodja slovenske ljudske stranke, koji se nakon svojih putovanja u Sofiju gerira kao „homo regius“ izjavio je u svom govoru u Ptujju, da je zbilja bio sastanak Aleksandra i Borisa na teritoriju austrijske republike u cilju međusobnog zbliženja. Pomoćnik je ministra inostranih dela Pavlović službeni demantirao o tobožnjem sastanku, a na taj demantirao odgovorio je Korošček organ „Slovenec“, da on ponovno tvrdi, da je taj demantirao neistinit i izmišljen („Slovenec“, Ljubljana 25. VIII. 1927).

Ostala štampa ne spominje rado taj glasoviti sastanak, jer se boji, da uzme stav u ovom pitanju kamarilske politike, a opet neće da kaže, na kako labavim temeljima počiva sva ta kombinatorika balkanskih dinasta.

Uza svu tajanstvenost, kojom dinastije promiču i osiguravaju svoje interese na Balkanu, ipak je jasna ta tendencija familijarne politike „kraljevske braće. Osim njihove klasne solidarnosti vežu ih sada i rodbinske veze. U zajednici se osjećaju jači i misle pri tom na geslo: jedan za sve, a svi za jednoga. I njihovi pomagači jednake su figure. Bratianu, Ljapčev, Vukićević, Tsaldaris slični po svojim načelima i po svojim idejama kao jaje jajetu. Posljedica je tog istovjetnog sistema — sličan režim u svim balkanskim zemljama. Svuda iste himne o slobodi i slobodnoj suverenoj volji naroda, a svuda samo teror i zvjerstvo okrutnog progona. Izrabljivanje naroda i pojedinaca u korist dinasta i militarista. U svim balkanskim zemljama bruji živi revolucionarni život, koji ide za tim, da odstrani izvor svih svojih nevolja — a to su njihove militarističke i imperijalističke dinastije. Radni je narod davno uvidio, gdje je njegov neprijatelj, pa je i poduzeo akciju, da tom neprijatelju otkaze gostoprimstvo. Nisu dinastije na Balkanu samo neki demokratski luksus, nego su one branitelji i podržavatelji imperijalističkog šovinisma. Radničkom pokretu i seljačke mase priključuju, se pa se nosioci kruna ozbiljno pobojaše za svoje položaje. Ne radi samih sebe, jer oni ne nose krunu radi lične koristi i sreće, nego taj teški teret podnašaju radi „dobra svog naroda i svoje zemlje“.

U svim balkanskim zemljama pokret za oslobodjenje zauzimlje sve većeg maha. Policije svih balkanskih država imaju pune ruke posla, da ometu akciju „subversivnih elemenata“. Svuda hapšenja, prometačine i osude, čitav je državni aparat kao u trzavici, ali ne može ipak izdržati koncentrične napadaje naprednih i revolucionarnih sila. Pokret se javlja na svim stranama sa svom oštrinom klasnog i revolucionarnog boja.

Priestolja se na Balkanu tresu, pa sami nosioci kruna u svom interesu pokušaje, da udruže reakcijske sile na zajednički napadaj proti levičarskim i republikanskim težnjama.

Sličan pokušaj, kako je poznato, pokušala je reakcija iza velike francuske revolucije. Carevi ruski, austrijski i njemački osnovaše „svetu alijancu“ za zaštitu principa legitimiteta i da uspostave kraljevstvo u Francuskoj i povrate Burbonce na francusko prijestolje.

Za kratko vrijeme uspjelo je toj „svetoj alijanci“, da zaustave događaje i da uspostave reakciju na ognjištu velike revolucije. Njihova je pobjeda bila samo prividna, a ideje velike revolucije poplaviše čitavu Evropu i pripravile teren drugoj velebnoj akciji čovječanstva u ljudskoj povijesti: ruskoj revoluciji, koja je oborila i same osnivače nekadašnje „svete alijance“ i pripravila tlo za konačno socijalno oslobodjenje čovječanstva.

Balkanski osnivači „svete alijance“ neće biti bolje sreće i oni neće moći zaustaviti razvoj događaja, pa će i njihova dinastična akcija brzo pripadati prošlosti.

Balkanski će se narodi brzo osloboditi okova monarhijskog patriotizma i pokazati će svijetu, da nisu voljni da budu objekt političkih ambicija okrunjenih glava.

Revolucionarni i napredni balkanski pokret već je davno uvidio, da su dinastije i njihov militarizam i imperijalizam glavna zapreka sretnom rješavanju balkanskog pitanja i zato je postavio kao temelj svojoj akciji zahtjev za federativnom balkanskom republikom.

Kao što je francuska revolucija preživjela „svetu alijancu“ ruskog, njemačkog i austrijskog cara i kasnije oborila ih sa prijestolja „njihovih otaca“, tako će i balkanski revolucionarni pokret uništiti „balkansku svetu alijancu“ i na njenim ruševinama podići veličastvenu zgradu „Balkanske Federacije“ na sreću i dobro balkanskih naroda, u interesu mira čitavog svijeta.

Zagreb, 28. VIII. 1927.

Tomislav Stančić

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

НАША АНКЕТА

КОД ЗНАМЕНИТИХ ЕВРОПСКИХ ПОЛИТИЧАРА И КЊИЖЕВНИКА
О БАЛКАНСКОЈ ФЕДЕРАЦИЈИ

Курт Розенфелд

Др. Курт Розенфелд рођен је 1. фебруара 1877 г. у Мариенвердеру у Источној Пруској. Када је свршио своје науке у Берлину и Фрајбургу, започео је као адвокат у Берлину и његово се име све више чуло у јавности. Члан је немачке социјалдемократске партије од 1895, на родни посланик и пруски министар правде од 1918 до 1919. Од 1921—1922 г. био је председник независне социјалдемократске партије све до њене фузије. Сарадник је више левичарских листова. У прошлом мају пошао је Др. Курт Розенфелд са бечким адвокатом Др. Освалдом Рихтером у Софију да присуствује процесу проти Тодору Павлову, Петку Напетову и Асену Бојадичевићу. Бугарска им је влада то онемогућила и присила их да напусте Бугарску.

Положај је на Балкану очајан, тамо влада терор. Бавно сам тамо само веома кратко време, али сам ипак осетио. Опозиција је веома велика, али су се људи плашили да говоре самном да ми изјаве своје незадовољство. Па и адвокати су се бојали да говоре с нама. Та страхо-влада, против које се диже целокупно јавно мишљење неће се моћи дуго уздржати на влади.

Ради својих империјалистичких циљева, империјалисти посејали међу балканске народе мржњу и раздор. Стога постоји непрестана погибељ рата.

Само ће федерација балканских народа бити у могућности да учини крај овом стању. Остварење овакве федерације немогуће је под садашњим владама. Сама природа оваквих насилничких влада противи се таквим тежњама. Федерација балканских држава, о којој се по кад кад говори, неће никако служити идеалу мира. То мора бити федерација балканских народа са демократским владама у најширем смислу речи. То је у осталом и један од захтова социјалдемократске партије.

Курт Розенфелд

Паул Естрајх

Професор Паул Естерајх рођен је 30. марта 1878 г. Већ преко тридесет година развија интензивну политичку и културну делатност. До 1903 био је национални социјалисти, затим социјални либерал, демократа, за време рата пацифист, од тада радикални социјалисти, оснивач и први председник »Савеза одлучних реформатора школах». Писац је многобројних борбених списа, издавач ревије »Ново васпитање» и. т. д. Паул Естерајх је одлични и енергични борац за радикалну школску реформу у Немачкој.

Садашње »решење» македонског бесарабијског и осталих питања на Балкану није никако праведно, нити одговара интересима мира. Садашње је стање неодрживо.

Било би апсурдно говорити о заштити права мањина под садашњим реакционарним владама полуострва. Примитивни апсолутизам мора брутално да национализује. Средства, да се учини крај потлачивању мањина и супарничку балканских држава? — Балканске државе морају се претворити у заједничку републиканску државу са потпуном културном аутономијом свих народа и свих језика.

Немогуће је остварење балканске федерације под садашњим владама. Династије морају бити шовенистичке: оне морају доказати своје право на опстанак.

Балканска је федерација географска, економска и културна потреба.

Услови да се може оживотворити балканска федерација били би: отстрањење или пензионисање садашњих династија, разоружање империјалистичких војски, спровођење културног и политичког националног катастра, васпитање свег националног помладка на темељу тог катастра.

Паул Естрајх

У очи септембарских избора у Југославији

Београд, крајем августа.

Још неколико дана до 11 септембра, када ће београдски властодршци славити своју пирову победу. Према изборној прогнози коју је дао Веља Вукићевић на »надлежном месту» он је израчунао, да ће заједно са својим најновијим савезником попом Корошцем добити, ни мање ни више, већ равнo 229 (!) мандата. Када је подносио овакав оптимистичан извештај своме господару из виле »Суворор» на Бледском језеру, Вукићевић је свакако хтео да покаже, да он ни мало не заостаје као државник и политичар од свога румунског колеге Братијана. Поверење »првог» уставног фактора приликом образовања владе Вукићевић Ж. Мариковић, које је ускоро претворена у изборну владу, мора добити и своју формалну санкцију. Споредно је како и на који начин, главно је, да ће 11 септембра становништво у Југославији листом изгласати »пове-

рење». Вукићевићу и његовом словеначком мантијашу, Корошцу.

Многи ће се питати, да није произвољна она вест о 229 мандата, коју је донела Маринковићева »Правда» у своје броју од 18 августа са Вледа? Или пак да то није нека Вукићевића необзбиљна вест и само тенденциозно, за јавност лансирана? Ни једно, ни друго, по нашем мишљењу. Влада Вукићевић — Маринковић доказала је у овој тромесечној предизборној кампањи како се и на који начин спроводе »слободни», парламентарни избори и стиче »поверење» народа. Ми смо у прошлим бројевима »Б. Ф.» анализирали и дали карактеристику ове коалиционе владе, састављене из две српске партије: радикала и демократа. Још тада, одмах после образовања владе, председник владе Вукићевић, објавио је једном приликом кроз штампу (позната из-

јава В. у загребачким »Новостима«), како је један од најглавнијих задатака владе, с обзиром на спољну и унутрашњу ситуацију земље да: иступи озбиљно и безобзирно против сваке племенске и социјалне демагогије, без обзира на држање опозиције и на тешкоће што их она може да чини у намери да спречи или отежа владни рад.

Консеквентно у духу ове изјаве, која је довољно јасна за сваког, влада Вукићевић — Маринковић приступила је послу, по жељи монарха и белорукачке мафије. Она је без лицитације усвојила све захтеве двора и његове камариле, да кроз септембарске парламентарне изборе оствари неким легалним начином дворско — милитаристичку диктатуру у Југославији. Другим речима — диктатуру деспотије, великосрпског империјализма и финансиског капитала.

Овај задатак би дакле поверен радикалу Вукићевићу и демократи Воји Маринковићу, да га као најоданији и најсервилнији двору и војничкој клици, у живот спроведу. И то двојако: насиљем и политичким интригама. Подлога за њихов рад била је већ дата кроз шест Узуновићевих влада, тако да прогноза од 229 владиних посланика није чак ни искључена, ако се узме у обзир »плодан« и енергичан рад владе ових последњих два месеца. Вукићевић је уснео да убрза процес расула код радикала. Радикална партија крај свих одличних чланака Лазе Марковића у »Самоуправи« о знаци, јачини и јединству странке (признавајућу при том извесну »пролазану« кризу странке) не преставља данас у од носу према улози коју је некада играла, никакав озбиљнији политички фактор. Она је сада само један фрагмент политичких котерија и клика које се међусобно кољу. Као таква она је постала безбедна за двор и његову камарилу, поготову смрћу Николе Пашића.

Код демократа није стање још тако труло, али је очигледан притисак, кога врше исти фактори као и код радикала, да се клин што дубље у странку забије. Последњи догађаји у изборној борби потврђују тачност горњег тврђења. И, док на једној страни Давидовић, шеф демократске странке покушава да устане у »одбрану« слободе избора, нападајући оштро владу у којој његови министри седе, ради терора и неиспуњавања захтева од стране Вукићевића, дотле Маринковић категорички демантује свога шефа и дискредитује га зборовима и у Централном Одбору странке. После таквог Маринковићевог држања и све јачег изборног терора кога и демократски бирачи на себи осећају, супротности између »левог« Давидовићевог и десног Маринковићевог крила битно су се поостриле на штету шефа странке, Давидовића, Кандидатима демократске странке стало је по сваку цену да буду изабрани и, стога је неопортуно иступање Давидовића против заједничке владе. Довести је чак и у кризу, значило би оставити Вукићевића самог, значило би изгубити толико и толико мандата.... Отуда и притисак на Давидовића који није без ефекта остао. Радићевци немају шансе избора од 1925. Радикално-радићевска владавина успеха је у довољној мери да копромитује Радића и његову странку пред његовим бирачима. Прибићевић и самосталне демократе развијају живу акцију и надају се са извесном сигурношћу на добар исход. Ових је избора Прибићевић, насилник и реакционар своје врсте, устао противу терора режима који се спроводи. Радић народ Југославије га добро познаје као министра полиције и просвете и, као носпоца идеје Обзнане и Закона о Заштити Државе којим су оковани потлачени нације и пролетаријат Југославије.

Да не говоримо о изборима од 1925 г. када је влада Пашић, Прибићевић (влада националног блока) спроводила изборе, доиста, нема велике разлике у начину спровођења између Вукићевића и Прибићевића. У главном, данас иде Прибићевић тако далеко, (зато што Вукићевићеви полицајци ни његову странку не штеде) да има претензија да се стави на чело једног »опозиционог блока« и »куражи« да каже: да се данас режим у Југославији ни најмање не разликује од оног из бивше аустро-угарске монархије, шта више, он је безобзирнији-балкански. Отуда је могуће, ради таквог демагошког иступања, да му се прикључи један део незадовољне радикалске, демократске т. ј. српске и хрватске буржоазије.

Савез Земљорадника, и ако у своме вођству великосрпско и монархистичко, прикључиће улед демагошке агитације и тешког положаја на селу,

приличан број радикалских и осталих бирача. Хрватски национални блок, створен на дан Радичевој странци од његових десидената (Трумбића, Базале и др.) окупиће око себе хрватску ситну буржоазију и интелегенцију, разочарану у Радића. Осим тога треба подвући, да је тај хрватски блок у суштини монархистичан са локалним националним обележјем само и да је као такав, добро дошао властодршцима против Радића.

Словеначки клерикалци са Коропцем, имају добре изгледе и ако се формално не налазе на влади. Они уживају сву наклоност војничке камариле и двора, сходно томе и владе. Треба објаснити у кратко откуда је то потекло и под којим околностима.

Апсолутизам је од вајкада имао највернијег савезника у клерикализму и то у папистичком-римском. Да не идемо далеко у историју, довољно је бачити поглед, примера ради, на режим који влада у Хортијевој Мађарској, у Шпанији и у Италији па се уверити да је клерус најоданији монархији, и то, конзервативној и реакционарној монархији. Отуда и код нас, логично горње изложеном морали су се наћи сродни елементи. Пошто је претходно Коропец дао гаранције да ће наступајући крвави и насилнички режим помагати, дао доказа, да његова политичка концепција »аутономије« Словеније не значи-борба против хегемонистичког и империјалистичког Београда и тиме доказао у име своје партије најјужнију оданост Карађорђевићевој династији. Он је добро послужио за једну спољну политичку акцију Београда, наиме послат је летос у Софију да сондира терен, као окретан политичар ватиканске школе, око »зближења« између Београда и Софије. Можда је жеља Париза била, што је на њега пао избор. Паризу је стало по сваку цену да групише Балкан у једну целину, у циљу одржања равнотеже на Средоземном мору, блиском Истоку и уредњој Европи, према својим супарницима. Енглеска са Италијом чине исте покушаје у циљу формирања анти-совјетског блока. И тако са на Балкану кују различити империјалистички планови под фирмом неког будућег »Балканског Локарна«. Ради популаризовања те »видеје« у Софији иде Коропец који је повољно своју мисију извршио. Резултат спољни ове мисије био је и састанак бугарског краља Бориса са краљем Александром у Минхену у августу о. т. о. коме њему се на другом месту позабавити.

Као награду за овој посао; закључно је Вукићевић са Коропцем сензационалан т. з. »бледски пакт« чак је садржај »Политика« од 11 августа публиковао. Овој пакт, кога је према вести из »Политике« и Краљ парафировао садржи програм будуће сарадње Вукићевића и Коропца. И то: ревизију изборног закона (по концепцији В. Маринковића), ревизију Устава и уставног Уредника Дома. Са »надлежног места« демантована је само вест да је Краљ парафировао пакт, остало покушавају Коропец, Маринковић и Вукићевић да објасне како то њима годи. Коропец дакле профитира душо, мандате и осигурано место у будућој влади. Зато ће морати послужити доцније у ломљењу демократа и укроћивању Хрвата — али остаје још један фактор, а то је: Републикански Савез Радника и Сељака.

Републикански Савез Радника и Сељака образован је у овој предизборној кампањи са циљем: да окупи око себе све револуционарне снаге из радничке класе, потлачених нација, осиромашних и опљачканих сељачких слојева и, тако јединствено као организована снага покаже песницу наступајућој диктатури. Р. С. Р. С. једини је класно борбени политички фактор у земљи који је недвосмислено пред масе радног народа иступио са одређеним антимонархистичким, антимилитаристичким и антиимперијалистичким програмом. За самоодређење народа до оцепљена у Југославији, за признање Совјетске Уније, против новог крсташког похода на прву радничку и сељачку државу, против формирања антисовјетског блока на Балкану, за равноправну федерацију свих балканских народа. Осим ових главних захтева поставио је Р. С. Р. С. масу других који као Сизифом камен тешко притискују радне масе свију нација Југославије. Разуме се да је Р. С. Р. С. најопазнији противник режима и као такав најжешћим прогонима изложен. Тешко би било у једном заседном чланку изложити сва насиља која су вршена и врше на претсталнице Р. С. Р. С. Најактивнији међу њима намиртали су већ влажне хапсане мрачног режима. Конструирају се разни комунистички комплоти, на дневном су реду процеси и З. о. З. Д. али узалуд. Узмимо да властодршци добију 229, а Р. С. Р. С. ниједан мандат, живот наступајуће владавине насиља и самовоље биће кратког века, јер број од 229 мандата у парламенту неће бити одлучујући.

Борба је већ пренета у широке народне слојеве, парламентаризам и устав погажен је од оних који су га донели. На једној страни: режим велико-српског империјализма наслоненог на бајонете оружане војне силе, на другој страни: опљачкане, изгладнеле и огорчене радне масе вароши и села којима је стало до мира

и слободе. Пожртвовање, свест, борбеност и елан милиона радника и сељака, надокнадиће терором оспорене мајдате Р. С. Р. С., коначном победом не у парламенту, већ двају света: поборника слободе и мира над велико-српским апсолутизмом и његовим носиоци-

Димитрије Јовановић

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

„Lupta“ în jurul Regenței nu este o luptă împotriva regimului

Inducând după aparențe s'ar părea că „chestia Carol“ este centrul situației politice în România, că gravitatea situației se exprimă în această „chestie“. Ziarelor le este interzis a se ocupa dea — de unde și numirea de „chestia interzisă“ —, iar obiectul tratativelor între căpeteniile politice îl constituie aceeași problemă. Domnului Iorga i se atribuie intenția de a crea un partid „carlist“; Partidului Poporului i se atribuie un cap de Ianus, cu o fața, aceea a generalului Averescu, îndreptată zâmbitor către d. Brătianu și cu alta, aceea a domnului Manoilescu, îndreptată promițător spre Paris; conducătorii național-țărăniști au recunoscut Regența numai ca un fapt, nu însă și ca existând de drept, iar domnul Brătianu manevrează în toate aceste partide pentru a cuceri adeviziunea lor la „forma constituțională“ pe care regimul a luat-o astăzi și urmează s'o păstreze cu complicații până la majoratul lui Mihai. Intr'un senz oarecare chestia Carol, mai exact chestia regenței, este într'devăr preocuparea centrală a cercurilor conducătoare politice din România, și anume în sensul următor.

Intre partidele liberal, averescan, național și național-țărănesc există astăzi o comunitate de păreri și un acord în ce privește chestia fundamentală politică-socială: toate au sfârșit prin a se regăsi în esență pe terenul regimului social-politic în vigoare, liberalii au votat constituția, averescanii au aplicat-o și la urmă, după codeli și învârteli, național-țărăniștii au recunoscut-o. Formula pe care s'a făcut acest acord principal a fost garantarea „continuității“, național-țărăniștii luându-și angajamentul de a nu ignora, abroga sau anula dacă ar veni la guvern ceea ce este fundamental, esențial în bazele legiuitoare, politice, sociale și economice ale regimului existent, așezate de către liberali cu ajutorul averescanilor. Aparența care mai plutea până acuma, că între liberali, reprezentanții burgheziei financiare naționale, și național-țărăniști, reprezentanții în realitate ai burgheziei mijlocii, ai chiaburimei și ai miciei-burgheziei, ar exista o luptă principială, luptă care nu se poate termina decât prin doborârea liberalilor și instaurarea unui nou regim — regim „aproximativ țăărănesc“ —, această aparență a trăit. Astăzi este clar, că lupta între național-țărăniști și liberali se dă nu pe chestie de deosebiri fundamentale, pe chestie de regim, de ordine socială, ci pe chestia: pe ce bază să se împartă puterea și avantajele puterii între liberali și naționali-țărăniști, cu alte cuvinte: care să fie concesiunile de ordin economic în cadrul regimului în ființă, pe care burghezia financiară va să le facă burgheziei mijlocii, conducătorilor miciei burgheziei și ai chiaburimii pentru ca, în schimb, să se asigure regimului o stabilitate, de care începe să ducă o lipsă din ce în ce mai mare.

Ah! Dacă liberalii, cari pun oricui are pretenția să capete participarea la putere în primul rând condiția să recunoască regimul în vigoare — regimul monarhic ca o unealtă ascultătoare a burgheziei financiare — dacă liberalii ar avea în față un partid care să pună chestiunea republicii, ah, atunci lupta între cele două tabere s'ar preface, prin logica luptei însăși, într'o luptă principială. Dar liberalii nu au în conducătorii național-țărăniști un asemenea partid republican. Aceștia se întrec în a concura pe liberali pe terenul „adevărului“ și „sănătății“ monarhism. Conducătorii național-țărăniști cer numai ca monarhia să le asigure și lor — și păturilor sociale mijlocii și chiaburiste pe care ei le reprezintă — un minimum

de avantajii. Domnul Stere, ideologul țărănismului, care formulase în anii 1919—21, sub influența Revoluției Ruse, lozinca „statului țărănesc“ ne-capitalist, ca o concretizare a „socialismului în țările agrare“, a sfârșit prin a proclama (în anul 1926), că țărăniștii nu sunt așa de „absurzi“ pentru a crede că de burghezia financiară se poate „lipsi“ organismul statului nostru, ci că ei cer numai ca liberalii să renunțe la ideea că țărănimea poate fi ignorată și să convie la așezarea regimului de stat pe împărțirea puterii între burghezia capitalistă și țărănimea producătoare, pe compromisul între aceste două clase principale, singure (!?) determinante în viața socială și economică a României. Ideologia aceasta de compromis, la care au ajuns conducătorii național-țărăniști, se răsfărânge însă politicește sub forma unei lupte pentru guvern înăuntrul și pe baza regimului în vigoare.

„Carol sau regența“ — iată formula sub care se ascunde străduința spre un compromis. Ba trebuie precizat, că conducătorii național-țărăniști nici nu se gândesc serios să-l aducă pe Carol pe tron. Ei se servesc de Carol ca de un mijloc de șantajare a liberalilor. Lozinca conducătorilor național-țărăniști este în realitate: „recunoaștem regența, dacă ne acceptați la împărțirea puterii în condițiuni minime convenabile pentru noi“.

Politica de compromis și promiscuitate a conducătorilor național-țărăniști contribuie la întunecarea luptei masselor populare împotriva regimului existent. Prin politica lor conducătorii național-țărăniști cearcă să mute lupta de pe terenul doborârei regimului de asupra al marelui finanțe reacționare pe terenul acomodării cu el pe baza unor concesiuni minimale în favoarea vârfurilor burgheziei mijlocii, mici și chiaburiste. O asemenea încercare însă este sortită eșecului sigur. Conducătorii național-țărăniști pot trece de partea marelui burgheziei, dar cum s'ar putea închipui ca și masele largi ale țărănimei și păturilor de mijloc, ce gem și sângeră sub jugul trustului financiar liberal, să treacă de partea subjugatorilor lor? „Absurdă“ nu este ideea veche țărănistă, că „organismul statului nostru“ se poate lipsi de dominația marelui finanțe, absurdă este această idee neo-țărănistă că stabilitatea regimului în vigoare va fi cheazășuită, dacă liberalii vor accepta la împărțirea puterii pe conducătorii național-țărăniști și vor conveni la oarecare concesiuni economice față de anumite cercuri ale burgheziei mijlocii și chiaburiste.

Liberalii par să convie la ideea acestor concesiuni, pentru a putea arăta străinătății că regimul este „stabilizat“ în România și deci copt pentru credite și capitaluri străine. Dar stabilitatea politică ce ar putea urma de pe urma unui acord între liberali și național-țărăniști ar putea avea ca urmare o stabilizare a regimului economic de pradă, bazat pe exploatarea masselor largi ale țărănimei sărace și mijlocii, a muncitorimii și a populațiilor minoritare asupraite. Acordul liberalo-național-țărănist nu va îndulci deci situația acestor clase și pături, care alcătuiesc 90% din populația țării, ci o vă însprî și mai mult.

Și atunci centrul de gravitate al situației din România nu va mai putea apare, ca acuma, în mod fals în „chestia Carol“, ci se va descoperi în văzul tuturor: lupta între masele populare muncitorești, țărănești și minoritare deoparte împotriva burgheziei stăpânitoare și a aliaților și lacheilor ei dealta. Linia de demarcație între taberile politice nu va mai trece prin punctul „Regență“, ci va trece prin inima burgheziei dominante însăși.

Dar această linie va trece mai departe și prin trupul Partidului Național-Tărănesc și al celorlalte partide „de opoziție”. „Stabilizarea” regimului printr'un acord cu vârfurile național-tărăniste va fi însoțită și urmată de o profundă criză în sânul masselor largi, care au urmat până acuma Partidul Național-Tărănesc, criză ce se va oglindi în sânul însuși al partidelor politice. O parte a averescanilor, și anume grupurile conservator și agrarian al proprietarilor rurali din acest partid, vor trece la Partidul Național-Tărănesc, pe care însă o parte din elementele cinstite țărănești, sub presiunea masselor, îl vor părăsi. Va fi atunci coaptă vremea pentru crearea unui partid țărănesc de clasă, care, mână-n-mână cu muncitorimea industrială, să ducă massele la biruința împotriva finanței stăpânitoare. Pentru pregătirea condițiilor subiective în vederea creerii acestui partid trebuie să lucreze tot ce este cinstit în sânul Partidului Național-Tărănesc însuși. Nu acordul cu liberalii, ci crearea unui adevărat partid țărănesc din Partidul Național-Tărănesc de astăzi sau împotriva lui — iată senzul în care trebuie să se desfășoare străduințele adevăraților prieteni și luptători ai țărâ-nimei.

I. Mateescu

Asuprire națională și des-naționalizare forțată

Doă fapte pun din nou cu vigoare la ordinea zilei chestiunea, care și așa e permanent la ordinea zilei pentru România dela încheierea „păcii”: chestiunea naționalităților. Întâi e cererea optanților unguri pe care urmează s' o discute Consiliul Ligei Națiunilor în sesiunea apropiată. Al doilea e congresul internațional al minorităților dela Geneva.

Amândouă faptele nu pot conveni oligarhiei capitaliste stăpânitoare în România. Magnații unguri, cari aveau proprietăți latifundiare în Transilvania, dar au optat pentru cetățenia ungară, profită de faptul că oligarhia română este compromisă în toată lumea pentru așantaja și a încerca să stoarcă dela statul român plata în aur pentru moștele lor expropriate contra despăgubiri scotite derizorii. Oligarhia română cearcă la rândul-i să jongleze la Geneva cu argumentul, că reforma agrară a fost o faptă mare de dreptate socială, care a nu a lovit numai pe proprietarii unguri, ci și pe boerii de naționalitate română în foarte mare măsură, și deci cererea optanților dela Budapesta este reacționară. Punctul de vedere al grofilor unguri este fără îndoială reacționar, dar argumentul oligarhiei române este ridicol. Reforma agrară a fost o mare înșelătorie (așa cum am avut prilejul să constatăm în chiar paginile Federației Balcanice din articolele colaboratorului nostru I. Mateescu), și dacă a lovit în boerimea latifundiară, nu a adus însă un real folos masei țărănilor români, ci burgheziei românești. Pe de altă parte, pentru a-și cumpăra sprijinul imperialismului burghezia română a făcut excepție, pentru proprietarii polonezi de-o pildă din Basarabia, plătiindu-le despăgubiri excepționale și creind astfel un precedent în favoarea magnaților unguri. Oricum, chestiunea optanților pusă cu mare tam-tam de către optanții unguri la Geneva, găsește oligarhia română într'o situație internațională încărcată de antipatie și ostilitate. Cu totul altfel ar sta lucrurile la Geneva, dacă în locul guvernului oligarhiei financiare brătieniste ar avea puterea la București un guvern muncitoresc țărănesc. Numai un asemenea guvern, sprijinit pe puterea masselor largi dela orașe și sate, ar putea avea și simpatia opiniei publice largi din toată lumea, dar și prestigiul necesar în fața reacționarilor magnați maghiari.

Cealaltă chestiune, congresul minorităților dela Geneva, e și mai puțin pe placul guvernului nostru. Și pentru motive binecuvântate. România este, alături de Polonia și de Serbia, printre țările ce țin recordul în asuprirea minorităților naționale, pe care tratatele, care au comun cu pacea doar faptul că biciuiesc pacea, le-au băgat cu sila sub jugul claselor stăpânitoare în țările aliate și „victorioase”. Guvernul dela București știe foarte bine, că un asemenea congres nu poate aduce la lumină lucruri favorabile pentru regimul de asuprire națională

instituit după încheierea păcii între Tisa, Dunăre și Nistru asupra a 5 milioane de „minoritari”. Dar, pe de altă parte, guvernul din București știe din practica lucrurilor, că un alt regim el nu e în stare să instituie. Interesele sale de reprezentant al burgheziei dominante îl silesc să mențină pe țărâm național regimul de asuprire al minorităților, tot așa cum îi poruncesc să mențină pe țărâm social regimul de asuprire al masselor muncitoare din fabrici și depe ogoare de naționalitate română însăși. Asuprirea națională este legată de regimul social în ființă, cum e umbra legată de omul ce aleargă în lumina soarelui. Pentru că regimul naționalităților să se schimbe radical, ar trebui schimbat regimul social însuși. Este tocmai ceea ce nu înțeleg „reprezentanții” minorităților adunați la Geneva, cari vor să scalde oiaia fără să-i ude lâna. Exemplul regimului naționalităților în Uniunea Republicilor Sovietice este în această privință elocvent. Numai cu schimbarea fundamentală a regimului social s'au emancipat și națiunile până atunci asuprite.

Indirect dovedește chiar în acest moment guvernul reacționar și sângeros dela București, că el nu este și nu poate fi în stare să schimbe soarta minorităților, și că dela „conversivă” lui prin rezoluții, pe cât de cucernice pe atât de inofensive, votate de congrese placide minoritare nu-i de așteptat nici-o izbăvire. Astfel, ce se poate mai firesc decât ca, în acest moment dificil pentru guvernul român din punctul de vedere al regimului minorităților naționale, acest guvern să caute să mascheze cel puțin realitatea cu măsuri demagogice. Ori, atât de orbit este el și atât de prins în legăturile și nodurile inextricabile ale propriei sale politici, încât tocmai când la Geneva ar avea nevoie de o atmosferă mai îngăduitoare, el ia măsuri de un rar cinism împotriva minorităților naționale.

Așa, de-o pildă, el refuză subvențiile necesare pentru întreținerea școlilor profesionale minoritare din Transilvania, școlile pentru întreținerea cărora guvernul însuși își are angajamente formale și solemne. Comunitățile respective anunță acum, că se văd silit să închidă școlile. Guvernul român își dă seama ce impresie detestabilă va face acest lucru în străinătate, dar se salvează cu argumentul, că statul n'are bani nici pentru școlile românești. Frumos argument, care constă în a egala în ignoranță și analfabetism naționalitățile din România, în a coborâ pe cele mai ridicate la nivelul celor rămase mai în urmă, în loc de a le ridica pe acestea la nivelul celor mai înaintate...

Altă pildă: Ministerul Artelor a dat următoarele dispozițiuni cu privire la funcționarea trupelor de teatru minoritare: trupele trebuie să fie compuse din artiști cetățeni români; cei străini trebuie să aibă autorizația specială a Ministerului; direcțiunile de teatru minoritare trebuie să prezinte repertoriul pentru întreaga stagiune spre aprobare Ministerului; repertoriul trebuie să aibă un anumit număr de piese din repertoriul teatrelor românești; trupele nu se vor putea deplasa fără a anunța dinainte Ministerul. Dispozițiunile mai conțin și amenințarea, că „orice jignire adusă sentimentului național cu ocazia reprezentațiilor, prin costume, decoruri sau orice alte mijloace scenice”, va atrage retragerea imediată a dreptului de „liberă” funcționare. Spiritul parazitărilor al „culturii naționalității dominante” își arată urechile din următoarea dispoziție: teatrele minoritare vor fi obligate să pună la dispoziția teatrelor românești sălile de spectacol „fără nicio-o pretențiune”. Iar ca toate aceste „liberalități” să fie făcute de fapt iluzorii, dispozițiile în chestie prevăd la sfârșit următoarele: direcțiile trupelor minoritare trebuie să depună o garanție de 100.000 lei „pentru a asigura (ce ipocrizie!) salariile artiștilor în caz de dizolvare a întreprinderii”. În timp ce trupele națiunii „dominante” primesc subvenții dela stat (pentru ele statul, care reîuza bani pentru școlile minoritare, are bani), trupele națiunilor subjugate mai trebuie să depună și garanții...

Trebuie spus însă, că toate aceste măsuri vor sfârși prin a deschide ochii intelectualilor și masselor largi minoritare, care vor sfârși prin a înțelege că nu sub conducerea magnaților à la Banfi, Bethlen, Ugron e tutti quanti, vor scutura jugul asuprirei naționale, ci numai în alianță cu poporul muncitor român, care luptă pentru doborârea regimului social în ființă și pentru dreptul de autodeterminare al popoarelor din România până la deslipirea lor de statul existent.

Delabla

Propagez la Fédération Balkanique!

L'organe des peuples opprimés des Balkans!

* Έσοδα του προϋπολογισμού έτους 1927—1928 (εις εκατομμύρια δραχμών. 1 λίρα στερλίνα = 375 δραχμαί).

1	Έμμεσοι φόροι	3774	ήτοι	42,7%
2	Άμεσοι φόροι	1483	"	16,8%
3	Φόροι συμπληρωματικοί για τὸ δημόσιο χρέος	1625	"	18,4%
4	T. T. T.	294	"	3,4%
5	Χαρτόσημα καὶ μονοπώλια	814	"	9,2%
6	Ἑκτακτα έσοδα	839	"	9,5%
7	Ἐλλειμμα	49	"	

Σύνολον 8878 εκατομμύρια.

*

Καὶ ἐνῶ τόσα βάρη βαρύνουν τοὺς ὄμους τοῦ φτωχοῦ λαοῦ, ποὺ εἶναι ἤδη ἐξητλημένοι ἀπὸ τοὺς μακροὺς πολέμους (1912—1922) ποὺ βρίσκεται σὲ μιὰ κατάσταση λίγο ἀπέχουσα ἀπὸ τὴν πραγματικὴν πείνα, ἐνῶ οἱ μισθοὶ εἶναι τιποτένιοι (μισθοὶ 15—30 δραχμῶν, δηλαδὴ 5—10 γαλλικὰ φράγκα, γιὰ τοὺς περισσότερους ἐργάτες καὶ γιὰ μιὰ ἐργάσιμη ἡμέρα 10—12—14—16 ὥρων) — ἐνῶ ὁ τιμάρθμος διαρκῶς ἀνεβαίνει (βαδίζει τώρα πρὸς τὶς 20 μονάδες — μέβαση τὸ 1914), ἡ κυβέρνησις διαδέτει ὑπέρογκα ποσὰ γιὰ στρατιωτικὰς δαπάνες. Ὁ προϋπολογισμὸς τοῦ ἴδιου έτους (1927—1928) προβλέπει τὰς ἐξῆς δαπάνες:

Δαπάνες τοῦ προϋπολογισμοῦ έτους 1927—1928
[σὲ εκατομμύρια δραχμῶν].

1	Δημόσιο χρέος	2087	ήτοι	23,6%
2	Διαχειρίσεις	1067	"	12,1%
3	Στρατὸς καὶ στόλος	1813	"	20,5%
4	Ἀπολαβαὶ ἀποτάκτων κ. λ. π.	485	"	5,4%
5	Δημοσία ἀσφάλεια	344	"	3,9%
6	Θρησκευματα	385	"	4,4%
7	Δημοσία ἐκπαίδευσις	437	"	5,0%
8	Δημοσία ἔργα	248	"	2,7%
9	T. T. T.	252	"	2,8%
10	Μονοπώλια	136	"	1,3%
11	Ἐξόφλισις τρέχοντος χρέους	153	"	1,7%
12	Ἐξοφλισις ἑκτακτες καὶ διάφορα	1471	"	16,6%

Σύνολο 8878 εκατομμύρια.

Ἡ κατάστασις αὐτὴ, ἀνυπόφορη γιὰ τὴ μεγάλη πλειοψηφία τοῦ πληθυσμοῦ, δὲν μπορεῖ νὰ ἐξακολουθήσει ἐπὶ πολὺ. Εἶναι μιὰ καταπίεσις ὄλων, ἀνεξαρτήτως τῶν πολιτικῶν τούς ἀπόψεων, ἐκ μέρους μερικῶν. Ὅλοι εἶναι δυσσαρεστημένοι μετὰ τὴν Οἰκουμένην, καὶ τὴ γενικὴ αὐτὴ δυσσαρέσκεια, βλέπομε νὰ προσπαθεῖ νὰ τὴν ἐκμεταλλευθεῖ ὁ πρῶν δικτάτωρ ἢ νὰ ξανακαταλάβει τὴν ἐξουσία. Καθημερινὰ ὁ τύπος πληροφορεῖ πὺς οἱ „παγκαλικοὶ“ ἀξιωματικοὶ ἐτοιμάζουν νέο κίνημα.

Ἄλλὰ ὁ λαὸς, οἱ ἐργάτες, χωρικοὶ, καὶ ἐπαγγελματίες, οἱ μικροεπιχειρηματίες, οἱ ὑπάλληλοι, οἱ διανοούμενοι, δὲ θὰ ἀφήσουν νὰ παρασυρθοῦν σὲ καινούργιες τυχοδιωκτικὰς ἀπέπειρες γιὰ τὸ χατήρι τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἄλλου πρῶν ἢ μέλλοντος δικτάτορος (ἢ Ἑλλάς ἀριθμεῖ πολλοὺς ὑποψηφίους δικτάτορας, κάθε συνταγματάρχης θέλει μετὰ τὴ σειρά του νὰ κυβερνήσει τὴν δυστυχημένην τὴ χώρα). Ὁ λαὸς βλέπει πολὺ καλά πὺς καμμὶ δικτατορία δὲν μπορεῖ νὰ καλοτερέψει τὴ θέσιν του. τὴν ἀπελπιστικὴν. Ἄλλωστε σήμερα δὲν ἔχομε παρὰ μιὰ δικτατορία, μιὰ δικτατορία σκεπασμένη μετὰ ἕνα ἐλαφρὸ κοινοβουλευτικὸν πέπλο. Ἡ δικτατορία ὅμως αὐτὴ, ὅπως καὶ κάθε δικτατορία τοῦ παρελθόντος καὶ τοῦ μέλλοντος, ὄντας ἕνα ὄργανο τῶν τραπεζιτῶν καὶ τῶν τοπογλύφων, ὄργανο ποὺ ὑπακούει σὲ τὰς διαταγὰς τῶν ξένων χρηματιστῶν καὶ τῶν ἱμπεριαλιστῶν, εἶναι ἐχθρὸς τοῦ λαοῦ, ἕνας ἐχθρὸς ἀμελιχτος τῶν συμφερόντων τῶν ἐργατικῶν μαζῶν.

Ὁ ἑλληνικὸς λαὸς, κάτω ἀπὸ τὴν πίεσιν τῆς ἀνάγκης, τῆς δύσκολης ζωῆς, εἶναι ὑποχρεωμένος νὰ διεξαγάγει σφοδρὸς ἀγῶνες, κατὰ τῶν τυράννων ποὺ τῆς σήμερον καὶ τοῦ αὔριου. Στὸς ἀγῶνες τοῦ μέσα αὐτοῦ, θὰ ἐκπαιδευθεῖ ἀρκετά, γιὰ νὰ εὑρεῖ τὸν φυσικὸν δρόμον ποὺ πρέπει νὰ ἀκολουθήσει γιὰ νὰ ἀπελευθερωθεῖ. Μέσα σ' αὐτοὺς τοὺς ἀγῶνες θὰ δοκιμασθεῖ ἀρκετά, ὥστε νὰ βρισκεται εἰς θέσιν νὰ ἀποτελειώσῃ ὡς τὸ τέλος ὡς τὶς τελευταῖες συνέπειες τὸ ἔργο τῆς αὐτοαπελευθερώσεώς του.

Γ. Ζωιτόπουλος

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

Notre journal qui pendant l'été a paru une fois par mois, recommence à paraître les 1er et 15. de chaque mois.

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0,25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
6 et 60 cents pour tous pays restants

SOMMAIRE

Texte français (pages 1441—1457)
Notre Enquête sur la Fédération Balkanique.
Maximilian Harden — Kurt Grossmann — Dr. Léo Klauber
Mémoire présenté par les Comités Balkaniques au IIIe Congrès des Minorités Nationales à Genève
D. Vl.: Le meurtre de Sacco et Vanzetti
Paul Louis: Il faut surveiller les négociations Italo-Yougoslaves
Dimitri Jovanovitch: A la veille des élections en Yougoslavie
J. Mateescu: La „lutte“ autour de la Régence en Roumanie n'est pas une lutte contre le Régime
Delablaj: Oppression nationale et dénationalisation forcée
M. W.: Le Congrès de l'Union de la Jeunesse Macédonienne en Bulgarie
L'Affaire Vouyovitch
Une démarche du Comité Balkanique
Lettre de Grèce
La réaction dans les Balkans: Faits et Evénements

Texte allemand (pages 1458—1461)
Unsere Enquete über die Balkan-Föderation:
Maximilian Harden — Kurt Grossmann — Dr. Léo Klauber
Paul Louis: Bündnisversuche auf dem Balkan
Melingos: Die Regierung der Mitte in Griechenland

Texte bulgare (pages 1462—1468)
Мемоар върху положението на потиснатите народи на Балканите представен на третия конгрес на националните малцинства в Женева

Д. Вл.: Убийството на Сако и Ванцети
Добруджански: Една траурна годишнина: Дочо Михайлов

Texte albanais (pages 1468—1469)
Bedri Pejani: Drejt së nesermes

Texte croate (pages 1469—1470)
Naša anketa o Balkanskoj Federaciji:

Albert Einstein
Tomislav Stanić: Sveta alijanca

Texte serbe (pages 1471—1473)

Наша анкета о Балканској Федерацији:
Курт Розенфелд — Паул Естрајх
Дим. Јовановић: У очи септембарских избора у Југославији

Texte roumain (pages 1473—1474)
J. Mateescu: „Lupta“ în jurul Regentei nu este o lupta împotriva regimului
Delablaj: Asuprirea nationala si desnationalizare fortata

Texte grec (pages 1475—1476)

Γ. Ζωιτόπουλος: Ὁ ἑλληνικὸς λαὸς στὸ δρόμον τῆς ἀπελευθερώσεώς του.

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

‘Ο ‘ΕΛΛΗΝΙΚΟΣ ΛΑΟΣ ΣΤΟ ΔΡΟΜΟ ΤΗΣ ΑΠΕΛΕΥΘΕ ΡΩΣΗΣ ΤΟΥ

‘Ο συνασπισμός όλων των αστικών κομμάτων, „ή οίκουμενική“, δυναμώνει κάθε μέρα και περισσότερο την οικονομική και πολιτική καταπίεση των εργαζομένων μαζών της Ελλάδος. ‘Η κυβέρνηση που ανέβηκε στην εξουσία σκορπίζοντας άφθονα υποσχέσεις αντιδικτατορικές, φιλελεύθερες, εθνοϊκές για τὸ λαὸν — ἔκαμε ἀπὸ τις πρώτες μέρες ἤδη διάφορες πράξεις που ἐστρέφοντο ἐναντίον τοῦ ἑλληνικοῦ λαοῦ, ἐναντίον τῆς ἡσυχίας του, ἐναντίον τῶν συμφερόντων του. ‘Ετσι, οἱ „λαϊκές ἐλευθερίες“, για τις ὁποῖες τὸ μοναρχικὸ κόμμα ἔκαμε τόσο θόρυβο, ἀπεδείχθησαν πῶς, στὰ στόματα τῶν πέντε ἀρχηγῶν που ἀπαρτίζουν τὴν οίκουμενική, δὲν ἦταν τίποτ’ ἄλλο ἀπὸ μιὰ πρόστυχη δημαγωγία.

Τὰ μέτρα τῆς „Οίκουμενικῆς“, κατὰ τοῦ ἑλληνικοῦ λαοῦ, ἀποτελοῦν μιὰν ὀλοκλήρη σειρά καὶ καθημερινὰ ὁ ἀριθμὸς τους αὐξάνει.

Μεγάλῃ κατὰπληξη ἐπροξένησαν σὲ ὅλην τὴν χώρα τὰ ἄρθρα 19 καὶ 119 τοῦ νέου Συντάγματος (ἀπαλλοτρίωση τῆς γῆς πρὸς ὄφελος τοῦ δημοσίου καὶ ἀποζημίωση τῶν ἰδιοκτητῶν), μὲ τὰ ὁποῖα προσπαθοῦν νὰ „λύσουν“ τὸ ἀγροτικὸ ζήτημα. ‘Αλλὰ οἱ Ἕλληνες χωρικοὶ που ἔχουν τόσο ὑποφέρει ὡς τώρα κάτω ἀπὸ τὸ φεουδαρχικὸ καθεστῶς δουλείας, δὲν εἶναι διατεθειμένοι νὰ ὑποταχθῶν στὴν ἀντιδραστικὴ βουλή καὶ κυβέρνησι. οἱ μακρόχρονοὶ τους ἀγῶνες, τὸ αἷμα τους που ἐπότισε τὴ γῆ τῆς Θεσσαλίας κατὰ τὴν ἐξέγερση τοῦ 1909, οἱ κοπιώδεις προσπάθειές τους, ἀπὸ γενεὰ σὲ γενεὰ, ἐπὶ αἰῶνες, δὲν μποροῦν νὰ ἀβυσθοῦν ἀπὸ μιὰ κενὴ κοινοβουλευτικὴν ἀπόφαση. ‘Ενας ἀέρας ἐπαναστατικὸς, που δυναμώνει ἐξ αἰτίας τῶν μέτρων που λαμβάνονται κατὰ τῶν χωρικῶν (αὐξηση τῶν φόρων, ἐπὶ τῆς ἀγροτικῆς παραγωγῆς κ. τ. λ), ἀπὸ τὴν „Οίκουμενική“ ἀρχισε νὰ ζωογονεῖ τὴν τάξιν τῶν χωρικῶν καὶ τῶν ἐργατῶν γεωργίας. Σὲ ὅλα τὰ χωριά καὶ τις πόλεις ἀγροτικῶν περιφερειῶν — παρὰ τις προσπάθειες καὶ τὴν τρομοκρατία τῆς κυβερνήσεως — συναθροίζονται οἱ χωρικοὶ γιὰ νὰ διαδηλώσουν τὴν ἀπόφασίν τους νὰ ἀγωνισθοῦν κατὰ τῆς ἀντιδραστικῆς πολιτικῆς τῆς „Οίκουμενικῆς“.

Μιὰ ἀναστάτωση γενικὴ κατέλαβε ὅλες τις τάξεις τῶν ἐκμεταλλευμένων, ἐναντίον τῶν διαθέσεων τῆς „Οίκουμενικῆς“, που εὐνοοῦν τοὺς μεγάλους ἰδιοκτῆτες. Ἐνα παράδειγμα εἶναι ὁ νόμος περὶ ἐνοικιοστασίου. Οἱ διαθέσεις δὲ αὐτῆς ἐπροκάλεσαν μιὰ τέτοια ἀγανάκτηση (συνελεύσεις ἐπαγγελματιῶν, καὶ μικροεπιχειρηματιῶν, σενεπεία τῶν ὁποίων οἱ ἐπαγγελματῆαι ἐδολοφονήθησαν ἀπὸ

τὸ στρατὸ στὴν Ἀθήνα), ὥστε ἡ κυβέρνησι ἀναγκάσθηκε νὰ μεταβιβάσει τὸ ζήτημα στὴν κοινοβουλευτικὴν ἐπιτροπή. ‘Αλλὰ καὶ ἡ ἐπιτροπή αὐτὴ εἶναι ἐπίσης ὄργανο τῶν μεγάλων — ἰδιοκτητῶν (που ξεύρουν πολὺ καλά νὰ ἐφαρμόζουν τὸ δόγμα τοῦ „ὑπερισχέειν χάρις στις λόγχες ἀπὸ χρυσὸ“) καὶ ὄχι τοῦ λαοῦ, καὶ κατέληξε μὲ τὴν σύνταξιν ἑνὸς νόμου τελείως ἀντιλαϊκοῦ. Καὶ ἔτσι συνεργάζονται ἤδη πάνω στὸ ζήτημα τοῦ ἐνοικιοστασίου καὶ στις γενικὲς διεκδικήσεις τῶν μαζῶν, τὰ συνδικάτα τῶν Ἐργατῶν μὲ τις Ὄργανώσεις τῶν Ἐπαγγελματιῶν κ. τ. λ καὶ μὲ τὴν Ὄργανωσι τῶν Δημοσίων ὑπαλλήλων, γιὰ τὴν διεξαγωγὴ ἑνὸς κοινῶ ἀγῶνος που ἔχει γιὰ σκοπὸ νὰ κάμει νὰ ἀστοχῆσουν οἱ προθέσεις τῆς Οίκουμενικῆς.

‘Απέναντι τῆς ἐργατικῆς τάξης ἡ Οίκουμενικὴ ἐξεδήλωσε ὅλην τὴν ἀντιδραστικότητά της. Οἱ καπνεργάτες τῆς Μακεδονίας καὶ Θράκης ζοῦν κάτω ἀπὸ ἕνα ἀνυπόφορο καθεστῶς. Καθημερινὰ ἐξακολουθοῦν συλλήψεις ἐργατῶν. χωρὶς καμμὴ ἀιτιολογία. Τὴ στιγμὴ που „οἱ ἀντιπρόσωποι τοῦ λαοῦ“, ἐφήφιζαν τὸ νέο Σύνταγμα στὴ Βουλὴ τῶν Ἀθηνῶν, μιὰ τρομοκρατία ἀπὸ τις πιδ ἄγριες ἐβασίλευε στὴ Θεσσαλονίκη, Καβάλλα, Δράμα, Ξάνθη, Βόλο, Ἀγρίνιο κ. τ. λ. Τὸ ἑλληνικὸ Σύνταγμα ἔχει πατηθεῖ, βάνασα καὶ βία, ἀπὸ τὴν πρώτην ἡμέρα που ἄρχισε νὰ ἰσχύει. „Τὰ δικαιώματα τοῦ ἀνθρώπου καὶ τοῦ πολίτου“ εἶναι ἀγνωστα στοὺς φτωχοὺς πολίτες τῆς ἑλληνικῆς Δημοκρατίας. ‘Ο πρῶτος τυχῶν χωροφύλακας, ὁ πρῶτος τυχῶν ἀστυνομικός, μπορεῖ νὰ κάμει ὅτι θέλει, χωρὶς κανένα φόβο νὰ τιμωρηθεῖ. ἀπεναντίας μὲ τὴν ἐλπίδα νὰ ἀνταμειφθεῖ. Μπορεῖ νὰ σᾶς συλλάβει, νὰ σᾶς κλείσει στις ἑλληνικὲς φυλακές, καὶ νὰ σᾶς στείλει στὴν ἐξορία σὲ ἕνα ἀπομακρυσμένο νησί τοῦ Αἰγαίου. Ἐκατὸ ἐργάτες βρίσκονται κὶ ὅλα στὴν ἐξορία. δεκάδες ἄλλοι ἐργάτες βρίσκονται φυλακισμένοι, χωρὶς νὰ ἔχουν κάμει κανένα ἐγκλημα, χωρὶς νὰ ἔχουν παραβιάσει κανένα νόμο. Νόμος στὴν Ἑλλάδα σημαίνει θέλησι ἑνὸς ὁποιοῦδήποτε ἀστυνομικοῦ. καὶ κατὰ τῶν πολιτικῶν ἀντιπάλων τῆς κυβερνήσεως (τῶν κομμουνιστῶν) ἔχει ἐφαρμοσθεῖ ὁ νόμος περὶ ληστείας!!

Οἱ κανιούργοι καὶ βαρεῖς φόροι που ἐπεβλήθησαν ἀπὸ τὴν Οίκουμενικὴ καὶ που χτυποῦν κατὰκαρδὰ τις λαϊκὲς τάξεις, ἐπροκάλεσαν ζωηρὲς καὶ ἐνεργοὺς διαμαρτυρίες. Οἱ φόροι αὐτοὶ, δυὸ δισεκατομμυρίων δραχμῶν, βαρύνουν ἀποκλειστικὰ τοὺς χωρικοὺς, ἐργάτες, ὑπαλλήλους, καὶ τὰ ἄλλα πτωχὰ στρώματα τοῦ πληθυσμοῦ. ‘Ο ἐπόμενος πίνακας δείχνει φανερὰ τὸ πρῶγμα αὐτὸ: